

Un contrat de 14 milliards de F

La France livrera à l'Arabie Saoudite des armes navales

LIBRE PAGE 36

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,50 F

Algérie, 1,30 F; Maroc, 2,30 F; Tunisie, 2,20 F; Allemagne, 1,40 DM; Autriche, 14 sch.; Belgique, 20 F; Canada, 5 1/10; Côte-d'Ivoire, 250 CFA; Danemark, 4,70 kr; Espagne, 50 pes.; Grèce, 35 dr.; Israël, 125 ds.; Italie, 30 L.; Japon, 700 Y.; Liban, 300 p.; Luxembourg, 20 F.; Norvège, 4 kr.; Pays-Bas, 1,50 G.; Portugal, 20 esc.; Suède, 250 kr.; Suisse, 3,70 fr.; Thaïlande, 1,30 B.; T.-M., 35 ds.; Yangon, 25 ds.

Tarif des abonnements page 12

ABONNÉS DES ITALIENS  
75027 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4307-51 PARIS  
Tél. Paris 10 60012  
T.A. : 246-72-23

## Le ton monte au Proche-Orient

### Une alliance conjoncturelle ?

Soulevé par la puissante vague des nationalismes, le monde arabe, qui aspirait au lendemain de la seconde guerre mondiale à s'affirmer sur la scène internationale et entendait faire face à Israël, s'est lancé à plusieurs reprises dans l'aventure unitaire. Ayant en commun depuis sept siècles une langue et une civilisation, et pour la grande majorité de la population, la religion musulmane, les États arabes, du golfe Persique à l'Atlantique, ont été tentés par divers projets de « fusion ».

Ces mariages — dont certains n'ont même pas été consommés, comme celui de la Libye avec la Tunisie en 1974, ou de la Syrie avec l'Irak en 1979 — se sont généralement terminés par des divorces. Ces échecs expliquent sans doute que l'unité arabe paraisse aujourd'hui relever du mythe et que l'annonce de l'union entre la Syrie et la Libye — au demeurant fort élogieuse — ait été accueillie, selon certains témoignages, avec ironie par la population libanaise de Damas, avec un grand scepticisme dans la plupart des capitales arabes.

Devant la poussée de l'islam, le nationalisme arabe semble faire beaucoup moins recette qu'il y a dix ou vingt ans, quand chacune des tentatives unitaires provoquait l'enthousiasme des foules, de Rabat à Bagdad. Pour le colonel Kaddafi, qui poursuit son rêve unitaire avec une constance que ne décourage aucun échec, arabe et libanais se confondent encore. Cela est beaucoup moins vrai au Proche-Orient, où l'on entend de plus en plus dire dans les cercles intégristes musulmans que le nationalisme arabe a été, du milieu de dix-neuvième siècle jusqu'aux années 60, une invention des chrétiens d'Orient désireux de contrebalancer l'islam en offrant aux masses le palliatif de la passion nationale.

L'union syro-libanaise aurait-elle plus de chances que les précédentes tentatives ? Pour le moment, elle paraît bien conjoncturelle. L'acceptation du président Assad s'explique par son isolement sur la scène arabe : même le Front de la libération, qu'il a constitué avec l'O.L.P., l'Algérie, la Libye et le Sud-Yémen au lendemain de la visite du président Sadat à Jérusalem, ne le soutient plus inconditionnellement.

En butte à des problèmes financiers — encore qu'on se fasse peu d'illusions à Damas comme dans les autres capitales arabes sur la générosité du colonel Kaddafi — aux prises avec une agitation intérieure, une hostilité du Baas irakien et un sournois travail de sape de son régime par l'Arabie Saoudite, le président Assad, qui doit également tenir compte des intentions israéliennes au Sud-Liban, a accepté une alliance qui peut constituer un atout face aux périls qui l'assaillent. De surcroît, sur le plan militaire, il mise sur l'imposant — et relativement inutile — arsenal libyen, espérant obtenir en particulier des fusées et des avions.

Pour la Libye, l'avantage est avant tout moral : au-delà du désir d'apparaître comme un Nasser qui aurait réussi à réabsorber l'unité arabe, le colonel Kaddafi a surtout cherché dans des tentatives de « fusion » avec ses voisins — Égypte, Soudan, Tunisie — un apport de population qui aurait permis à son vaste pays, peuplé seulement de trois millions d'habitants, de disposer d'une main-d'œuvre pour assurer son développement et de peser d'un plus grand poids sur la scène régionale et internationale. Il est douteux que la Syrie, en raison de son éloignement géographique, lui apporte une contribution substantielle dans ce domaine.

L'union peut, en revanche, avoir des répercussions sur le conflit israélo-arabe en amenant Israël à justifier par cette nouvelle menace une opération décisive contre les positions palestiniennes au Sud-Liban.

### Israël s'inquiète de la « fusion » entre la Syrie et la Libye

La proclamation de l'union entre la Syrie et la Libye, destinée surtout à rompre l'isolement diplomatique et à renforcer les moyens d'action de Damas, intervient au moment où le ton monte en Israël à l'égard du régime du président Assad. « Si l'artillerie syrienne appuie une action des Palestiniens du Sud-Liban contre Israël, nous la réduisons au silence », a déclaré, mercredi 10 septembre, le général Rappaport, au quotidien « Maariv ». Le chef de l'état-major israélien a souligné qu'un affrontement avec la Syrie pouvait survenir « à tout moment », et affirmé que l'union syro-libanaise met à la disposition de Damas un important arsenal dont Israël devra tenir compte. Ces préoccupations ont également été exprimées par M. Begin et d'autres personnalités.

Dans les capitales arabes, en particulier à Beyrouth, une « intervention décisive » d'Israël au Sud-Liban est plus que jamais redoutée.

### Jérusalem et la « tentation libanaise »

De notre correspondant

Jérusalem. — Quelles sont les intentions d'Israël au Liban ? Au cours de leurs récents entretiens avec les dirigeants de Jérusalem, l'envoyé spécial américain, M. Linowitz, et ses collaborateurs, qui ont obtenu la reprise des pourparlers égypto-libanais, ont tenté de poser cette question. Après la vaste opération menée, le 18 août, par l'armée israélienne au Sud-Liban contre des positions palestiniennes, les diplomates américains en poste à Tel-Aviv avaient déjà essayé à plusieurs reprises d'interroger à ce sujet

le ministère de la défense, sans grand résultat. Cette activité diplomatique traduit chez les Américains une vive inquiétude, à la mesure de la rumeur qui court dans les capitales arabes et particulièrement à Beyrouth, où l'on redoute qu'Israël ne s'apprête à intervenir de manière « décisive » au Sud-Liban. C'est pour cela, dit-on, que M. Arafat vient de se rendre à Damas afin de demander au gouvernement syrien un soutien accru.

FRANCIS CORNU.

(Lire la suite page 5.)

## Le patronat juge « courageux » le projet de budget pour 1981

Le conseil du patronat français a déclaré « courageux » le projet de budget pour 1981 qu'a adopté le conseil des ministres du 10 septembre. Selon le patronat, le réajustement du barème de l'impôt sur le revenu était « une nécessité » face aux injustices que pouvaient ressentir notamment les cadres. La forte facilitation à l'investissement était, selon lui, indéniablement un geste de réajustement important pris par notre appareil de production. De son côté, la confédération des P.M.E. s'est déclarée satisfaite, tout en regrettant que ses suggestions sur la réévaluation des bilans n'aient

pas été retenues. Pour les chambres de commerce, le projet gouvernemental est « sage et réaliste ».

La C.G.C. approuve « la politique d'allègements fiscaux des entreprises » et est satisfaite de l'indexation du barème de l'impôt sur le revenu, bien que celle-ci ne soit « pas totale ». Les députés R.P.R. et U.D.F. ont approuvé M. Papon à la commission des finances de l'Assemblée nationale. En revanche, M. Fabius (P.S.) a parié d'un « budget-chloroforme » et M. Pisani (P.S. également) déploré que « l'État livre l'avenir aux entreprises ».

## Éviter le pire d'ici au mois d'avril

« Comme on connaît ses saints, on les honore. » L'adage populaire veut, si l'on peut dire, pour le budget 1981, que le gouvernement propose au Parlement. Ce document devant être complété en juin, après les élections présidentielles, on ne saurait le prendre tout à fait au sérieux. Son rôle est évidemment d'atténuer la

par GILBERT MATHIEU

stagnation qui s'annonce, afin de faciliter la campagne du président-candidat.

Ainsi s'expliquent toutes les séries d'affirmations ministérielles ou de dispositions surprises. Comment croire vraiment M. Fa-

pon quand il explique que c'est « pour ne pas céder à la facilité » qu'il n'a pu rendre public le compte économique national fondé sur une croissance de 2,5 % l'an prochain, objectif gouvernemental, et qu'il se contente du compte — dit « spontané » — de 1,6 % préparé par ses techniciens et qui sera probablement dépassé ?

Quinze ans durant, M. Giscard d'Estaing, son prédécesseur rue de Rivoli, a affirmé, au contraire, que le gouvernement devait expliciter les résultats qu'il escomptait de ses choix, au risque de sembler prendre ses désirs pour la réalité. Verté en-deçà, erreur au-delà ? A l'évidence, le compte aménagé de 2,5 % — beaucoup plus probable vu les mesures prises en faveur de l'investissement privé — permettra, le moment venu, de faire apparaître les plus-values fiscales nécessaires à un ajustement budgétaire post-électoral, moins économe des deniers de l'État.

(Lire la suite page 3.)

### AU JOUR LE JOUR

Sept millions de Chinois sont tentés à se rendre aux urnes pour répondre oui à la question de savoir si le général Pîncouet restera en poste jusqu'en 1997. Ainsi l'ouïe pour eux la perspective riante de marcher vers le troisième millénaire à l'ombre d'un homme dont les lunettes fumées cachent un regard féroce, dont la moustache serpentine masque mal une bou-

### LA JOIE DE VIVRE

che fuyante, dont la vareuse usée difficilement une taille que n'est pas parvenue à réduire l'assouplissement des coutures, et dont la pensée politique ne dépasse pas la vision de sa casquette.

Avec un tel héros à leur tête, autant dire que les Chinois en auront pris pour dix-sept ans de joie de vivre.

BERNARD CHAPUIS.

Raymond Jean  
Photo souvenir  
roman

Chili, Brésil, France, Vietnam... L'aventure d'un grand reporter, qui est aussi l'histoire personnelle d'un homme dans la décennie 70-80. 192 pages.



SEUIL

## Une délégation polonaise séjourne à Moscou

### Des commissions mixtes vont contrôler l'application des accords avec les ouvriers

Pour la première fois depuis les changements intervenus dans la direction du parti et de l'État, une délégation gouvernementale se trouve à Moscou. Elle est conduite par M. Jagielski, vice-premier ministre et négociateur des accords de Gdansk. Celui-ci s'est entretenu ce jeudi 11 septembre avec M. Brejnev de la « consolidation et du développement des relations avec l'U.R.S.S. ».

En Pologne, où des mouvements de grève se poursuivent, le gouvernement a annoncé la mise en place de commissions mixtes qui contrôleront l'application des accords conclus avec les ouvriers. M. Pinkowski, chef du gouvernement, a déclaré mercredi à Poznan, qu'il fallait « dissiper les craintes » des travailleurs de certaines entreprises et veiller à ce que des catégories de salariés ne se sentent pas laissées pour compte.

L'agitation sociale, liée à la mise en place de « syndicats indépendants et autogérés », s'est poursuivie mercredi 10 septembre.

Passés les premiers moments d'euphorie dans les milieux ouvriers et d'appréhension dans les milieux dirigeants, après la conclusion des accords reconnaissant aux travailleurs le droit de former leurs organisations indépendamment des syndicats officiels, un certain flottement semble se manifester de part et d'autre.

Du côté ouvrier, le manque de moyens et d'expérience, les problèmes soulevés par la gestion des œuvres sociales, font surgir des dif-

ficultés qui n'avaient pas toujours été prises en considération. Du côté du pouvoir, les responsables locaux semblent manquer d'instructions précises de la part du pouvoir central pour répondre aux revendications des ouvriers, et certains d'entre eux font de l'obstruction systématique. Cette attitude est apparemment à l'origine des grèves qui continuent dans toutes les régions du pays, sans qu'on en voie encore la fin.

Face à cette agitation, les autorités s'efforcent de faire renaitre l'« esprit de Gdansk ». Fait exceptionnel, le radio national a rediffusé mercredi après-midi les allocutions prononcées le jour de la signature de cet accord par MM. Jagielski et Walesa.

De plus, le chef du gouvernement, M. Pirkowski, a désigné, mercredi, des « commissions mixtes » pour contrôler l'application des accords conclus avec les comités d'entreprises de Gdansk, Szczecin et Katowice, respectivement présidées par M. Jedynak, ministre de l'industrie des machines lourdes et agricoles, M. Kasimierz Barcikowski, membre du bureau politique et vice-premier ministre, et M. Lejczak, ministre des mines, qui ont mené les négociations ou y ont participé.

Enfin, M. Kaim, ministre de la sidérurgie, préside une commission qui examinera les revendications des métallurgistes. L'agence Pap, qui n'indique pas la composition de ces commissions, affirme que leur mise en place prouve que le gouvernement entend honorer ses engagements envers les travailleurs.

L'objectif des autorités, d'après les déclarations de M. Kaim, mardi soir, à Katowice, est de s'assurer que la mise en place des nouveaux syndicats se fera dans le respect des principes de base du socialisme d'État, tout en encourageant vigoureusement la rénovation des anciens syndicats officiels.

(Lire la suite page 3.)

### POINT

#### Le veau d'or

Ruinés par l'excessive mortalité qui s'est manifestée dans leur étable, deux producteurs ont décidé de porter plainte contre X... pour administration dans leur élevage de médicaments interdits. L'Union fédérale des consommateurs lance de son côté un mot d'ordre de boycottage de la viande de veau.

Le problème de l'abus des substances médicamenteuses dans l'alimentation des animaux ne date pas d'hier. L'usage des antibiotiques qui ont pour effet d'accroître artificiellement la masse musculaire, loin de se réduire, se généralise. Les consommateurs s'efforcent de faire reconnaître le problème. Ce n'est pourtant pas par plaisir que les éleveurs jouent avec la loi et la santé du public.

Comme l'explique le mouvement des Paysans-Travailleurs, l'usage des antibiotiques et des corticostéroïdes (aux effets anabolisants) n'est que la conséquence de l'industrialisation de l'élevage, imposée par les firmes agro-alimentaires.

L'apparition d'antibiotiques d'engraissement, le circuit absurde du lait refroidi, dégraissé, réchauffé, réengraissé, stocké et transporté, sont des faux progrès qui font tourner, à un coût prohibitif, en énergie notamment, — des usines agro-alimentaires. Sans profit pour les éleveurs. Au contraire même, puisque la dégradation de la qualité des animaux et celle des aliments les ont conduits, avec beaucoup de légèreté — avec aussi le silence complicité des pouvoirs publics — à utiliser des substances dangereuses pour la santé afin d'arrondir à la fois les formes des animaux et le revenu qu'ils en tirent.

Ces excès ont été facilités par la faiblesse accordée aux groupements de producteurs d'intervenir directement dans les soins aux animaux. Mais la protestation des vétérinaires praticiens, légitime quand ils s'alarment pour la santé des consommateurs, devient suspecte lorsqu'elle est motivée par leur volonté de conserver le monopole lucratif de la distribution des médicaments.

Faute de s'être intéressés à temps à l'évolution du modèle agricole français, se réjouissant même de l'abaissement des prix par la standardisation des produits, les consommateurs n'ont plus aujourd'hui qu'une ressource : refuser de consommer.

(Lire nos informations page 36.)

### DICTIONNAIRES

#### Les vertus de l'ordre

Si différents qu'ils soient par leur taille (du filiputien au géant), leur contenu (du vocabulaire de Racine au dictionnaire des fromages), leur destination (de l'écolier à l'amateur d'armes anciennes), etc., les dictionnaires qui sont publiés chaque année ont au moins en commun l'ordre alphabétique, qui leur est en quelque sorte consubstantiel ; et, plus subtilement, un statut idéologique privilégié.

Nous n'ignorons pas qu'ils sont écrits par des hommes sujets à l'erreur, et non par des robots omniscients ; qu'ils ne sont pas faits pour dispenser un savoir désintéressé, même si ce noble souci n'est pas inconnu des rédacteurs de dictionnaires, mais d'abord pour trouver des acheteurs. Cependant, bon gré, mal gré, les vertus de l'ordre alphabétique — simplicité, certitude, neutralité, immuabilité — s'étendent à toute l'œuvre et s'imposent à nous.

C'est sans doute dans la satisfaction de ce besoin psychologique respectable (être sûr de...) qu'il faut chercher la véritable raison du succès durable des dictionnaires. Combien sont-ils, aujourd'hui, tous genres et toutes catégories confondus ? De deux cents à trois cents. Il en émerge, d'une part, les « tout-en-un », parmi lesquels le Petit Larousse 1981, très largement renou-

velé, augmenté, illustré, reste — la référence — pour l'ensemble du marché ; d'autre part, les « collections », qui réunissent sous le même habillage une dizaine de titres, allant des traditionnelles « difficultés du français » aux dictionnaires de proverbes, en passant bien sûr par l'étymologie.

Le marché des « collections » est cependant un peu particulier. Précisément parce qu'il leur manque l'image de l'universalité du savoir. Ce ne sont pas des « produits porteurs ». Elles n'ont généralement pas de titre locomotrice, et sont davantage vendues par correspondance ou démarchage qu'en librairie. La concurrence entre les deux groupes Larousse et Robert y reste modérée. Du côté des « dictionnaires-dictionnaires », en revanche, on ne se bat pas à fleur de mouches, puisqu'on voit, dans ce domaine, quatre éditeurs se disputer aujourd'hui les faveurs du public. Jacques Cellard analyse, dans le Monde des livres, les mérites et les défauts des ouvrages que nous proposent Larousse, Hachette, Flammarion et Robert. Cependant, quelles que soient leurs différences, ces dictionnaires possèdent tous la même vertu : ce sont, comme l'écrivait Roland Barthes, des « machines à rêver ». (Voir notre article page 18.)



Le Monde

idées

## LE MONDE MÉDITERRANÉEN EN PÉRIL

## La grande menace : la mendicité structurelle

Berceau de civilisations, la Méditerranée est aussi le lieu où elles s'entrechoquent et où les problèmes tournent facilement au drame. Au printemps dernier, un colloque a discuté, à Arles, du premier de ces problèmes : l'autosuffisance alimentaire. Son initiateur, Paul-Marc Henry, montre ce qu'il faudrait faire pour arracher ce monde à la passivité et à la dépendance. Du 12 au 14 septembre, de son côté, le P.S. organise une « grande manifestation méditerranéenne », colloque à Saint-Maximin et meeting à Marseille, présidés respectivement par MM. Senghor et Mitterrand. Jean-Paul Aron en définit l'esprit : il faut se méfier de l'Est et de l'Ouest, « monstres aux yeux verts », qui se jouent de leurs proies. Une Méditerranée sans les Grands serait-elle donc concevable ? Charles Zorbighe en doute, dans le livre dont rend compte René-Jean Dupuy.

## Un livre de Charles Zorbighe

## Sans les Grands

Par RENÉ-JEAN DUPUY (\*)

**L**a Méditerranée sans les Grands ? (1) La question posée par Charles Zorbighe évoque irrésistiblement la présence des flottes américaines et soviétiques que certains des rivaux de cette mer sous-estiment moins. On sait que, depuis plusieurs années déjà, plus de la moitié des forces navales du monde séjournent en Méditerranée, ce que déplorait, dès 1971, l'Algérie et la Tunisie dans une déclaration commune. L'ouvrage de Zorbighe ne méconnaît certes pas cet aspect de l'influence des Super-Grands, mais il concentre ses analyses moins sur la mer que sur les terres qui la bordent et les conflits qui s'y perpétuent depuis que ces rivaux ont assisté à la naissance de la tragédie.

La Méditerranée a toujours été des images d'unité et de conflit. Elle est, en effet, le pays des premières, le monde méditerranéen, depuis la fin de la paix romaine, n'a cessé de fournir son décor aux seconds. Elle ont pris une singulière ampleur. Sur une planète devenue plus exigeante, les pays méditerranéens ont été écartelés entre les regroupements régionaux ou idéologiques qui les rattachent aux communautés européennes, atlantique ou africaine, sans qu'aucun ensemble méditerranéen n'ait jamais été tenté. Cependant, comme le rappelle le chef de l'Etat, à Toulon, en 1976, la Méditerranée « est le centre de gravité, le point d'intersection » des deux axes Est-Ouest et Nord-Sud autour desquels s'organisent les relations internationales du temps présent.

Cela ressort admirablement du livre cohérent et riche de Charles Zorbighe. On y trouve une série d'études sur les diverses affaires qui troublent ou menacent la paix, spécialement au Proche-Orient. Non seulement le conflit israélo-arabe et les événements du Liban, mais le cas de Chypre, la situation de la Turquie et de la Grèce à l'égard de l'Alliance atlantique, font l'objet de monographies complètes et brillantes, qui trouvent leur place dans le développement cohérent de la réflexion centrale de l'auteur. Celui-ci n'adhère pas à la thèse de l'exclusion des Grands. Son

**D**ANS une enquête récente, le Français moyen déclarait admirer sans réserve les valeurs « sûres » des Etats de l'Europe du Nord, à commencer par la République fédérale d'Allemagne, et regardait nostalgiquement vers la stabilité et la sécurité représentées par la Suisse. Il se désolait en revanche des pays dits « instables » et menacés par la subversion intérieure, avec l'Italie en tête comme modèle « repoussoir », suivie de près par l'Espagne, sans parler naturellement de la Turquie qui relève déjà, à ses yeux, du tiers-monde et de son cortège de frustrations. C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'hostilité croissante que semble manifester l'opinion à l'égard du Marché commun vers le sud, ce qui, pourtant, et à première vue, rééquilibrerait la Communauté européenne actuellement fortement orientée vers le nord. On voit naître une situa-

## Trente années de vains efforts

Il s'agit, en fait, de rien de moins que du problème d'ensemble des rapports entre les régions sud-industrielles des zones nord et les régions sous-industrielles des zones sud. Ce problème se pose à travers la Méditerranée, d'une part, et l'Afrique et l'Asie d'autre part. Plus ou moins masqué par des politiques plus ou moins efficaces de redistribution du produit national brut, il se pose aussi au sein même de nations de la zone nord qui ont une façade méditerranéenne : l'Espagne, l'Italie, la Yougoslavie et la Grèce ; la Turquie se trouvant à la charnière entre ces deux mondes. Trente ans d'efforts pour assurer un certain équilibre entre ces zones de productivité différente, et

tion paradoxale, qui fait que la Grande-Bretagne et la R.F.A. puissances non méditerranéennes, soutiennent maintenant sans réserve le nouvel élargissement de la Communauté, alors que la France fait figure de protectionniste défendant les intérêts immédiats de ses propres régions méditerranéennes.

On pourrait, à la limite, soutenir que la France, ayant retiré les avantages optimaux d'une politique de spécialisation des productions, et de soutien financier, pour les céréales, la production laitière et la bétailerie, refuse d'accepter les conséquences d'une politique analogue pour les productions dites méditerranéennes, qui pourraient faire de l'Espagne, du Portugal et de l'Italie des fournisseurs privilégiés (et largement subventionnés) dans le domaine des fruits et légumes et de la viticulture.

souvent de culture différente, n'ont abouti, il faut bien le reconnaître, qu'à exacerber les tensions internes et externes et les disparités régionales que l'on voulait atténuer.

A bien des égards, le terrorisme politique qui caractérise les régions sud, et l'état de guerre larvée ou ouverte qui affecte de nombreuses parties de la Méditerranée, et en font une zone hautement critique de l'équilibre international, sont dus à cette incapacité de traiter le problème sur le plan national et international.

La révolution technologique basée sur l'énergie fossile, la révolution démographique qui l'accompagne, et l'adoption foudroyante (en deux générations) des modèles de consommation propres aux pays riches et industrialisés, ont modifié en profondeur les conditions de vie des populations méditerranéennes. Elles posent même, peut-être, le problème de leur survie culturelle et sociale.

Les régions méditerranéennes du Nord et du Sud présentent des caractéristiques communes. Aucune n'est vraiment riche dans le sens où elle disposerait de vastes espaces fertiles susceptibles d'un développement agricole spectaculaire. Les ressources en eau sont épuisées et le plus souvent insuffisantes.

Depuis le début des temps historiques, il y a toujours eu un mouvement de l'intérieur

Par PAUL-MARC HENRY (\*)

vers les régions côtières, des populations montagnardes vers les régions basses à travers les plaines semi-désertiques d'Espagne, d'Italie et d'Afrique, vers le mer bleu de commerce, de richesse et de conquête. C'est dans cette région que l'on peut le mieux observer *in vivo* et *in situ*, le franchissement de nature essentielle et fondamentale d'un « seuil » dans les rapports entre l'homme et son milieu. Les phénomènes d'urbanisation, de pollution, de tourisme, d'émigration, en sont des aspects et des effets, non des causes.

La région a perdu son autosuffisance en matière alimentaire. Il apparaît dès maintenant que le goulet d'étranglement fondamental se trouve dans les ressources hydrauliques, de plus en plus rares et de plus en plus chères. Les zones côtières et les plaines continentales, là où il existe (comme entre la Grèce et la Turquie, la Libye et la Tunisie, l'Italie et Malte), font l'objet de compétitions sauvages, tendant à une appropriation, privée ou publique, des ressources potentielles non utilisées. Quant aux ressources biologiques, elles sont déjà largement surexploitées, et la Méditerranée est, de fait, un véritable débris sur ce plan, par rapport aux régions atlantiques.

L'homme méditerranéen se trouve partout aux prises avec un problème fondamental de saturation de l'espace côtier. Dans un rapport datant de 1976 des experts pouvaient écrire : « Le résultat des pressions démographiques sur des ressources limitées et sur l'infrastructure insuffisante au niveau urbain, a entraîné une surcharge excessive sur le logement, les transports publics, les conditions sanitaires, et les facilités de récréation... Il est fort possible que l'impact de cette surcharge sur l'environnement entraîne des dommages irréversibles dans les éco-systèmes locaux et régionaux, sur le littoral, les ressources en eaux souterraines et l'ensemble des ressources naturelles... » Ce pronostic s'est totalement réalisé. Il n'est plus possible, pratiquement, de concevoir, et encore moins de mettre en pratique, un développement industriel et urbain à grande échelle, susceptible d'absorber dans des conditions économiques et sociales satisfaisantes, une population en voie d'accroissement rapide, soit par évolution démographique, soit par migration massive vers les zones côtières.

## Passivité stratégique et économique

Le monde méditerranéen serait-il donc condamné à une dépendance croissante à l'égard des mondes extérieurs essentiellement atlantique et nordique ? Sa « passivité » stratégique est-elle en fait doublée d'une « passivité » économique ? Dans les circonstances actuelles et compte tenu de l'extension foudroyante des modes de consommation de type euro-américain, la réponse est malheureusement affirmative.

Dès maintenant des grands pays méditerranéens qui ont accompli des efforts héroïques dans la voie de la modernisation,

comme la Turquie et l'Egypte, se trouvent dans une situation financière, qui, toute proportion gardée, est pire que celle de l'Empire ottoman : lui au moins, pouvait nourrir sa population, cinq fois moins nombreuse, et est resté, de nos jours, un pays pauvre. L'Algérie, disposant de ressources naturelles et énergétiques importantes, doit faire face à une situation précaire due au fardeau croissant représenté par les importations.

Président d'Associations Méditerranéennes (Méditerranée), organisateur du colloque d'Arles sur l'autosuffisance alimentaire en Méditerranée.

alimentaires. Un pays jusqu'à nos jours bien équilibré, comme le Maroc, doit consacrer la totalité de ses revenus phosphatiers pour payer la moitié de ses importations en hydrocarbures. Quant aux zones nord, elles paient un prix exorbitant avec la saturation de leurs espaces et la dégradation de leur agriculture pour des compensations minimes.

D'autres régions du globe pareillement menacées, comme l'Asie du Sud-Est, situées également dans la zone dangereuse du conflit planétaire, ont choisi de s'organiser, sinon de survivre pour éviter d'être les prochaines victimes. Les peuples méditerranéens auront-ils le courage et la capacité d'en faire de même ? Submergés par la civilisation atlantique de haute consommation, et avec une jeunesse immensément nombreuse, et un grand dépeuplement employée, qui aspire à atteindre le plus vite possible des niveaux de consommation que leur système de production ne peut leur garantir sans une énorme subvention internationale, pourront-ils rompre le cercle fatal ?

Un pacte de sauvegarde à l'échelon national et international, est indispensable. Il faut commencer par la production alimentaire afin d'éviter les menaces d'une mendicité structurelle à l'échelle nationale ou internationale. Les grands projets d'industrialisation sur-concentrés

doivent être drastiquement révisés pour faire place à une économie diversifiée, décentralisée, mieux répartie territorialement et s'attaquant au problème de l'emploi par la stabilisation des populations dans leur propre milieu naturel. Il faut entreprendre la mise en valeur difficile, mais techniquement possible, et non indispensable des zones pré-désertiques, des collines, des plateaux et des montagnes en voie d'abandon et d'abandon social, et donc de mort sociale. Il faut réserver l'eau aux consommations essentielles. L'énergie doit être produite et utilisée en priorité pour la satisfaction des besoins locaux.

Cette tâche immense exige de la part des régions nord et sud de la Méditerranée, la mise en commun de leurs moyens humains, techniques et financiers. Quant aux pays du nord, il faut qu'ils cessent de regarder la Méditerranée comme une simple dépendance stratégique, et un simple appendice industriel et touristique, camouflant vain et coûteux d'une politique de colonisation économique qui n'est pas leur nom. Ce n'est pas l'élargissement du Marché commun qui est en cause. C'est le problème de la reconstruction des économies méditerranéennes menacées dans leurs œuvres vives, par une gigantesque partie dont les règles, comme le démontrent, leur échappent complètement.

## Les monstres aux yeux verts

Par JEAN-PAUL ARON (\*)

**Q**U'ARRIVE-T-IL depuis trente-cinq ans que les Etats colonisateurs ont progressivement évacués leurs possessions du Proche-Orient et du Maghreb ? La fermeture du canal de Suez n'a eu rien de comparable à l'essor du capitalisme. Le conflit israélo-arabe a même dans l'ordre précaire issu de la seconde guerre mondiale une sorte d'infection permanente, d'abcès chronique duquel la guerre, à tout moment, peut surgir : la Méditerranée, dans une représentation stéréotypée, étale la figure misérable de son impuissance, de sa démission, de ses larmes.

Il faut dire que les Etats-Unis veillent au grain. Dans la mythologie « réaliste » échoïssée par cette nation, l'Israélite jusqu'à l'absurde, il échote aux zones marginales ou tangentielles de se faire oublier et, au cas où elles ne renonceraient pas spontanément aux ambitions et au prestige, d'être oblitérées sans ménagement au profit des grands espaces de développement, des axes stratégiques, des dynamiques économiques et technologiques irrésistibles. C'est de l'Ouest, aujourd'hui, que nous vient la lumière. La Méditerranée, cul-de-sac de l'Occident auquel

elle se frotte presque par attraction, n'a ni place, ni rôle, ni légitimité dans cette vision triomphante.

Sans avoir l'air d'y toucher, la France — 500 kilomètres de côtes méditerranéennes — offre son obole à cette idéologie de pacotille. Considérant nos discours sur la grave affaire des points cardinaux. Certes, côté jardin, vous avez la petite fiction géométrique, entendez les héritiers de l'ancien régime : de Gaulle a succédé à Richelieu, l'Amérique, allée-recouverte, à la coalition hispano-allemande, le Panagiotis aux Jéonides. Dans le village des Communes de vieille roche le clan arabe du Coud d'Oraï mise sur le Méd contre l'Océan, au nom, il est vrai, de nos intérêts pétroliers. Mais côté cour, c'est un titanesque, une foire d'empoigne où se mêlent les voix du libéralisme bon genre, de la technocratie militante, des mandarins de Science Po, des nostalgiques de la droite fasciste, et des innombrables victimes innombrables du syndrome sociopathologique, la névrose majeure de cette époque : l'Arabisme est leur foi, telle la Somme de Thomas d'Aquin, se prévaut des démonstrations de la raison.

## Une théologie envahissante

Aussi bien, à Saint-Maximin et à Marseille, la tâche la plus urgente sera de démythifier cette théologie envahissante. Car il y a toujours plus occidental qu'un Occidental. L'Ouest est une vocation infinie, l'horizon de désir insatiable, une surenchère qui ne connaît pas de mesure. En Méditerranée même, elle s'affirme au cours des âges par le déplacement progressif des centres de la domination : de la Phénicie vers la Grèce ; de la Grèce vers la Sicile ; de la Sicile vers l'Italie ; de l'Italie vers l'Espagne. En Europe, les capitales s'épanouissent vers l'ouest leurs prospérités et leurs aires de jouissance : Londres, Paris, Berlin... En Amérique, l'inspiration, les forces vives passent au moins d'un quart de siècle de la Nouvelle-Angleterre en Californie, foyer d'une ville insatiable et source de richesses du futur. On y regarde vers ce point de la planète où l'Ouest se nous à l'est, on y jette les terres lointaines, le Japon, la Chine, pourquoi pas ? On y rêve d'un « pacifisme » qui, étrangement nommé, pourrait en de ces jours déborder l'atlantisme un peu coot, mais comme celui-ci, bien entendu, s'inscrit à la souveraineté des Etats-Unis.

Face à cette prescription diabolique, je doute que les invités du parti socialiste attendent d'autres ogres qu'ils nous réinventent l'espérance, il n'y a que Georges Marchais, croyant de l'espèce la plus dévote, pour caracoler par là-dessus. Et si se trouvent à Saint-Maximin et à Marseille quelques farouches de cette branche, Jack Lang, parodié l'ago, pourrait leur dire : « Méfiez-vous de l'Est à l'égard de l'Ouest, messieurs, montrez sur vous vers qui se jouent des proies dont ils se nourrissent ».

A ce jeu, les monstres en question auraient intérêt à ne pas se laisser trop prendre. Savent-ils que, sur le mode de l'évolution biologique, l'histoire des espèces est, à long terme, imprévisible aux géants ? Alors, de la Méditerranée, d'où, rappelez-vous, ce qu'on nomme l'Occident et l'Orient prirent systématiquement leur envol, avec, en leurs vitesses, la science, la philosophie, le monothéisme, entre autres brouillées et peuplées, à la fois enracinées et insaisissables, sur ses bords, écoulez la leçon insupportable et diffuse la drastique et solennelle mise en garde aux systématisations abusives, aux totalisations abstraites, aux monismes réducteurs qui portent le mort en trépassant pour avoir sacrifié les fécondations du plural.

(\*) Historien et écrivain.

## ECOLE SUPERIEURE DE SECRETARIAT

ENSEIGNEMENT PRIVE

secrétariat de direction

secrétariat médical

Soyez une vraie secrétaire, vous deviendrez une véritable collaboratrice !

40, RUE DE LIEGE - 75008 PARIS

Tél. : 387.58.83 (lignes groupées)  
Métro : Liège - Europe - St-Lazare

(\*) Professeur au Collège de France.  
(1) La Méditerranée sans les Grands, Charles Zorbighe, PUF, 276 pages, environ 40 F.

مكتبة الأصيل



EUROPE

Pologne

Des commissions mixtes vont contrôler l'application des accords avec les ouvriers

(Suite de la première page.)

Ainsi pourraient être préservées les chances de restaurer l'unité du mouvement ouvrier qu'il préne.

Mais la notion d'unité syndicale est comprise différemment selon les interlocuteurs. Pour les mineurs de Haute-Silésie, elle implique la suppression des syndicats officiels, pour d'autres, la coopération avec le Conseil central des syndicats semble souhaitable. Mais une telle coopération avec les syndicats officiels peut aussi être une tentation de coopération.

L'Union des travailleurs de la culture et des arts s'est prononcée, elle, à la fois pour la création d'un syndicat indépendant et pour l'unité syndicale. L'Union des auteurs de théâtre et de la télévision a annoncé la convocation, pour le 29 septembre, d'un congrès afin de créer un syndicat indépendant.

Le comité exécutif de l'Union des écrivains a publié, mercredi, une déclaration à la suite d'une réunion qui s'était tenue la veille. Il demande que « des représentants authentiques des écrivains soient délégués d'influence dans l'élaboration de la politique culturelle », que « les pouvoirs de la censure soient délégués par une loi et qu'il y ait un droit d'appel contre les décisions de la censure ». Il veut qu'il soit mis fin à la pratique « des listes noires d'écrivains ». Il proclame enfin que chacun, quelles que soient ses opi-

nions, ses convictions religieuses ou son lieu de résidence, devrait avoir le droit de publier en Pologne. Cette mention du lieu de résidence constitue un plaidoyer en faveur de Polonais, émigrés ou pas, résidant à l'étranger.

Enfin, la déclaration rend hommage « aux ouvriers polonais, et plus particulièrement à ceux de Gdansk et de Szczecin, pour tout ce qu'ils ont fait pour la bien de tous ». Les représentants présents du parti à la réunion auraient tenté de faire enlever cette phrase de la déclaration. Les écrivains suggèrent enfin la création d'un « conseil de la culture habilité à décider de tous les problèmes essentiels » de la vie culturelle polonaise. Ce conseil devrait être composé de représentants élus des écrivains et des autres corporations des arts.

On apprenait, d'autre part, de source diplomatique occidentale, que les autorités polonaises avaient exprimé « au cours d'une conversation » leurs doléances à des représentants de l'ambassade américaine à propos du don de 25 000 dollars envoyé la semaine dernière aux ouvriers polonais des syndicats libres par la centrale syndicale américaine AFL-CIO. A Washington, on se refuse à confirmer ou démentir ces doléances. En tout cas, l'agence PAP a publié, mercredi soir, le message de félicitation adressé à M. Kanis par le président Carter. — (A.P., A.F.P., U.P.I.)

M. Jagielski, le négociateur de Gdansk s'entretient avec M. Souslov

De notre correspondant

Moscou. — Une importante délégation polonaise est arrivée le mercredi 10 septembre dans la capitale soviétique. Conduite par M. Mirosław Jagielski, membre du bureau politique, vice-premier ministre, qui négocie l'accord historique de Gdansk, elle comprend également M. Henryk Kisiel, vice-premier ministre et président de la commission du plan, M. Ryszard Kuczyński, ministre du commerce extérieur, et plusieurs responsables et experts des ministères économiques polonais.

Dès son arrivée, M. Jagielski a été reçu par M. Michel Souslov. Il ne fait pas de doute que l'idéologue numéro un du P.C. soviétique avait à cœur d'entendre de la bouche d'un de leurs principaux protagonistes, le récit et l'explication des événements de Pologne. Selon l'agence, cette rencontre s'est déroulée dans un « climat cordial et d'amitié » et a porté sur l'examen de « problèmes d'intérêt commun ». L'expression « cordial et d'amitié » semblait indiquer, selon la terminologie de Krouchtchev, que les divergences séparant les points de vue de Moscou et de Varsovie.

Dès mercredi, la délégation polonaise a commencé ses négociations purement économiques avec le vice-président du conseil des ministres de l'U.R.S.S., Nicolas Balabok, vice-président du conseil des

ministres et président du comité du Plan, Michel Kouznetsov, premier vice-ministre du commerce extérieur. En l'absence de M. Kossyguine, dont on dit qu'il serait à nouveau malade depuis plusieurs semaines, les deux ministres ont donc trouvé en face d'eux les principaux responsables de l'économie soviétique et de son commerce extérieur.

On pense généralement que les demandes polonaises portent au moins sur trois points : l'octroi de nouveaux crédits en devises convertibles, la fourniture d'importants équipements de pointe, et l'accroissement des livraisons de pétrole. A la télévision, après un compte rendu de cette visite, un commentaire a été diffusé. « Nous, les Soviétiques, nous avons suivi l'évolution des événements en Pologne avec une inquiétude compréhensible. Aujourd'hui, alors que la situation dans ce pays se normalise, on aimerait exprimer une nouvelle fois notre satisfaction en constatant que la classe ouvrière polonaise n'a pas suivi les éléments antichrétiens de Krouchtchev ». Il a ajouté, en évoquant les revendications matérielles des travailleurs, que celles-ci « n'ont pas remis en question le système politique et social de la Pologne ». Enfin, il a reproché aux mass media occidentaux « leur campagne hystérique et subversive ». — (Interim.)

Chypre

Le nouveau cabinet fait l'unanimité contre lui

De notre correspondant

Nicosie. — Les membres du nouveau cabinet du président Kyprianou ont pris, jeudi matin 11 septembre, leurs fonctions, mais les perspectives sont des plus sombres. Depuis la proclamation de l'indépendance de Chypre, en 1960, aucun gouvernement n'a été aussi violemment critiqué par les formations politiques que celui qui a formé M. Kyprianou, dans la nuit de mardi à mercredi (le Monde du 11 septembre). Les communistes, les socialistes et la droite sont d'accord pour estimer que le gouvernement est incapable de résoudre les grands problèmes politiques, économiques et sociaux, auxquels fait face le pays.

Le parti communiste A.K.E.L., plus de 35 % de l'électorat chypriote grec — souligne que « les nouveaux ministres ne représentent personne, car ils n'ont aucune base et ont servi les intérêts politiques ». Chypre, ajoute-t-il, a besoin d'un gouvernement réellement représentatif et efficace. Le P.C. pose, mais de façon plutôt indirecte, la question de l'élection d'un nouveau président de la République. « Ce dont Chypre a besoin, aujourd'hui, souligne-t-il, c'est d'un président qui croira et appliquera avec conséquence la politique du président Makarios ». Le parti socialiste EDEK, de M. Vassos Lyssarides, qualifie le nouveau gouvernement d'« incohérent et incompétent » et ajoute qu'il « n'a pas la possibilité de répondre à ses lourdes responsabilités historiques ».

Bien que le parti de M. Glafcos Clerides, le Rassemblement démocratique (extrême droite), ne se soit pas officiellement prononcé, son journal Simerini écrit : « Le nouveau cabinet ne constitue vraiment pas un véritable changement et n'a pas la totale approbation de l'opinion publique ». Le journal accuse le président de « manquer de sérieux » et ajoute que, « une fois de plus, il est prouvé que Chypre est mal gouvernée ». Simerini demande des élections législatives et présidentielles anticipées.

Le président Kyprianou a été également accusé par Simerini d'« avoir procédé au renouveau de son gouvernement sans consulter les ministres de son parti ». Le ministre de l'éducation sortant, M. Chrysostomos Sofianos, contesté jusqu'à présent comme un des principaux collaborateurs de M. Kyprianou, accuse le président d'avoir cédé à diverses pressions et prévient le peuple chypriote des grands dangers qui le menacent en raison de la faiblesse de sa direction.

Face à ces critiques, le président demande à ses ministres de ne pas prendre en considération les polémiques des partis qui poussent à la division du peuple et à la lutte de classes.

DIMITRI ANDREOU.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE EN R.F.A.

Les malheurs de la commission d'arbitrage

De notre correspondant

Bonn. — Une pleureuse espérance est en train de s'évanouir. Au printemps, lorsque le candidat entra le chancelier Schmidt et le candidat de l'opposition, M. Strauss, n'était pas encore vraiment engagé, tous les participants à la bataille électorale étaient encore prêts à promettre qu'ils observeraient les règles du « fair-play ».

En mars, les quatre partis représentés au Bundestag (S.P.D., F.D.P., C.D.U. et C.S.U.) instituèrent donc une commission d'arbitrage ayant pour tâche d'empêcher, du moins de condamner, les manœuvres trop flagrantes et les diffamations trop scandaleuses qui alimentent en général les controverses électorales.

L'arbitrage composé d'hommes politiques en retraite, était vu comme un surcroît de respectabilité avec la désignation de son président, Mgr Hermann Kunst, évêque retraité de l'Eglise évangélique. Pour être homme d'Eglise, ce prêtre s'est toujours intéressé à la vie politique, et il entrait depuis bien des années de très bonnes relations personnelles avec M. Schmidt comme avec le

candidat de l'opposition, M. Strauss.

Or, à peine la campagne entrée dans sa « phase chaude », on s'aperçoit que les promesses du printemps sont déjà oubliées, et les premières délibérations de la commission d'arbitrage aboutissent à des conclusions souvent décevantes. Un organe social-démocrate s'est vu condamner pour avoir reproduit une caricature de M. Strauss, qui était certes de très mauvais goût, mais qui, dans n'importe quel autre pays, aurait été comprise comme un « dérapage » normal en période d'élections. Lorsqu'un lieutenant de M. Strauss a décrit M. Schmidt comme une marionnette dont les marionnettes du Krouchtchev, la commission a simplement enregistré les accusations du coupable. Il en a été de même lorsque le ministre des finances, M. Matthöfer, a dénoncé les « canailles » du camp adverse. L'auteur de cette accusation s'en est tiré en expliquant qu'il ne visait ni M. Strauss en personne, ni les chrétiens-démocrates dans leur ensemble. Personne ne sait donc, en fin de compte, qui sont les canailles dont parlait le ministre.

Faut-il continuer ?

La querelle la plus vive a été provoquée par le secrétaire général de la C.D.U., M. Gelseler. Celui-ci n'a pas osé dire à très haute voix que M. Schmidt avait commis « une escroquerie » aux élections de 1976, en faisant aux retraités des promesses qui ont été violées aussitôt après. La réponse à « escroquerie » a été donnée par la commission d'arbitrage que le terme d'« escroquerie » ne devait pas être compris au sens juridique, mais seulement dans sa signi-

fication politique. Les plus simples des citoyens auraient-ils pu s'y méprendre ? Cela n'empêche qu'après l'« acquiescement » de M. Gelseler, les dirigeants sociaux-démocrates ont protesté vigoureusement contre l'attitude de la commission. Au point que Mgr Kunst et ses collègues en arrivent à se demander, aujourd'hui, s'ils doivent encore poursuivre leur tâche.

JEAN WETZ.

Belgique

Un pacte signé à Bruxelles consacre l'union linguistique de la Flandre et des Pays-Bas

De notre correspondant

Bruxelles. — Un pacte conclu entre les Pays-Bas et la Flandre, et signé à Bruxelles le mardi 9 septembre, consacre l'union linguistique des vingt millions de néerlandophones — quatorze millions de Néerlandais et six millions de Flamands — de la communauté néerlandophone du pays « dont pas moins d'un tiers instrument juridique international. On travaille de manière plus pragmatique au sein du conseil international de la langue française actuellement présidé par un Belge, le grammairien Joseph Huisman ». Le ministre de la communauté française, ajoute le Soir, se dit « davantage intéressé par la conclusion d'accords de coopération technique avec des pays de langue française ».

Quelle est la réaction des francophones de Belgique ? Le journal Le Soir signale qu'au ministère de la communauté française on prévoit que les francophones du pays « n'ont pas besoin d'un tel instrument juridique international. On travaille de manière plus pragmatique au sein du conseil international de la langue française actuellement présidé par un Belge, le grammairien Joseph Huisman ». Le ministre de la communauté française, ajoute le Soir, se dit « davantage intéressé par la conclusion d'accords de coopération technique avec des pays de langue française ».

PIERRE DE VOS.

Grande-Bretagne

En dépit des critiques des travaillistes et des industriels

Mme Thatcher refuse d'assouplir sa politique économique

De notre correspondant

Londres. — Malgré les pressions croissantes de l'opposition travailliste et des milieux industriels, Mme Thatcher a confirmé, mercredi 10 septembre, qu'elle n'envisageait aucun assouplissement de sa politique économique. Elle a rejeté la demande de l'opposition d'un rappel anticipé des Communautés pour débattre du problème du chômage.

M. Callaghan avait demandé que les Communautés soient rappelées le 23 septembre (plus d'un mois avant la rentrée parlementaire), date à laquelle le gouvernement publierait les nouvelles statistiques sur le chômage. Dans sa réponse, Mme Thatcher rappelle que le problème du chômage a été évoqué deux fois en juillet à l'occasion du débat de censure et qu'elle avait prévu alors une nouvelle augmentation du nombre des demandeurs d'emploi. Elle n'a pas manqué de dire à M. Callaghan que lui-même n'avait pas rappelé le Parlement en 1975 à un moment où le chômage était monté en flèche.

Le chef travailliste s'attendait au refus de Mme Thatcher. Mais l'opposition estime que le moment est propice au déclenchement d'une offensive contre la politique du gouvernement. Les derniers statistiques confirment que celui-ci n'a pas réussi dans ses efforts pour contrôler la masse monétaire et a encouragé les critiques dans les milieux industriels et dans les rangs conservateurs.

Ces derniers jours, un certain nombre d'institutions économiques privées ont exprimé leurs doutes sur l'expérience monétaire du premier ministre. Ainsi, la firme Mackenzie constate que les augmentations de salaires, tant dans le secteur privé que public, dépassent les 10 % recommandés. D'autre part, l'organisation patronale C.B.I., faisant état des doléances de la grande majorité de ses membres, s'apprête à demander au gouvernement de modifier sa politique, notamment en réduisant le taux d'intérêt trop élevé. La livre est malmenée, un cours trop fort gênant pour les exportateurs. Les patrons demandent aussi des mesures pour résoudre leurs problèmes de trésorerie. Mais le gouvernement ne veut pas que les entreprises soient en mesure d'accorder des augmentations de salaires trop fortes. Les milieux industriels

soulignent que ce ne sont pas seulement les entreprises faibles, mal gérées ou peu rentables, les « canards boiteux » qui sont frappés par la politique gouvernementale, mais l'ensemble des entreprises, parmi lesquelles les plus importantes, qui se maintiennent en acceptant une réduction substantielle de leurs bénéfices.

Mme Thatcher s'acrotte à sa politique monétaire, « une idéologie de fer », selon M. Callaghan. Dans le discours qu'elle a prononcé au banquet du premier anniversaire de l'indépendance du Nord, elle a admis certes que les objectifs financiers du gouvernement n'avaient pas été atteints et que les statistiques sur l'accroissement de la masse monétaire étaient « décevantes ». Mais la réduction de l'inflation reste la tâche prioritaire, a-t-elle dit, et c'est seulement en maintenant une discipline monétaire que cet objectif sera atteint.

Le premier ministre me fois de plus a demandé au pays d'accepter certaines vérités et de voir la réalité en face. Le déclin économique de la Grande-Bretagne ne peut être imputé seulement à la récession mondiale. « Notre situation vient de nos propres défaillances », elle a réaffirmé que demander un niveau de vie amélioré sans créer des richesses pour le payer par une augmentation de la productivité aboutissait à faire monter les prix et à accroître le chômage.

HENRI PIERRE.

● Les employeurs de la métallurgie britannique ont proposé, le 10 septembre, une augmentation des salaires de 5,3 % seulement, au lieu des 20 % environ exigés par la fédération syndicale. En 1979, les syndicats avaient obtenu 20 % d'augmentation d'une série de grèves. Toutefois, alors que le patronat invoque la grave récession de l'industrie et la diminution de la puissance concurrentielle, la fédération syndicale, qui immédiatement rejeté l'offre en la déclarant insuffisante, a déclaré de pas souhaiter une « contre-réaction ». Les négociations reprendront le 15 octobre dans ce secteur, qui donne généralement le ton à une grande partie de l'industrie britannique. — (A.F.P.)

Portugal

Une « Association des militaires d'avril » dénonce les risques d'un coup d'État de droite

De notre correspondant

Lisbonne. — Le 9 septembre 1979, un groupe d'officiers décida, lors d'une réunion clandestine, que le régime militaire de l'« Association des militaires d'avril » devait être renversé. Le mouvement des capitaines venait de naître.

Sept ans plus tard, un communiqué diffusé à Lisbonne annonce la création d'une Association des militaires d'avril, destinée à défendre le prestige des forces armées « dont la dignité est mise en cause à l'intérieur même du régime politique issu de la révolution d'avril ». Selon ce document, dont le premier signataire est le commandant Vasco Lourenço, membre de l'aile gauche du Conseil de la révolution, « l'actuelle situation politique est dominée par des attaques de plus en plus ouvertes contre la démocratie ; au sein de la classe politique, les conspirations coordonnées par un directoire dont font partie des militaires et des civils membres de partis politiques deviennent chaque fois plus évidentes ».

Aussi l'Association des militaires d'avril se propose-t-elle de contribuer « à une meilleure compréhension de la révolution d'avril dans une société démocratique ». Signe d'un malaise qui n'a fait que s'aggraver depuis l'investiture en janvier du gouvernement de M. Sá Carneiro, la création de cette association à l'approche de l'élection présidentielle constitue un avertissement adressé aux deux principaux candidats, les généraux Ramalho Eanes et Soares Carneiro. Ce dernier, soutenu par la coalition de centre droit au pouvoir, a été récemment accusé par un parti d'extrême gauche, le M.S.P., de préparer un complot qui pourrait être déclenché en cas de défaite aux élections de décembre.

En ce qui concerne le général Eanes, et qui en reconnaissant son « esprit démocratique », la gauche de l'armée critique certaines mesures prises pendant son mandat de président de la République. Elle lui reproche d'avoir rétabli la hiérarchie traditionnelle par l'épuration de jeunes officiers et reconduit des militaires qui avaient appuyé le régime salazariste. Le général Eanes ne dément pas d'autre part, de garanties pour l'avenir — surtout après la dissolution du Conseil de la révolution, composé de militaires, prévue pour l'année prochaine.

JOSÉ REBELLO.

François Varillon beauté du monde et souffrance des hommes

Entretiens avec Charles Ehlinger



collection "Les interviews" LE CENTURION

Un instrument irremplaçable de communication

Dorénavant, en vertu du traité signé à Bruxelles pour la Belgique par M. Nothomb, le ministre des affaires étrangères francophones et le ministre de la communauté flamande, Mme De Bakker, et pour les Pays-Bas par M. van der Meel, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères des Pays-Bas, ces différences seront résolues et il n'y aura plus qu'une seule langue. Le texte du traité dit que « la langue néerlandaise constitue un héritage culturel indissoluble pour tous les Néerlandais et un instrument irremplaçable de la communication sociale scientifique, culturelle et littéraire dans les deux pays et entre eux ».

Le ministre belge des affaires étrangères a qualifié cette convention d'« étape importante dans l'union des Pays-Bas et de la communauté flamande » et a insisté, pour sa part, sur « la perspective européenne dans la



# LES FAITS.



# L'EFFET.



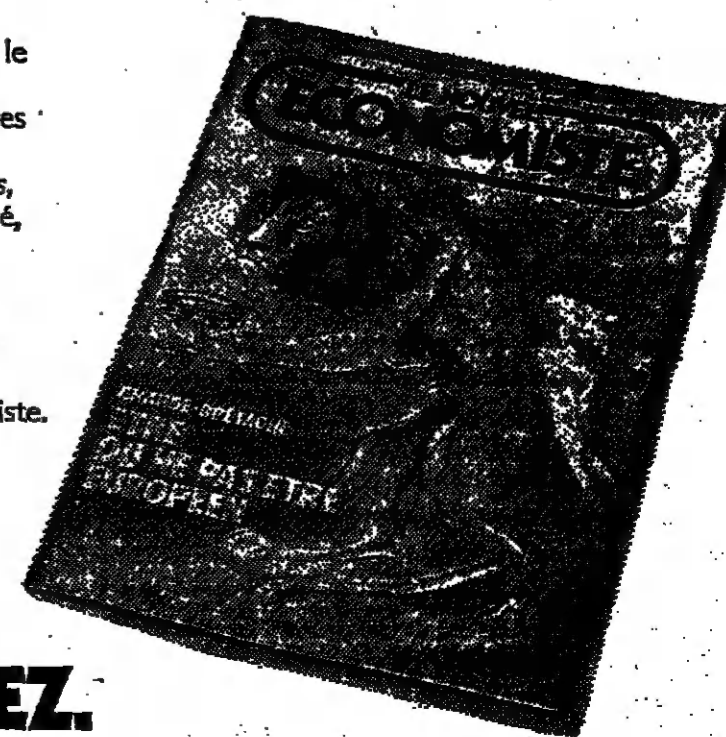
Margaret Thatcher se fâche. Et c'est l'Espagne qui montre les dents.  
Pas d'interprétation là-dedans, mais des faits. Et leurs conséquences, concrètes, vérifiables. Sans devoir d'école sur les hypothèses ni dissertation sur les doctrines.  
C'est ce qu'attendent aujourd'hui les vrais décisionnaires. C'est ce que leur apporte le Nouvel Economiste.

Chaque vendredi, le Nouvel Economiste informe, analyse et commente, sans ceillères ni parti-pris. Et bien souvent avant tout le monde.

L'économie générale, l'emploi, l'importation, le commerce, la finance, les entreprises, les hommes, les syndicats, l'innovation, les techniques... Tout est abordé, tout est fouillé, tout est clairement exposé.

Le Nouvel Economiste ne propose pas une réflexion sur l'économie: le Nouvel Economiste donne à ceux qui décident les éléments qui leur permettront de prendre leur décision en connaissance de cause. Qu'il s'agisse de leur vie professionnelle ou de leurs affaires privées.

Savoir pour agir, et non pas savoir pour savoir. C'est la volonté du Nouvel Economiste. Et c'est celle des hommes qui le lisent.



**LE NOUVEL ECONOMISTE.  
NOUS INFORMONS. VOUS DECIDEZ.**

مكتبة من الأصول



# PROCHE-ORIENT AFRIQUE

LES COMBATS A LA FRONTIÈRE IRANO-IRAKIENNE

## Bagdad assure avoir « libéré » une zone de 76 km<sup>2</sup> « usurpée » par Téhéran

Il n'est pas question que les États-Unis présentent à l'Iran des excuses pour leurs prétendus crimes, contre ce pays, a déclaré mercredi 10 septembre M. Tattar, porte-parole du département d'État. Il a toutefois ajouté que Washington était disposé à discuter avec l'Iran « de tout, sans exception », afin d'obtenir rapidement la libération des otages américains. M. Tattar a fait cette déclaration après que le Parlement iranien eut approuvé l'entrée en fonctions du gouvernement et que son chef, M. Radjaf, ait appelé les États-Unis « à se repentir publiquement de leurs crimes contre l'Iran ». Tandis que le climat politique intérieur demeure lourd, les combats s'intensifient entre l'Irak et l'Iran et, pour la première fois, Bagdad admet publiquement être impliquée dans le conflit.

Téhéran (A.F.P.). — Le Parlement iranien a approuvé, mercredi 10 septembre, l'entrée en fonctions d'un gouvernement restreint, qui porte la marque du conflit entre le président Bani Sadr et le premier ministre, M. Radjaf. Les députés, à une forte majorité de 189 voix contre 14 et 10 bulletins blancs, ont donné leur accord au programme de M. Radjaf et à sa liste de quatorze ministres, auxquels M. Bani Sadr s'est opposé.

Plusieurs portefeuilles restent sans titulaire, dont ceux des affaires étrangères, de l'économie et du pétrole. M. Bani Sadr avait, la semaine dernière, refusé sept ministres présentés par M. Radjaf. Il est toutefois possible que certains de ces sept postes aient été supprimés.

L'entrée en fonctions d'un cabinet réduit ne résout cependant pas le conflit entre M. Bani Sadr et M. Radjaf, soutenu par le Parti de la République islamique (P.R.I.). Le premier ministre a affirmé, mercredi, qu'il « ne pourrait pas parvenir à un accord rapide » avec le président sur les ministères encore vacants.

Cent treize députés, a annoncé l'ayatollah Khomeini, président du Majlis (Parlement), souhaitent que M. Bani Sadr vienne s'expliquer devant eux sur ce que le religieux a appelé « une débauche de guerre » de l'État.

La presse iranienne s'est abstenue d'envenimer le débat. Cette attitude semble correspondre à la tactique du P.R.I. : s'en tenir à la lettre de la Constitution, pour consacrer l'appel du président en vue d'obtenir un vaste soutien populaire. M. Radjaf lui-même s'est réitéré, mercredi, aux institutions « à moins que les présidents ne cessent de vouloir imposer leur gouvernement, le mien n'aura rien à voir avec lui », a-t-il déclaré. « Le président et moi », a-t-il ajouté, « sommes dans une situation de coexistence pacifique ». Soulignant qu'il avait reçu une formation exclusivement iranienne, il a toutefois dit : « Il nous faut chercher à rapprocher ces deux cultures ». Les grands ayatollahs d'Iran ont lancé, jeudi, un appel à l'imam Khomeini, pour qu'il mette un terme à la crise née de ces divergences.

D'autre part, à la frontière irano-irakienne, les affrontements se poursuivent. Là où il y a une huitaine de jours, les communications étaient coupées, les destructions mineures et de blessés, les avions irakiens ont été abattus et de nombreux soldats irakiens ont été tués.

Pour la première fois, mercredi, l'Irak a admis être directement impliqué dans le conflit. « Le chef

## Jérusalem et la « tentation libanaise »

(Suite de la première page.)

Ces craintes sont d'autant plus grandes que, depuis le 18 août, M. Begin et les dirigeants israéliens ne cessent de dire que l'État libanais doit continuer et renforcer son action en territoire libanais. La menace est sérieuse et il faut convenir que les circonstances n'ont jamais, peut-être, été aussi favorables pour les israéliens partisans de la fermée.

L'État libanais éprouve certaines « tentations » au Liban. Aujourd'hui, il se trouve encore des israéliens pour regretter que les Britanniques, au début du siècle, n'aient pu obtenir que la frontière nord de la Palestine soit le mandat n'atteigne les rives du Liban. Depuis la création de l'État juif, les libanais ont souvent soupçonné leurs voisins de vouloir capter les eaux précieuses du Litani. Aujourd'hui, les préoccupations israéliennes sont essentiellement d'ordre militaire. Avec l'occupation du plateau du Golan, de la Cisjordanie et du Sud, en 1967, Israël disposait d'un véritable « glacis » le long de toutes ses frontières, à l'exception de celle du nord. Cela n'a guère eu d'importance jusqu'à début des années 70, mais l'installation des organisations palestiniennes au Liban, puis, en 1975, la guerre civile dans ce pays ont amené l'État-major à s'intéresser de plus en plus à la défense de cette frontière contre les raids des fedayin. L'État libanais a commencé en 1975 à soutenir les milices chrétiennes libanaises, puis, en mars 1978, a lancé l'opération Litani : l'occu-

pation temporaire du Sud-Liban qui permettait de créer un « cordon de sécurité » sous le contrôle du commandant Saad Haddad. Cependant, cette protection s'est vite révélée insuffisante. Les incursions et les tirs d'artillerie des Palestiniens n'ont pas cessé. Dans une abondante documentation, l'armée a exposé la situation de la veille — et peut-être les autres, passées ou futures. — L'État libanais a rappelé que le 13 juin 1978 (1), et le 18 août 1980, les « terroristes » avaient mené quarante-huit opérations depuis le territoire libanais (dont vingt-neuf bombardements à la roquette ou au mortier et cent cinquante tirs de parvoles de terre) au cours desquelles neuf civils et deux soldats israéliens avaient été tués.

Pendant le jour, l'armée n'a cessé de décrire les actions de représailles après les attentats. Mais, au lendemain du raid d'un commando palestinien sur la ville côtière de Nahariya en avril 1979, un nouveau pas dans l'escalade a été franchi. L'État-major a alors décidé de franchir les positions palestiniennes « à tout moment ». C'est cette nouvelle tactique qui a été plus ou moins suivie jusqu'à maintenant. Plus ou moins, car le gouvernement américain a parfois réussi à convaincre les dirigeants de faire preuve de modération en interrompant, par exemple, les bombardements aériens ou les tirs de l'artillerie lourde à longue portée qui, par leur imprecision, mettent en danger la vie des civils.

### Plus loin et plus fort

L'ancien ministre israélien de la défense, M. Weizman, était attentif aux objections américaines et savait résister à l'État-major qui, souvent, ne voulait pas en tenir compte. Cependant, après un raid palestinien les 6 et 7 avril contre le kibboutz Miggar-Am, où trois israéliens ont été tués, l'État-major a de nouveau obtenu gain de cause et l'armée n'a, depuis lors, cessé d'intensifier ses opérations au Sud-Liban. Tout laisse à penser que depuis la démission de M. Weizman, en mai, le chef d'État-major, le général Eytan, a les mains bien plus libres. Ce baroudeur facilement que l'on appelle familièrement Radouf, est devenu le véritable patron de la défense. En trois mois, il ne s'est guère passé de semaine sans que la marine, l'aviation ou l'armée de terre monte une opération contre telle ou telle position « sanctuaire » palestinien, au Sud-Liban. Le général Eytan et son entourage souhaitent aller toujours plus loin et plus fort, d'autant que les Palestiniens continuent de pouvoir atteindre Israël, comme ils l'ont prouvé en bombardant la Galilée après le raid de Tachal du 18 août. L'autorité du général Eytan peut s'exercer désormais presque sans partage.

Ce militaire, qui a toujours montré de la défiance à l'égard de l'ingérence des hommes politiques dans son domaine, s'accorde fort bien de la tutelle de M. Begin qui assure l'intérieur au ministère de la défense depuis le départ de M. Weizman. En effet, le chef du gouvernement n'a que peu de temps à consacrer aux problèmes de défense, et partageant sur bien des points les vues du général Eytan, s'en remet à lui. Dernièrement le premier ministre s'est seulement contenté, dans un geste de bonne volonté envers l'opinion internationale, d'intervenir auprès du commandant Haddad pour demander à ce dernier et à ses miliciens de réduire le nombre des incidents qui les opposent aux « casques bleus » de l'ONU.

A ces remarques s'ajoutent celles du chroniqueur militaire du quotidien israélien Haaretz, Ze'ev Shiff. Ce spécialiste, dont la réputation dans les milieux diplomatiques est à la mesure de la qualité de ses informations, vient de qualifier de tournant important le fait que les Américains ont perdu beaucoup de leur influence

au cours des derniers mois en Israël. Il indique que « les portes du bureau de M. Weizman étaient largement ouvertes » aux représentants américains et que celui-ci « écoutait bien davantage que tout autre ministre de la défense ». Notant que « tout cela appartenait au passé », il observe que l'attaché militaire de l'ambassade américaine à Tel-Aviv, qui avait des contacts fréquents avec M. Weizman, vient de quitter son poste. Enfin, le journaliste précise que le chef d'État-major « est connu pour ses profondes réticences et son attitude soupçonneuse à l'égard des étrangers », hanté par les alliés américains.

Les relations entre Jérusalem et Washington ont rarement été aussi difficiles et, à ce sujet, on note que le gouvernement américain a annulé récemment la réunion des pourparlers annuels dits de « coordination ».

Tout paraît indiquer qu'Israël pourrait s'engager davantage au Liban, il y a cependant deux difficultés pour les stratèges : d'une part, il ne reste plus beaucoup de temps pour agir avant la date des élections américaines et les israéliens s'attendent à faire l'objet de fortes pressions de la part des États-Unis, quel que soit le vainqueur de la course à la Maison Blanche ; d'autre part, la reprise des pourparlers avec l'Égypte peut faire hésiter M. Begin car M. Sadat, en rompant une nouvelle fois les négociations sur l'autonomie au Liban, a cité la politique israélienne au Liban au nombre des « obstacles à la paix ».

FRANCIS CORNU.

(1) Date du retrait de l'armée du Sud-Liban après l'opération Litani.

Guinée

## UN LITIGE FRONTALIER OPPOSE CONAKRY A LA GUINÉE-BISSAU

M. Sekou Touré, chef de l'État guinéen, a défini, lundi 8 septembre, la position de son pays dans un conflit qui l'oppose à la Guinée-Bissau à propos de la limitation de leurs frontières maritimes et a assuré que son pays défendait, en la matière, « son bon droit ».

Dans une interview diffusée par Radio-Conakry, M. Sekou Touré a dit que son gouvernement poursuivait ses recherches pétrolières en mer et sur le continent et indiqua que des indices prometteurs ont été repérés dans quatre régions, réaffirmant que, dans le litige avec la Guinée-Bissau, il n'en tenait pas à la limite du « parallèle 10° 40' » mentionnée dans la convention franco-portugaise de 1888, rappelant qu'avant la colonisation « il n'y avait qu'une seule Guinée partagée ensuite par Paris et Lisbonne ».

Le mois dernier déjà, le parti africain pour l'indépendance de la Guinée et des îles du Cap-Vert (P.A.I.G.C.) avait condamné l'attitude de la Guinée, qui menait des prospectons pétrolières dans une zone considérée comme litigieuse. Le P.A.I.G.C. avait alors mis en garde « les forces partielles qui seraient tentées de participer à ces activités de prospection » — avertissements destinés aux sociétés américaines chargées de diverses recherches par les autorités de Conakry.

Le désaccord entre Conakry et Bissau sur la délimitation de leur frontière maritime remonte à plusieurs années. Il a pris un caractère de conflit depuis la signature, le 5 janvier dernier, par le gouvernement de la Guinée-Conakry et l'Union Texas Pétroleum, d'une convention créant la Société guinéenne des hydrocarbures, société des recherches pétrolières.

La zone en litige est située au large de l'archipel des Bissagos dans une région où les autorités portugaises n'avaient jamais cherché, dit-on à Praia, à réaffirmer leur autorité. — A.F.P., Reuters.

Centrafrique

## L'ANCIEN EMPEREUR BOKASSA SERA JUGÉ PAR CONTUMACE EN NOVEMBRE

De passage à Paris, où il doit participer aux travaux de la conférence des ministres de la justice des pays francophones, qui débute vendredi 12 septembre, M. Simon Narcisse Bozanga, ministre centrafricain de la justice, a déclaré, mercredi, à l'ancien empereur centrafricain Bokassa (1) sera jugé par contumace au mois de novembre par un tribunal de Bangui.

Le ministre a ajouté que, « malgré d'incessantes demandes de la justice centrafricaine auprès des autorités togolaises (l'ancien empereur réside en Côte-d'Ivoire), celles-ci refusaient une intervention insolente et à-tu des mandats et, partant, du peuple centrafricain ».

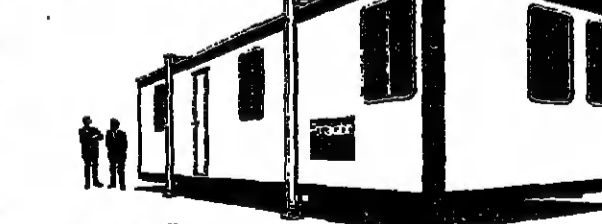
Le ministre, précisant qu'il n'y a, selon lui, actuellement « aucun prisonnier politique en Centrafrique », a dressé la liste de toutes les personnes incarcérées dans la prison Ngarraga de Bangui. Évoquant le cas de l'ancien premier ministre Patasse détenu depuis novembre, M. Bozanga a déclaré : « Il est en bonne santé et sera prochainement jugé ».

## UNE CONFÉRENCE DE SOLIDARITÉ AVEC LA NAMIBIE S'OUVRE A PARIS AU SIÈGE DE L'UNESCO

Ce jeudi 11 septembre s'ouvre à Paris, au siège de l'UNESCO, la conférence internationale de soutien à la lutte du peuple namibien. M. Mbow, directeur général de l'UNESCO, doit, à 14 heures, prononcer le discours d'ouverture de ces assises, organisées avec l'appui de l'ONU.

De nombreuses personnalités participent à cette rencontre — la première du genre qui ait lieu en France. M. Bjermakore, sous-secrétaire général pour les affaires politiques et la décolonisation, président du comité spécial de l'ONU contre l'apartheid, représentera M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU. M. Sam Nujoma, leader de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO), qui a été reçu, mercredi, par M. François-Poncet, ministre des affaires étrangères, et Olivier Tambo, leader du Congrès national africain (ANC) d'Afrique du Sud, prendront la parole au cours des travaux. M. Isidoro Maimela, ministre cubain des affaires étrangères, assistera à la conférence, à laquelle participeront de nombreuses personnalités françaises, dont MM. Serge Souchevsky, sénateur communiste de Paris, Lionel Jospin, secrétaire national du parti communiste, et Paul Vergès, député communiste.

## Portakabin Locaux professionnels instantanés



Les unités mobiles Portakabin vous procurent tout l'espace nécessaire à la réalisation de vos nouvelles installations. Ce sont des constructions robustes, entièrement isolées, d'un entretien minimum, et livrées prêtes à l'emploi.

Achetez ou louez. Pour plus d'informations, appelez François Martin au (16.20) 96.04.00, ou notre Agence Région Paris au 794.48.44. Ou encore postez ce coupon-réponse à PORTAKABIN (2F6), 59175 TEMPLEMARCS. Tél. 160322

Nom \_\_\_\_\_

Fonction \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Téléphone \_\_\_\_\_

## Les Frères musulmans

par R. P. Moudon et G. Kapel

L'histoire

279000 F AU LIEU DE 396000 F VOTRE APPARTEMENT

ANTIBES

Pour tout savoir sur la nouvelle propriété, renvoyez ce bon à Pierre et Vacances - 54, av. Marceau - 75008 Paris - Tél. 720.70.87

Nom \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_ Tél. bur. \_\_\_\_\_



# AMÉRIQUES

## Bolivie

REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT CLANDESTIN DE M. SILES ZUAZO

### M. Paz estime que le processus d'isolement des militaires est en bonne voie

La conférence épiscopale bolivienne a, le mercredi 10 septembre, accusé la junte militaire de violation de la « dignité humaine », la liberté de presse, l'Évangile, la haine à la grande difficulté, estime les prélats. La conférence a déclaré avoir la preuve que se sont produits des meurtres, des tortures physiques et psychologiques, des menaces contre des personnes innocentes et des détentions injustifiées. Dans une lettre pastorale, la conférence a condamné le coup d'État du 17 juillet, qui a renversé la présidence, Mme Lidia Gueiler. Il n'y avait pas de raison d'interrompre le processus constitutionnel, ont fait valoir les évêques.

Ceux-ci ont également protesté contre l'absence de garanties dans l'accomplissement de leur mission. « Plusieurs prêtres, religieux et laïcs ont été arrêtés. Certains d'entre eux ont été torturés. Presque tous ont subi des traitements humiliants », ont ajouté les évêques.

Responsable des relations internationales dans le gouvernement clandestin d'unité nationale de M. Siles Zuazo, M. Jaime Paz Zamora a fait un séjour au Canada du 4 au 7 septembre. Il a rencontré notre correspondant à Montréal, et lui a présenté un bilan de ses premiers contacts avec les dirigeants de plusieurs pays américains.

De notre correspondant

Montréal. — M. Jaime Paz a rencontré des représentants du gouvernement canadien qui ont assuré qu'Ottawa ne reconnaît pas le régime militaire du général García Meza, et s'engageait sur la position adoptée par les pays du Pacte andin. M. Paz Zamora bénéficie d'une très importante protection policière, en raison de son rôle d'assassinat. Victime d'un attentat le 2 juin sur l'aéroport de La Paz, le dirigeant du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MGR) porte encore de profondes traces de brûlures aux mains et au visage. Il nous a présenté un premier bilan de ses contacts avec les dirigeants de plusieurs pays d'Amérique latine.

Dans chacun des quatre autres pays du Pacte andin (Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela) l'air est très chaud. M. Paz Zamora, le premier ministre et le président, dit-il. La semaine dernière, malgré les protestations du régime militaire de La Paz, l'air est nommé vice-président du Parlement andin (dont le siège est à Bogota), ce qui est un signe diplomatique de la plus haute importance, même si les pays andins ne peuvent pas nous reconnaître officiellement comme le seul gouvernement légitime de Bolivie. L'important pour nous, c'est la reconnaissance implicite de notre légitimité.

La position du Canada, qui ne reconnaît pas le régime militaire, nous satisfait. Les pays européens semblent adopter la même attitude. L'Allemagne de l'Ouest et l'Espagne nous ont déjà apporté un soutien important en condamnant vigoureusement le putsch et en signant, le 29 juillet, le document du Pacte

andin appelant les militaires à renoncer à la poursuite des activités militaires. M. Paz Zamora insiste sur le rôle essentiel que joue l'Équateur, et surtout le président Jaime Boldo, pour isoler diplomatiquement le régime militaire bolivien, et pour favoriser le retour au pouvoir des civils.

Le mois dernier, dit-il, M. Boldo et Siles Zuazo (ce dernier était absent puisqu'il vit dans la clandestinité en Bolivie) ont été nommés présidents de l'Association latino-américaine pour les droits de l'homme, qui tenait d'être créée à Quito (Équateur) et qui aura bientôt le statut d'organisation non gouvernementale auprès de l'ONU. Plus important encore, la Conférence permanente des partis politiques d'Amérique latine (COPPAL), qui regroupe vingt-trois partis sociaux-démocrates du continent, s'est également réunie à Quito et a reconnu comme seul légitime notre gouvernement d'unité nationale.

Or, ajoute M. Paz, parmi les membres de la COPPAL, on remarque plusieurs partis qui sont au pouvoir en Amérique latine et notamment le parti révolutionnaire institutionnel (PRI) du Mexique. Il est significatif que le PRI ait appuyé aussi ouvertement le gouvernement élu, alors que le président mexicain M. Lopez Portillo, a été obligé de reconnaître le régime militaire pour obtenir l'autorisation de faire sortir du pays les quatre-vingt-dix personnes qui se sont réfugiées dans son ambassade à La Paz. M. Paz doit rencontrer le président mexicain à la mi-septembre.

## El Salvador

### Les partisans de la priorité à la lutte contre la gauche l'emportent au sein des forces armées

La crise, qui avait éclaté le 1<sup>er</sup> septembre au sein des forces armées salvadoriennes, a, pour l'essentiel, tourné à l'avantage des conservateurs partisans de la priorité à la lutte contre la gauche plutôt qu'aux réformes de structures. La décision — prise au début de ce mois par le commandant en chef et membre de la junte, le colonel Guillermo et le ministre de la défense, le colonel García — d'écarter de leurs postes une quinzaine de jeunes officiers supérieurs modernes, en effet, est confirmée après des consultations au sein des garnisons, et après une réunion entre les commandants militaires et les membres de la junte de gouvernement (où figurent trois civils, dont le ministre de la défense, M. Napoleón Duarte et Morales Erlich).

Le colonel Adolfo Mejano — principal auteur du coup d'État, le 15 octobre, avait renoncé, par la suite, à la position majoritaire des forces armées. Dès le 9 septembre, un porte-parole du département d'État américain a annoncé une nouvelle aide financière de 100 millions de dollars s'ajoutant au soutien militaire que les États-Unis apportent déjà.

Avant même que soit connue l'issue de la crise, la gauche avait le 9 septembre, lancé un appel à tous les officiers « jeunes et modernes », y compris le colonel Mejano, afin qu'ils se joignent à la lutte révolutionnaire. « Il y a des officiers honnêtes au Salvador », mais le groupe des jeunes officiers n'a pas la force suffisante pour imposer sa politique, a déclaré, à San-José-de-

Costa-Rica, M. Oscar Bonilla, un des dirigeants du Front démocratique révolutionnaire, qui regroupe l'opposition salvadorienne. La gauche, de son côté, s'apprête à accentuer la lutte, et lancera bientôt des combats décisifs, passant de la guérilla à des affrontements ouverts avec les forces armées. Ce ne sera pas une offensive violente, mais nous conquerrons le pouvoir dans peu de temps », a assuré M. Bonilla. Ce dirigeant a encore accusé les États-Unis d'intervention dans les affaires salvadoriennes. « Ce n'est pas une intervention massive, mais elle est réelle », a-t-il déclaré. Il a affirmé que, avec le prêt de 51 millions de dollars déjà octroyé par Washington, le Salvador avait acheté deux hélicoptères armés de mitrailleuses et vingt autres hélicoptères de transport, ainsi que vingt avions légers. Le nouvel archevêque en fonctions à San-Salvador, Mgr Rivera y Damas avait, pour sa part, dans son sermon du 7 septembre, accusé la « politique américaine » de pratiquer des « interventions illégales » dans les affaires salvadoriennes.

Depuis, la violence continue. Une soixantaine de personnes au moins ont péri ces derniers jours. Le bilan des victimes est évalué à cinq mille cinq cents depuis le début de cette année. Les autorités ont, en particulier, accusé la guérilla d'avoir exécuté, dans quatre villages différents, trente-cinq personnes soupçonnées d'appartenir à la milice d'extrême droite Orden.

Une vingtaine de personnes, appartenant des paysans syndiqués du Front d'action populaire unifié (FAPU, extrême gauche), se sont enfermées, mercredi dans la cathédrale de la capitale. Ils exigent la libération de dix-sept dirigeants syndicaux de l'industrie électrique. La Fédération nationale des travailleurs salvadoriens (FENASTRAS), qui regroupe environ soixante mille membres, a annoncé, pour ce jeudi 11 septembre, une grève de huit heures afin d'obtenir la libération de ces mêmes responsables syndicaux. — (A.F.P., Reuters, U.P.I.)

## LE MONDE

LES BUREAUX

## Nicaragua

### UN ANCIEN MINISTRE DE LA DÉFENSE DU GOUVERNEMENT SANDINISTE EST ARRÊTÉ

Managua (A.F.P.). — Un ancien ministre de la Défense du gouvernement sandiniste, l'ancien colonel Bernardino Larios, a été arrêté, le mercredi 10 septembre, à Managua et son domicile a été placé sous surveillance de la police, indique la famille de M. Larios. Le gouvernement n'a pas encore confirmé l'arrestation, mais la nouvelle a été commentée au Conseil d'État, quelques heures avant l'arrestation de la police.

M. Larios avait envoyé au ministre de l'Intérieur une lettre de protestation contre les mesures de surveillance dont il faisait l'objet. Il avait participé, en août 1978, à une révolte dirigée contre le chef de l'État, le général Somoza. Mais l'échec de la tentative l'avait contraint à l'exil. Le régime sandiniste lui avait offert, en juin 1979, le poste de ministre de la Défense, qu'il avait quitté en janvier 1980.

D'autre part, M. Carlos Tunnermann Bernheim, ministre de l'Éducation du Nicaragua, a tenu, le mardi 9 septembre, à Managua, une conférence de presse. Il a, notamment, évoqué les milices qui vont être créées dans tout le pays.

Selon le Père Ernesto Cardenal, coördonnateur de la campagne d'alphabétisation, qui participait à la réunion, le taux d'alphabétisme est tombé de 50 % à 13 % de la population. Parmi celles qui n'ont pas été touchées par la campagne, il faut compter 60 000 personnes de langue mesquique, sumu et angaitz. Elles suivront des cours dans leur propre langue des programmes communaux. Pour que le bénéfice de ces efforts ne soit pas rapidement effacé, le gouvernement vient de lancer une deuxième phase de la campagne d'alphabétisation. Un vice-ministre de l'Éducation des adultes est en cours de création. Il devra veiller à ce que les 400 000 personnes qui ont déjà appris à lire ne perdent pas leurs acquis.

Les manifestations de la gauche ont eu lieu dans la capitale et en province. Le président pourra « si les circonstances le requièrent » placer des personnes en détention pour une période allant jusqu'à vingt jours, et restreindre le droit de réunion et d'information. La junte de gouvernement, composée des chefs des forces armées, doit conserver le pouvoir constitutionnel et législatif jusqu'aux premières élections législatives, prévues pour 1980.

Des manifestations ont eu lieu à la suite de la consultation. Une centaine d'étudiants ont été dispersés, mercredi, dans la soirée, alors qu'ils criaient dans le centre de la capitale des slogans hostiles au général Pinochet. Des violences ont éclaté entre adversaires et partisans du projet de constitution avaient fait six blessés. La police avait arrêté des personnes. D'autres arrestations ont eu lieu à Valparaiso.

## Chili

### Des manifestations contre le référendum ont eu lieu dans la capitale et en province

Près de sept millions de personnes participent, ce jeudi 11 septembre, à un référendum constitutionnel auquel le général Pinochet a convié la population du Chili le 10 août. L'abstention est sanctionnée par une amende ou par deux mois de prison. Des centaines de personnes ont participé à la proposition de charte fondamentale figure, notamment, l'inconstitutionnalité des partis soutenant une idéologie de classe. D'une durée de dix heures, le référendum marxiste ne pourra prétendre à occuper un emploi public, à travailler dans un organe d'information, à diriger une organisation politique, sociale ou professionnelle.

Vingt-neuf dispositions « transitoires » figurent dans le projet, qui permettront, notamment au général Pinochet de proclamer l'état d'urgence ou d'exception.

## BIBLIOGRAPHIE

### « Un jour d'octobre à Santiago » de Carmen Castillo

Un jour d'octobre à Santiago (1) en 1974, un homme se bat, seul, deux heures durant contre les soldats du général Pinochet. Son nom : Miguel Enriquez, Médecin, fils d'un ministre d'Allende, cet homme est dangereux pour la dictature militaire. C'est le numéro un du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire). Sa tête est mise à prix depuis le coup d'État de 1973 contre le gouvernement d'unité populaire. Sa maison est cernée et mitraillée.

A ses côtés, Carmen Castillo, sa compagne, enceinte de sept mois. Blessée des premiers coups de feu, elle reprend connaissance, puis retombe dans le coma avant de se réveiller sur une table d'opération où des policiers tentent de la faire parler. Sans succès.

Aujourd'hui, exilée à Paris, elle raconte. D'une voix douce, elle pousse et émet, par petites phrases courtes — parfois maladroites parce que le français n'est pas sa langue maternelle — elle reconstruit patiemment une histoire qui est déjà de l'Histoire, et dont elle a vécu un moment essentiel.

Fille de l'ancien recteur de l'université catholique de Santiago, « privilégiée par le sort depuis sa naissance », comme elle le reconnaît, elle ne peut pas, aujourd'hui, pas se sentir coupable d'être en vie alors que sont tombés ses amis les plus chers. « Ce n'est pas la militance qui

parle, c'est la femme », note, prudemment, Carmen Castillo, à l'adresse de ses camarades encore au combat. Et, de fait, le lecteur peut avoir l'impression que le mal à saisir le sens politique exact d'une bataille dont seul un fragment nous est présenté, alors que, au-delà du côté « Bonnie and Clyde » de cette aventure, c'est bien de la résistance à la dictature chilienne qu'il s'agit.

Pourtant, à travers ce récit se dessine quelque chose que le spectacle du drame politique donne rarement l'occasion de percevoir : comment vit chaque jour un révolutionnaire, comment il se bat, comment il aime, comment il affronte la torture et la mort.

Quatre ans amateurs de petite histoire littéraire et politique, les amoureux peuvent s'en donner une version « authentique », vécue directement par la protagoniste, de l'épique central du roman de Régis Debray — La seule brèche — évoquant la mort au combat du dirigeant miriste. Parce que, chez Carmen Castillo — comme chez Debray — il y a une véritable haine, une haine de Miguel Enriquez, un personnage de révolutionnaire lucide et généreux auquel l'histoire chilienne restitue sans doute un jour sa vraie stature. PIERRE KALFON.

(1) Stock 2, Voix de femmes, 280 pages, 55 F. environ.

## Pérou

### Le premier conflit a éclaté entre le gouvernement civil et les forces armées

Correspondance

Lima. — Le litige, le 5 septembre, du commandant en chef de la police, le général Balaguer Morales, a provoqué des scènes d'insubordination de ses officiers, qui auraient exigé la destitution du ministre de l'Intérieur et lancé des appels à la grève. Le commandant en chef de la police, responsable de la police, prévue pour le lundi 8 août, a été ajournée. Ses subordonnés ayant refusé de reconnaître la décision du gouvernement.

Ainsi, le premier conflit entre le gouvernement civil présidé par M. Fernando Belaunde Terry et les forces armées qui ont dirigé pendant douze ans le pays a éclaté moins de sept semaines après la transmission des pouvoirs. Au départ, il y a eu une déclaration du commandant en chef des forces de police, le général Juan Balaguer Morales, accusant la gauche de « fomenter une vague de grèves et des actes de terrorisme » afin de précipiter la chute du gouvernement démocratique.

Le ministre de l'Intérieur, M. José María de la Jara y Ureta, a alors destitué l'officier et nommé à sa place le général Humberto Catter Arredondo. Les forces de police ont interprété ce litige comme une « offense » à leur institution. Dans les deux villes de Trujillo et Iquitos, leur protestation a pris le caractère d'une véritable mutinerie.

Le général Juan Balaguer avait déjà montré à plusieurs reprises sa volonté d'autonomie en exigeant notamment la modernisation de l'équipement des forces de police, qu'il avait voulu doter de mitrailleuses belges, au lieu de revolvers, et aussi de véhicules blindés et d'hélicoptères. Or le plan, très austère, prévoit une réduction de 20 % du budget des divers départements.

Quant aux attentats terroristes que le général Balaguer reproche à la gauche, ils ont, en effet, été fréquents depuis le 27 juillet. Mais ils n'ont provoqué que des dégâts matériels. Leurs auteurs sont membres d'un groupuscule maoïste nommé Sendero Luminoso (« Sentier lumineux »), qui ne compte pas plus de deux cents adhérents. Ceux-ci se sont engagés solennellement dans le patio de l'université d'Ayacucho, il y a six mois, à « déclencher la guerre populaire » et à promouvoir la « dictature du prolétariat ». Ils ont dérobé plus de cinq mille cartouches de dynamite afin de commettre, le 27 juillet, « veille de l'Inventaire du président », une attaque — une série d'attentats. Ils se sont attaqués, à travers le pays, à un défilé d'écoliers, puis à une parade militaire, à des maisons, des postes de police, des sièges de partis, et même à une église.

NICOLE BONNET.

Les rangiers — corps militaire créé il y a quinze ans déjà par le président Belaunde, et qui est spécialisé dans la lutte anti-guérilla — ont quadrillé Ayacucho, une localité des Andes péruviennes, siège de la subversion. Une dizaine d'activités de Sendero Luminoso ont été interrompues. Une trentaine sont en fuite — notamment leur idéologue, un professeur de philosophie de quarante-cinq ans, M. Manuel Abimael Guzmán.

### Les partisans de la « guerre populaire »

Les partisans de la gauche représentés au Parlement ont critiqué l'attitude « gauchiste, désespérée et conde à l'échec » de ces partisans de la guerre populaire qui « risquent de faire déborder le retour à la démocratie et de provoquer une répression sanglante contre tout le mouvement populaire ».

M. José María de la Jara, le ministre de l'Intérieur, était déjà insoumis auparavant contre une campagne de presse qui accusait le gouvernement de « fermer les yeux » sur l'activité terroriste comme il l'avait précédemment fait en 1965 en qualifiant les guérilleros de simples bruyonniers. Le ministre avait déclaré : « Pour séduire les lecteurs, les journaux jouent la carte de l'émotionnalisme... Soyez convaincus que je ne laisserai personne incendier le pays, mais je ne serai pas pour autant masochiste ».

En fait, les forces de police, comme l'armée, semblent très sensibles aux variations du climat politique. Elles ont été victimes à chaque débat parlementaire. La proposition de législation de « rondes de nuit » payantes a à brévié les officiers de police, qui ont vu leurs hommes accusés d'agir comme des voleurs dans certains hameaux perdus des Andes (et il faut bien reconnaître que les abus commis sont fréquents).

Les forces armées sont aussi en butte à des variations, non seulement de la part de parlementaires de gauche, qui exigent le procès « des douze ans de corruption », mais aussi de la part de la majorité qui dénonce par les ministères eux-mêmes une série de scandales. « Nous n'allons pas nous lancer dans une chasse aux sorcières ni dans une campagne de diffamation et de calomnies », a déclaré le premier ministre, M. Manuel Ulloa. Mais nous ne fermerons pas non plus les yeux sur les très graves fautes qui ont conduit le Pérou à la ruine ».

NICOLE BONNET.

## DIPLOMATIE

PREMIER MINISTRE DES ILES FIDJI

### Ratu Sir Kamisese Mara fait une visite de travail à Paris

Ratu Sir Kamisese Mara, premier ministre des Iles Fidji, était attendu à Paris ce jeudi 11 septembre, dans la soirée, pour une brève visite de travail en France, au cours de laquelle il s'entretenait avec M. Giscard d'Estaing et avec le ministre des Affaires étrangères, qui offrira vendredi un dîner en son honneur. Le chef du gouvernement fidjien, qui est aussi ministre des Affaires étrangères, quittera samedi la capitale française. Il s'agit de la première visite du dirigeant fidjien en France.

Surva, pendant plusieurs années, au des relations délicates avec Paris. L'archipel du Pacifique sud, d'une superficie de 18 000 kilomètres carrés, une population d'environ 600 000 personnes — 44 % de Fidjiens, 50 % d'habitants d'origine indienne — est membre du Commonwealth et indépendant depuis le 10 octobre 1970. S'était opposé aux expériences nucléaires françaises dans l'atmosphère. En 1976, Paris avait fait attendre neuf mois son agrément à la nomination du premier ambassadeur de Fidji à Bruxelles.

Depuis, les relations avec Fidji — qui se trouve à l'est de la Nouvelle-Calédonie et de l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides, devenu Vanuatu — se sont améliorées. Pour la première fois, depuis juin dernier, un ambassadeur de France réside à Suva. En dépit de contacts culturels et d'échanges commerciaux fort limités, la France fournit une assistance à l'université du Pacifique Sud installée à Fidji et a envoyé des missions de l'ORSTOM et du CNRSO (1). Ce dernier avait pour objectif d'étudier l'exploitation des richesses maritimes de l'archipel.

(1) Office de la recherche scientifique et technique outre-mer et Centre national d'exploitation des océans.

chipel. C'est dans ce domaine, ainsi que dans l'aquaculture, que la coopération franco-fidjienne pourrait se développer.

Ratu Mara, au pouvoir depuis 1967, est sans doute la personnalité politique la plus marquante du Pacifique Sud, ou son expérience et sa longévité politique lui donnent une grande autorité morale. Il a été de soixante ans, fils d'un grand chef, continueur héréditaire, chef du parti de l'Alliance représentant la communauté indienne, il fut le premier fidjien à occuper le poste de ministre à Oxford. Il a été, de 1950 à 1955, fonctionnaire de l'administration coloniale. C'est sous son gouvernement que l'archipel, qui tire la plupart de ses ressources de la vente de sucre à la Grande-Bretagne, est devenu partie aux accords de Lomé.

PATRICE DE BEER.

● M. Huang Hua, vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères de Chine, sera l'invité du Conseil de l'Europe mardi 30 septembre à Strasbourg.

● M. Louis de Guiringaud, ancien ministre français des Affaires étrangères et ancien représentant permanent de la France à l'ONU, a été élu, mercredi 10 septembre, président du conseil d'administration de l'Institut des Nations unies pour la recherche et la formation (UNITAR). Cette élection intervient au moment où l'UNITAR s'apprête à mettre son pied à Genève, l'Institut des Nations unies de recherche pour le développement, dont M. Giscard d'Estaing a été nommé le président, le 25 mai 1978, devant l'Assemblée générale des Nations unies. La direction de ce nouvel institut est confiée à M. Liviu Bota (Roumanie). Il sera assisté de M. Jacques Humbergier.



## ASIE

# Les mille résistances afghanes

## II. — « Demain je fais la guerre »

Par PHILIPPE ROGER

A Peshawar, « base arrière » de la résistance afghane au Pakistan, les six principaux mouvements d'insurgés entretiennent des relations parfois difficiles. L'un d'entre eux, le Hezb, est même l'objet d'une vive défiance. Les militants de « l'intérieur » ne se reconnaissent pas entièrement dans ces organisations dont ils ne reçoivent qu'une aide militaire symbolique (le Monde du 11 septembre).

Peshawar. — Une journée de travail s'achève : pendant des heures, nous avons écouté des propositions, discuté des itinéraires, réuni des informations sur les combats pakistanois et sur le minage de la frontière par les Soviétiques. De chaque conversation, nos convives désignés à « l'intérieur » sortent modifiés : le matin nous partons en jeep, à midi les milles s'imposent, le soir nous en sommes aux porteurs. Nos carnets se noient de notes, de chiffres, de dates.

Tout à ce travail qui tient du voyage imaginaire et de l'intendance bien réelle, nous oublions la guerre proche. Ce soir-là, nous dînons dans le vieux Bazar avec Amin Wardak, futur guide de l'une de nos expéditions (1). « Rendez-vous à quelle heure demain ? » lui demandons-nous. Il a un geste désolé : « Demain, impossible, je suis en Afghanistan, je fais la guerre, et je reviens après-demain. »

Stupeur et hilarité. Amin ne plaisantait pas, mais il rit volontiers avec nous. Sa réplique décrit parfaitement la « drôle de guerre » que mènent les Afghans, village par village, au jour le jour.

Une journée, se battant quand ils en ont envie, rentrant chez eux de nuit.

Qu'il l'ait ou non voulu, lors de sa conférence de presse du 28 juin, M. Glacard d'Estaing, par le flottement, savant, ou savamment négligé, de son vocabulaire, a ouvert le débat : y a-t-il en Afghanistan une « résistance » ou une « rébellion » ? (le Monde du 28 juin).

Inculte de le demander aux Afghans eux-mêmes. Des moudjahidin, voilà ce qu'ils sont. La guerre (dijhad), voilà ce qu'ils font, et aussi, mot plus éloquent, à nos oreilles, la « rébellion » (enghelab). Le débat leur apparaît métaphysique, et sans doute assez inconvenant. La question est donc à usage purement occidental. Mais de plus pour la poser : car la clé d'une situation militaire, aujourd'hui totalement bloquée, se trouve en Europe et aux États-Unis, la décision d'arrêter les Afghans étant le seul événement qui puisse changer le déroulement d'une partie aussi inégale.

Le paradoxe n'est qu'apparent. L'hebdomadaire du P.C.F. « Révolution » (numéro du 22 août, voir le Monde daté 24-25 août), évoquait récemment la « guérilla afghane ». Le mot est juste, et la métaphore suggestive. De nous ou des groupes, nul ne peut gagner. Le seul personnage de la fable dont on puisse prédire le sort, c'est l'ennemi soviétique, en l'espèce depuis juillet, le Feroch, hissé seul au pouvoir par l'occupant, faible de ses quelques milliers de militants, et qui sera déjà venir le pays d'un ouza moscovite trop bien intentionné.

collabore avec le « commandant Anouar » ou, plus souvent, avec son « délégué militaire ».

Nous avons été frappés de constater que les « commandants » des vallées nouristanaises avaient terminé leurs études secondaires souvent voyage à l'étranger, au moins à la faveur du pèlerinage de La Mecque, et qu'ils étaient très au fait de la politique internationale. Si l'homme de la rue à Kaboul, croit souvent que M. Mar-chais, dont les propos sont régulièrement traduits et propagés, est le président de la République française, tel « commandant » nouristanais connaît la position du gouvernement et ne la confond pas avec celle du P.C.F.

### Une stratégie sommaire

La stratégie des Afghans est simple, sommaire même, directement dictée par le caractère d'insurrection générale que revêt le conflit, et par la très grande insuffisance des moyens techniques. Elle consiste à dépêcher le long des axes routiers et aux alentours des bases soviétiques des contingents de cent à cinq cents moudjahidin, dont l'action se limite au harcèlement et à quelques coups de mains. Ces groupes sont le plus souvent provisoires. Au bout de quelques semaines, les combattants retournent cultiver leur lopin, relayés par d'autres villageois. Rares sont les petits groupes (de dix à quinze hommes), souvent formés par des intellectuels passés à la résistance, qui agissent hors de leur terrain.

Plusieurs de groupes, souvent même de jadis, les moudjahidin en sont conscients. Avant le début des opérations fait volontiers étalage de massacres de « Chourami » (Russes) détestés, autant les vrais combattants sont réservés. Le chef de la vallée de Waigal nous confie qu'en deux ans de guerre il n'a remporté qu'une « victoire » : « La chance. Les Russes, à l'époque, parachutaient encore des commandos. Ils ont dû se tromper de vallée. Nous avons vu les avions larguer une centaine de parachutistes. Nous étions sur les crêtes, nous les avons tous tués. »

Rien à faire, en revanche, quand les Sovs viennent larguer des tonnes de matériel, comme en janvier, sur les collines de Jaurig, gagnant le Pakistan par le col que nous empruntons aujourd'hui. Frés du sommet, un rognon non exploité de gros calice, de 1,80 m de long.

Mais l'arme la plus redoutée des moudjahidin, c'est l'hélicoptère blindé MI-24, porteur de quatre roquettes et armé de mitrailleuses et d'un canon à l'avant. Lorsqu'il apparaît, il faut s'étendre sur le sol, dissimulé par un tas de cailloux de terre. « Si l'ennemi ne nous voit pas, nous dit un combattant du Khumar, dont le groupe a été plusieurs fois survolé par les MI-24 pendant de longues semaines, les plus perfectionnées des armes aux mains des moudjahidin, quelques mitrailleuses lourdes récupérées sur l'armée afghane, ne sont d'aucun secours. »

Quant aux Mig, il faudrait au moins pouvoir, comme les Vietnamiens, former une ligne de tirons ou coude à coude déchargeant leurs fusils à mitrailleuses au passage des avions. Moyen simple et souvent efficace. Mais il est bien rare qu'un groupe de combattants dispose de plus de quatre ou cinq kalachnikov, et il est hors de question de voler un char ou un avion, tant la disette de balles qui coûtent 1 dollar pièce au Pakistan, est grande.

Impossible pourtant de déceler la moindre acception d'angoisse ni la moindre allusion à la défaite, à l'écrasement possible, chez des combattants comme le commandant Anouar. Sa sérénité nous étonne.

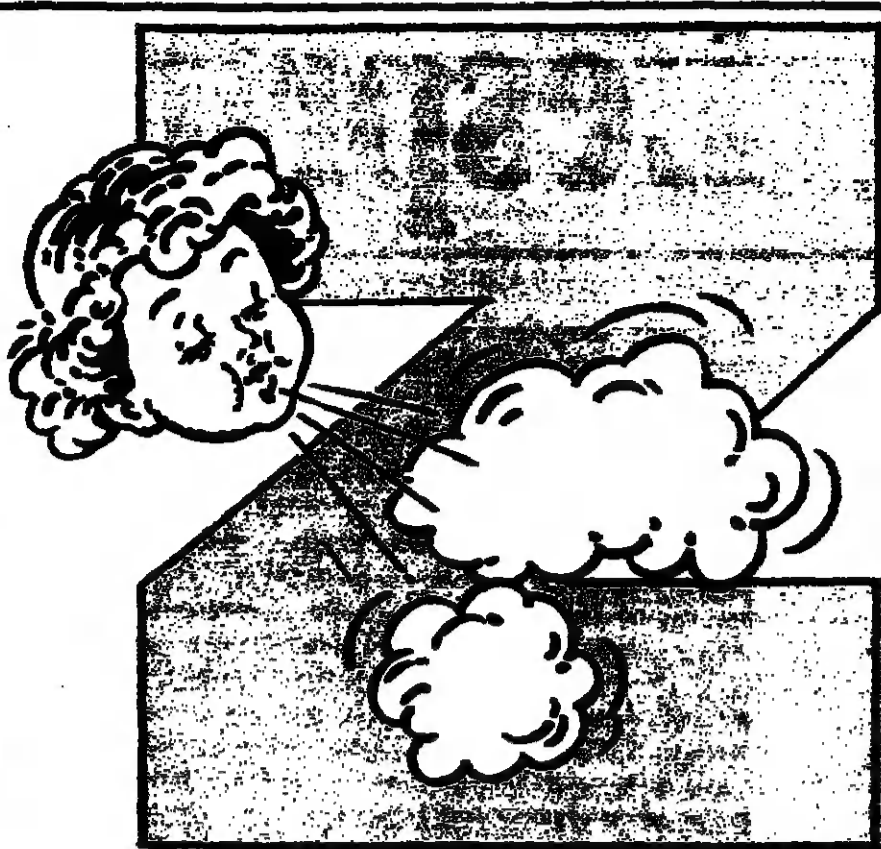
« Sur quoi fondez-vous vos espoirs ? » Nous n'avons pas d'espoir, nous avons la foi. Nous savons pourtant son anticléricalisme. Et aussi qu'il aurait tué un mollah qui voulait l'obliger à relâcher des prisonniers gouvernementaux. Il constate notre étonnement, et soudain très souriant, se penche pour une ultime confidence : « Ne soyez pas si inquiets pour nous, n'oubliez pas : nous faisons la guerre... »

Prochain article : L'OCIDENT AVEUGLE ET MANCHOT

(1) L'A.I.O.P. (Action internationale contre la faim) a achevé pendant l'été quatre convois de vivres et de médicaments dans les zones libres de l'Afghanistan.

Rédigé par le S.A.R.L. Le Monde. Gérance : Jacques Swiregast. Imprimé par : S. r. des Indes, PARIS-IX.

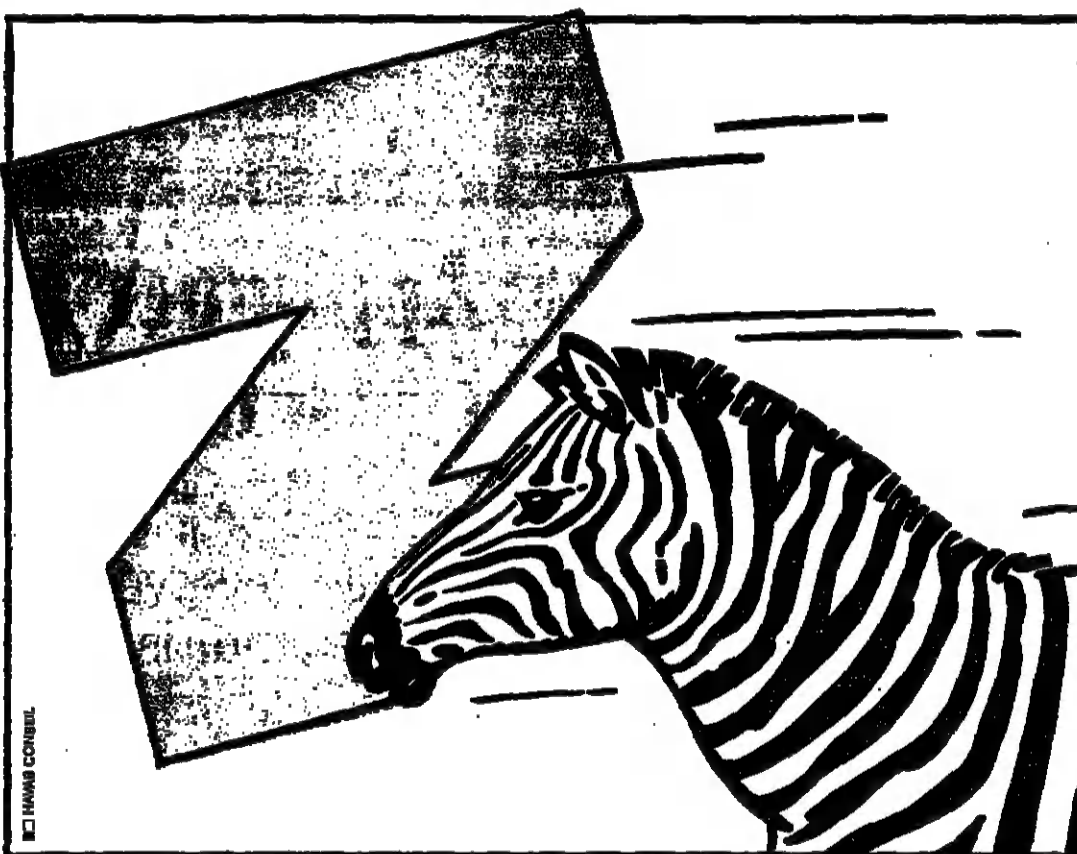
Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration. Commission paritaire n° 57427.



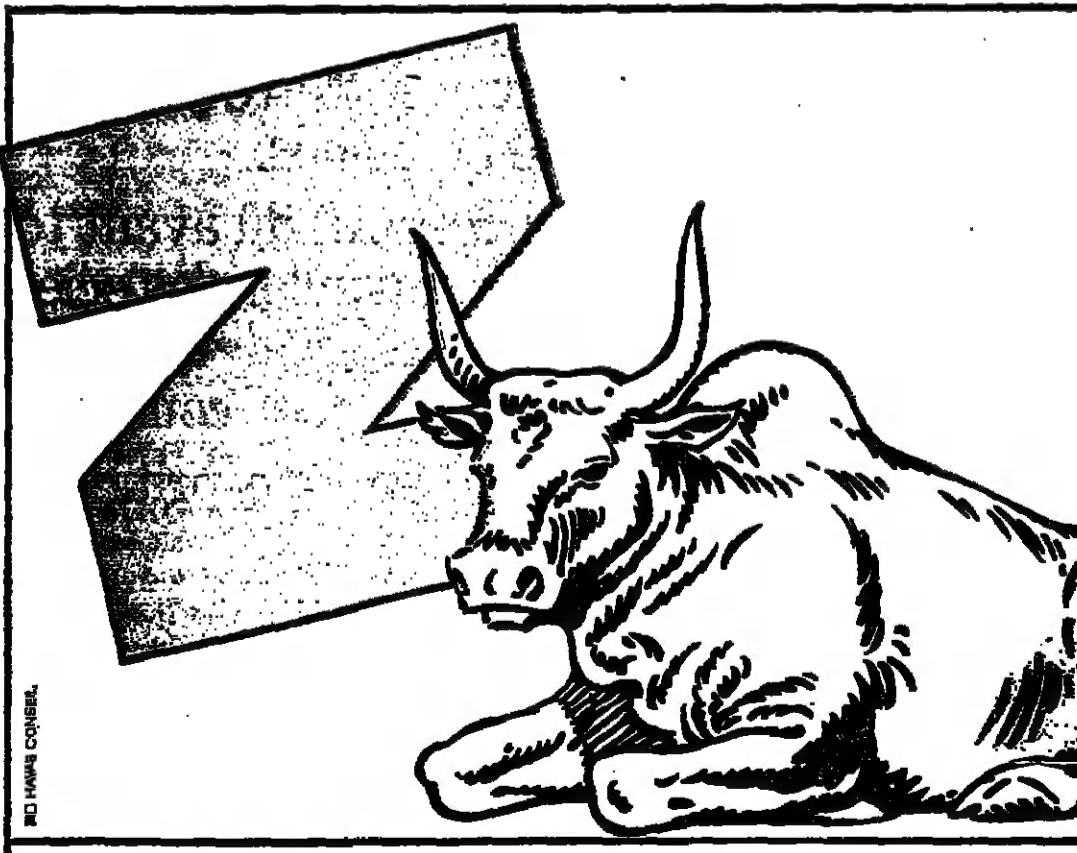
douce comme un Zéphyr.

Le Monde des Philatélistes

Vous aurez bien plus de succès... devenez GRAPHOLOGUE apprenez quelque chose que les autres ignorent. Acquérez une science qui fera des jaloux. Informations gratuites sur notre formation par correspondance avec diplôme de fin d'études p.p. M.S. Ecole Suisse de Graphologie, cap 3 W, 10011, CH-3000 Berne.



plus rapide qu'un Zèbre.



plus sobre qu'un Zébu.

### Unanimes et divisés

On ne reconnaît pas volontiers comme « résistances » une action armée qui ne présente pas ces trois critères : coordination, objectivité militaires, et référence à un pouvoir potentiel. (Il s'agit provisoirement d'insurgés, tant que l'histoire ne fera un devoir de l'oublier). Nul doute que ces traits ne fassent défaut au soulèvement afghan. Paradoxalement, c'est parce qu'elle est une insurrection du peuple entier (surtout depuis l'élimination et la défection de nombreux « leaders », seuls bases quelque peu de masse des régimes de Taraki et d'Amin) que la lutte des Afghans risque de se voir résumer par certains experts le titre de résistance. La guerre d'Afghanistan présente en tout cas, ce trait original d'être une guerre unitaire et pourtant divisée.

Des montagnes du Nouristan aux plaines peuplées de Pachtoun, ce n'est qu'un cri contre les Russes, cri de haine que l'occupant entendrait mieux, sans doute, s'il relisait l'histoire commentant Cléopâtre. En usage du philosophe, la stratégie, celui-ci écrivait : « La haine nationale est rarement absente dans nos guerres. (...) Il y a de la haine nationale dans toutes guerres. »

Une rencontre nous a ouvert les yeux sur le moral des troupes afghanes — ou de ce qui en reste, une quinzaine de milliers d'hommes selon les résistants, quarante mille pour Washington. Entre Jalalabad et Kaboul, où l'on circule en convoi sous la protection de véhicules blindés, le sergent commandant l'autorité gouvernementale nous dit, en persan, devant cinquante voyageurs : « Pourquoi votre pays nous abandonne-t-il ? Nous ne pouvons rien contre les hélicoptères blindés. Donnez-nous des

missiles et nous jetterons les Russes dehors. » Rodomontade peut-être, mais surtout cri du cœur. Comme nous nous inquiétons pour lui de tels propos, il répond, montrant la piste fumeuse : « Nous sommes tous d'accord ici, nous sommes tous des moudjahidin. » Unanimes donc, et déterminés. Ce soir-là, dans un village, nous renouons à son particularisme, à son style, voire à ses préjugés, même au nom d'une lutte menée contre l'ennemi commun, en ordre dispersé.

Pourtant, ces divisions, recoupant les vieilles rivalités ethniques, perpétuées par le cloisonnement géographique, étonnent moins que certains signes, tout à fait nouveaux, d'une solidarité inespérée. Il y a encore deux ans, mauvais souvenirs pour les Nouristanis que ceux de juillet 1978. Un mois après leur entrée en dissidence, le gouvernement Tadjik avait leurs vieux ennemis Pachtouns et Gadjouns pour une expédition punitive. Kandesh, au lieu de détruire, Gadjouns, passé de deux cents à quarante mille, et dont la montagne est encore noyée de fumée, en portait les traces deux ans plus tard. Nous recevions, le malin de Kandesh nous prêt de l'ennemi de l'inconfort : « Ils ont tout emporté, des couvertures aux théières. » Une tribu pachtounne, pourtant, celle des Sada, avait refusé de participer à cette expédition, nous la protection des automitrailleuses russes. Les Nouristanis s'en souviennent et ont fait alliance avec eux. Le commandant Anouar, militaire de la vallée, va plus loin : « Il faut oublier ça, s'aller à tous, même aux Gadjouns (l'ennemi héréditaire des Nouristanis) qui nous ont souffert tant que nous de l'occupation russe. »

### Une réconciliation

Plus impressionnant encore, et mal connu, est le cas du Haazradjat. Les Haazras, traditionnellement méprisés, se sont libérés parmi les premiers, se donnaient un chef, un chef spirituel chéhi, le Beheshid, esquisant une contre-réforme agraire consistant à rendre les terres à leurs propriétaires, mais aussi à démanteler l'irrigation, seule source réelle de richesse dans ce pays semi-désertique. Dix à douze partis semblent y

faire bon ménage. Et surtout, l'abolition des Haazras, dément de tout, a vaincu les préjugés des Pachtouns. « Ils se sont battus comme des guerriers. Quand nous avons vu le malin sur leur drapeau garni khaki, nous leur en avons envoyé la moitié. » Le même combattant du Wardak qui nous tient ces propos ajoute : « Alors les avons nous : ils en ont plus besoin. »

On aura reconnu ce code : c'est celui de l'honneur courtois. Tout se joue sur la relation d'estime individuelle, liée à la prouesse. Même la vassalité, embryon de l'Etat, est hautement respectée. Hadji Djon Magoul, malik de Waigal, nous dit d'Amin Anouar Khan : « C'est un valeureux combattant. Je l'estime. Mais il n'a pas le droit de dire qu'il est le commandant de tout le Nouristan. Moi, je commande chez moi. » Or ces rivaux-là sont des amis.

Il serait erroné de réduire le problème de l'organisation militaire de la résistance à l'absence de cadres. Ceux-ci existent, que ce soient des chefs locaux anciens, héritiers d'une grande famille de village ou maires cooptés, représentant dans la lutte un commandement qui prolonge leur autorité morale du temps de paix, ou bien des chefs de guerre que leur compétence, leur instruction et surtout leur courage ont fait reconnaître comme « commandants ». Beaucoup cumulent ces qualités. Mais, dans les régions aux structures traditionnelles intactes, les fonctions restent disjointes. A Kandesh, un vénérable malik

Les chevauchées du Prince Noir

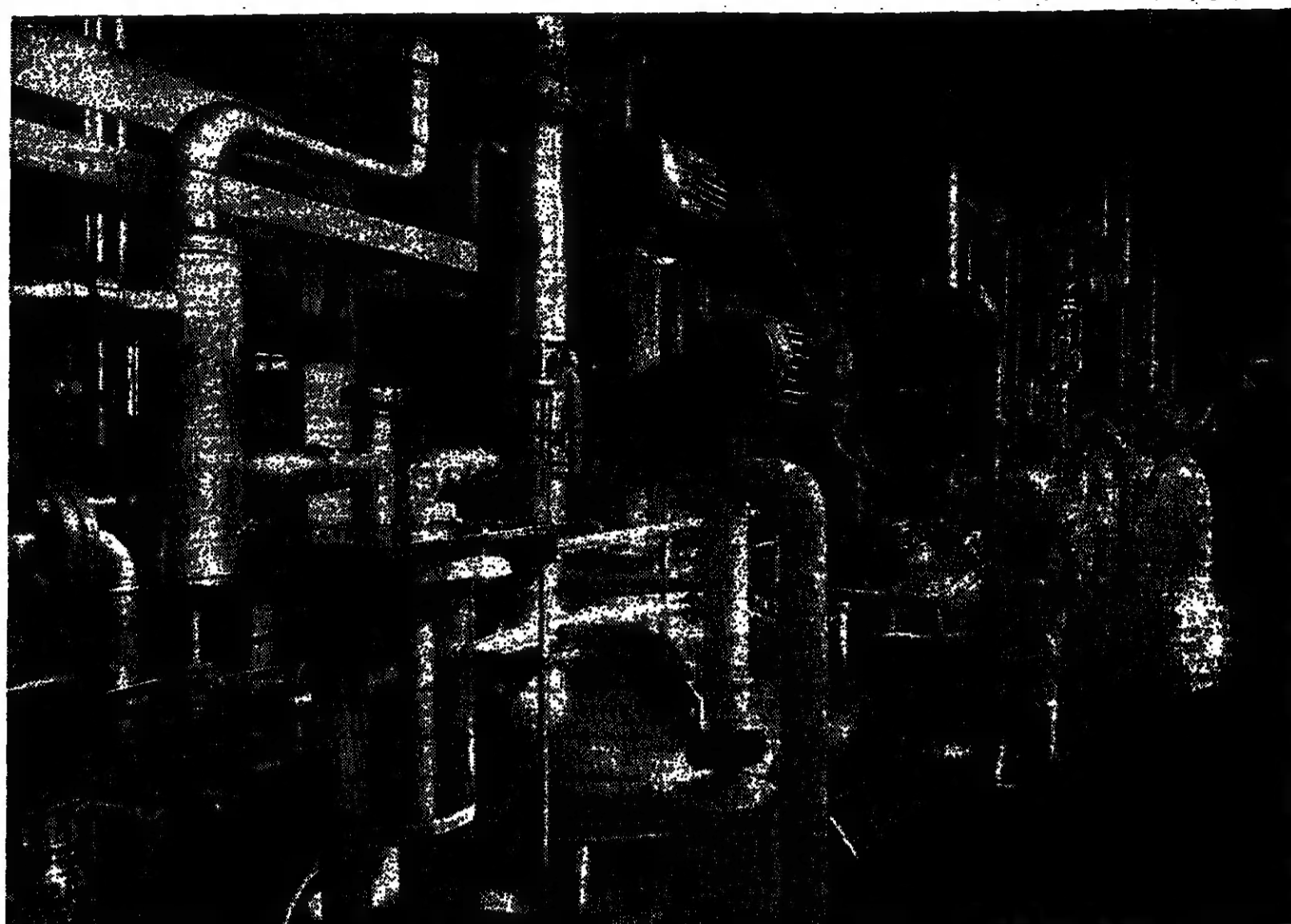
par Nathaniel Fryde

N° 25 en vente partout

L'histoire



# L'esprit de synthèse



## Appliquer à la recherche l'efficacité des entrepreneurs.

Les ingénieurs de Roussel Uclaf ont une réputation internationale : celle de savoir réaliser, à l'échelle industrielle, des synthèses chimiques multistades, stéréospécifiques, donc extrêmement complexes.

Certaines de ces synthèses peuvent comporter jusqu'à 40 réactions chimiques successives qui ne prennent pas moins de 10 mois pour être menées à leur terme.

C'est la maîtrise de ce savoir-faire qui a permis à Roussel Uclaf d'occuper des positions de pointe dans les domaines de la thérapeutique humaine et vétérinaire, ainsi que dans le secteur physosanitaire, et d'être présent dans 96 pays au travers de 81 filiales et de 36 usines.

Ce succès est dû avant tout à la capacité qu'a Roussel Uclaf de faire travailler des scientifiques de toutes disciplines en équipe avec les réalisateurs industriels, et de faire converger leurs efforts vers un objectif commun.

C'est un état d'esprit.

**Roussel Uclaf**   
Des chercheurs qui réussissent.

هكيا من الدجوى



## ASIE

## A TRAVERS LE MONDE

### Japon

#### EN DÉPIT DE LA PERSISTANCE DE TENSIONS POLITIQUES Tokyo s'apprete à assouplir l'embargo économique à l'égard de l'U.R.S.S.

Tokyo. — Après plusieurs mois de « gel » à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan, le Japon et l'U.R.S.S. s'orientent vers une reprise rapide de leurs relations économiques. La première manifestation de cette tendance a été la visite à Tokyo, cette semaine, du vice-ministre soviétique du commerce extérieur, M. Souchikov, venu négocier la poursuite de la mise en valeur des ressources en pétrole et en gaz naturel des îles Sakhaline.

Bien que le ministère des affaires étrangères japonaise ait précisé que l'économie et la politique ne peuvent être dissociées en matière de relations avec l'U.R.S.S., une relance significative de la coopération entre les deux pays est en train de se produire. Parallèlement, le Japon, par le biais de sociétés privées, est sur le point de reprendre ses échanges avec le Cambodge, suspendus depuis la prise de Phnom-Penh par les troupes de Hanoi.

En ce qui concerne l'U.R.S.S., l'impénitence et l'irritation des milieux d'affaires japonais, à la suite de la

suspension de la plupart des crédits destinés aux Soviétiques, décidée par Tokyo pour épauler la politique américaine, étaient sensibles depuis plusieurs mois. A cela s'ajoutait le sentiment des hommes politiques qu'il était dangereux pour le Japon d'isoler Moscou et de ne pas rééquilibrer quelque peu une diplomatie qui, depuis la signature, en 1978, du traité d'amitié avec la Chine, a fortement penché du côté de Pékin. Le souci d'équilibre entre Pékin et Moscou, observé au cours de la décennie écoulée, est sans doute difficile à réaliser désormais, la coopération avec la Chine dans tous les domaines paraissant le facteur dominant de la politique future du Japon. Il reste que, sur le plan économique, les milieux d'affaires estiment que la coopération avec l'U.R.S.S. est aussi, sinon plus, prometteuse qu'avec la Chine.

L'invasion du Cambodge par le Vietnam, celle de l'Afghanistan par l'U.R.S.S., ont bloqué les initiatives

japonaises envers Moscou. Lorsque, fin août, M. Brejnev déclara à Alma-Ata que l'U.R.S.S. entendait poursuivre ses efforts pour développer ses relations avec le Japon, Tokyo était la balle au bond. Pour les Soviétiques, améliorer les relations avec le Japon signifie ouvrir de nouvelles brèches dans la politique d'embargo économique voulue par Washington. C'est aussi tenter d'éviter un renforcement de ce qui apparaît à leurs yeux comme le nouvel « axe » Pékin-Tokyo-Washington. L'empressement avec lequel les Japonais ont répondu à l'initiative russe témoigne que, pour eux aussi, le refroidissement des relations bilatérales n'avait que trop duré. Empressement d'autant plus significatif que, du point de vue politique, la cime entre les deux pays n'est pas au beau fixe : l'affaire du sous-marin nucléaire soviétique en panne au large d'Okinawa n'a fait que démontrer, selon les dirigeants japonais, la « menace » que représente l'U.R.S.S. pour l'Archipel.

Pour les hommes d'affaires nippons, prolonger l'embargo économique contre l'U.R.S.S. c'est risquer de se voir devancer par les concurrents, notamment par la France qui a conclu un accord commercial de cinq ans avec Moscou (et lui a accordé 1 milliard de dollars de crédits, soit environ 4,2 milliards de francs) et l'Allemagne fédérale. Déjà quatre projets (une usine de polyéthylène, du matériel de forage, et deux usines chimiques) ont échappé aux Japonais. Le commerce avec l'U.R.S.S., qui avait atteint 4,3 milliards de dollars en 1979 (enregistre-t-on une augmentation de 11 %, a stagné au cours des six premiers mois de cette année. L'un des principaux facteurs de ce ralentissement est, estiment, dépités, les milieux d'affaires, la politique des sanctions observée par Tokyo, alors que les Européens se sont montrés beaucoup plus souples dans son application. Alors que les Soviétiques préparent leur onzième plan quinquennal, qui doit commencer en 1981, les

Japonais souhaitent donc revenir en force sur le marché russe. En ce qui concerne l'exploitation du gaz naturel au large des Sakhaline, ils se préparent à accorder un prêt de 2 milliards de dollars. En outre, ils ont presque abandonné leur politique de sanctions concernant la Sibérie.

Deux opérations sont concernées : l'exploitation des gisements de charbon de Yakhtur (40 millions de dollars en prêts dont les négociations avaient été suspendues au printemps dernier), d'une part, et celle des ressources forestières d'autre part. Le grand projet sibérien (exploitation du gaz) étant une coopération entre Américains, Japonais et Soviétiques, on ne s'attend guère à Tokyo qu'il puisse se concrétiser dans l'immédiat. Selon le quotidien Yomiuri, les Japonais pourraient participer, en revanche, comme cela leur a été demandé par les Soviétiques, à la construction d'un gazoduc destiné au transport du gaz naturel entre Yamburg en Sibérie occidentale et l'Allemagne fédérale (de là une partie du gaz serait acheminée vers d'autres pays européens). L'Union soviétique souhaite une participation de la banque d'export-import japonaise s'élevant à 3 milliards de dollars (le coût du projet est de 10 milliards).

C'est avec beaucoup plus de modération, et moins de publicité, que les Japonais s'apprêtent à reprendre leurs échanges avec le Cambodge de M. Heng Samrin. L'Association commerciale Japon-Kampuchéa vient de passer un accord à cet effet avec Phnom-Penh à la suite de l'envoi d'une mission en août. Cette initiative embarrassée le gouvernement japonais qui vient d'assurer les pays de l'ASEAN de son soutien au régime déchu de Pol Pot. Au terme de l'accord, les échanges seront réglés en deutsche-marks par l'entremise de la Banque du Vietnam à Ho-Chi-Minh-Ville. Le Japon achètera du kapok (200 tonnes devraient être livrées cette année), du bois et du caoutchouc.

PHILIPPE FONS.

### Chine

● LA POLICE DE CANTON A OPÉRÉ, le 31 août, un coup de filet dans les milieux contestataires de Chine méridionale en arrêtant quatre des principaux animateurs de revues « parallèles », a-t-on appris à Pékin de sources dissidentes. Il s'agit de MM. Zhu Jianglong, animateur de la revue *Le Cloche*, de Wuhan (centre), Zhang Jingsheng, responsable de la publication *Le République*, de Changsha (centre), et de la revue *Peuple*, de Zhong Yuejin, du journal *Le Voix des masses* diffusé à Canton et dans ses environs. Les quatre contestataires arrêtés sont des ouvriers. — (A.F.P.)

### Etats-Unis

● LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU SÉNAT s'est opposée mercredi 10 septembre, par huit voix contre sept, à la livraison à l'Inde de 36 tonnes d'uranium enrichi proposée par M. Carter. — (A.F.P.)

### Éthiopie

● LE COLONEL FELEKE GEDLE YOHANES, ministre éthiopien des affaires étrangères est arrivé mercredi 10 septembre en visite d'amitié à Moscou, où il a été accueilli par son collègue soviétique, M. Gromyko. Cette visite intervient trois semaines après la conclusion de l'accord somalo-éthiopien accordant aux États-Unis des facilités aériennes à Berbera, base du golfe d'Aden construite par les Soviétiques. — (Reuter.)

### Ouganda

● SEUR ELIANE, dont la télévision a contribué à faire connaître l'action humanitaire en Ouganda, s'est entretenue mercredi après-midi 10 septembre avec le président de la République des problèmes liés à l'acheminement de l'aide française aux populations du nord de ce pays. Seur Eliane a tenu à éviter tout contact autour de cet entretien. Elle a ainsi

refusé de poser pour les photographes en compagnie du chef de l'État et a quitté l'hôtel par l'arrière du palais, afin d'éviter de répondre aux questions des journalistes.

### Paraguay

● LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI COMMUNISTE A ÉTÉ ENLEVÉ le 7 août dernier à Buenos-Aires par des militaires argentins et paraguayens, a annoncé le mardi 9 septembre, le comité paraguayen pour les droits de l'homme, M. Antonio Maldana avait été libéré en 1977 après dix ans de prison au Paraguay, et s'était réfugié à l'ambassade du Pérou à Asunción. Il avait fait ensuite un voyage en Union soviétique avant de se rendre en Argentine. Le comité paraguayen pour les droits de l'homme a envoyé un télégramme de protestation au gouvernement argentin, afin que M. Maldana ne soit pas livré aux autorités d'Asunción et qu'il soit libéré. — (Reuter.)

### République Sud-Africaine

● UNE PERSONNE A ÉTÉ TUÉE ET QUATRE AUTRES BLESSEES, lorsque la police a ouvert le feu, mercredi 10 septembre sur des groupes de manifestants dans la cité noire de Guguletu, aux portes du Cap, a annoncé un porte-parole de la police. La rase des victimes n'a pas été précisée. Selon le porte-parole, la police a dû intervenir pour « protéger les biens » de personnes dont les maisons ou les véhicules étaient devenus le cible des jets de pierres et de cocktails Molotov de lycéens noirs, participant à une action de boycottage des cours. — (A.F.P.)

● LE GOUVERNEMENT DE PRETORIA a ordonné mercredi 10 septembre l'ouverture d'une enquête concernant la « forte sécheresse » de l'ancien président Nicolaas Diederichs, mort en 1978. Le quotidien libéral de Johannesburg *Rand Daily Mail* a fait état à ce propos, dans son édition de mardi, de l'existence d'un compte bancaire secret en Suisse, dont le montant serait de 25 millions de rands (soit 37 millions de dollars). — (Reuter.)

### Corée du Sud

#### La peine de mort est requise contre M. Kim Dae-jung

Séoul (A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.). — Le procureur a requis la peine de mort contre le principal opposant au régime, M. Kim Dae-jung le jeudi 11 septembre. Il a affirmé que l'accusé avait conduit un complot en vue de s'emparer du pouvoir et dirigeait une organisation subversive basée au Japon. Le procureur a aussi requis des peines allant de un à vingt ans de prison contre les vingt-trois autres accusés. Commencé le 14 août, le procès, au cours duquel M. Kim Dae-jung a nié le fondement des accusations portées contre lui, avait été suspendu sans explications le 5 septembre, sans doute en raison des inquiétudes exprimées par le gouvernement américain.

D'autre part, la nouvelle Constitution sud-coréenne, qui sera soumise à référendum le mois prochain, stipule que les pouvoirs du président seront beaucoup plus réduits que ceux de l'ancien président Park. Selon la nouvelle Constitution, élaborée après six mois de travaux, le président ne pourra accomplir qu'un seul mandat de sept ans.

Cette Constitution, indique une source officielle, garantit que le président ne pourra décréter à volonté l'état d'urgence. De telles mesures ne pourront être prises qu'en temps de guerre ou dans une situation d'urgence semblable et seront soumises à une approbation rapide du Parlement.

# Le Petit Flammarion est plus pratique.



Dans le Petit Flammarion, on trouve 76 000 définitions réunissant, dans un seul classement alphabétique très lisible, les noms propres et les noms communs, les abréviations, les sigles et symboles, les titres d'œuvres, les citations, etc.

Le Petit Flammarion possède, en plus, 167 hors-texte en couleurs, 75 planches, 160 cartes, 35 tableaux, 34 pages de grammaire française, un atlas de 27 pages en couleurs, etc.

A cette richesse, il faut ajouter une très grande précision. C'est ainsi que la transcription phonétique est indiquée pour la plupart des mots.

Enfin, le Petit Flammarion est très moderne. Il explore les domaines qui intéressent notre vie d'aujourd'hui. Il est un remarquable outil de travail, d'une grande commodité pour tous les lycéens et étudiants en même temps qu'une véritable encyclopédie d'usage quotidien pour la famille.

Dictionnaire usuel illustré Flammarion  
1944 pages 15,7 x 23 - 57 hors-texte en couleurs. Un atlas de 27 pages en couleurs.  
Une coédition Quillet et Flammarion.

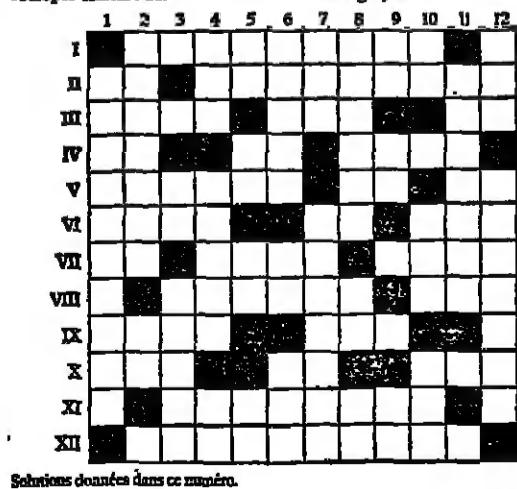
#### Sans le Petit Flammarion, il est difficile de faire ces mots croisés.

##### HORIZONTALEMENT

I. Terme de linguistique propre à la langue arabe. — II. Symbole chimique. Peut affecter un signe. — III. Forêt du Moyen Âge, dans le nord de la France. Unité monétaire étrangère. Désigne un élément qui entre dans la composition de certains aciers. — IV. Abréviation ou symbole. Désigne un métal gris et mou. Affection spéciale. — V. Se laisse facilement rouler. Préfixe. Lettres d'amour. — VI. Dans le titre d'un roman de Tolstoï. Préfixe. Inspire un drame à Gauthier de Cassin. — VII. Symbole chimique. Se dit improprement pour injurieux. Unité de durée. — VIII. Formule mystique. Dont la sortie n'est pas passée insouvenable (général). — IX. Tissue fine. Désigne des acides. — X. Préfixe. Composition poétique. — XI. Hypocycloïde à quatre rebroussements. — XII. Type d'alloptropie cristalline.

##### VERTICALEMENT

I. Plaque cornée. — 2. Colère nerveuse. Ancien séjour princier. — 3. Sur une carte routière. Tronçon de la Chine. — 4. Pronom. S'élève souvent fois au-dessus du commun des mortels. Symbole chimique. — 5. Direction. Figure mythologique. Adverbe. Division administrative du Japon. — 6. Familier à ceux qui fréquentent l'école des Beaux-Arts. Finit lamentablement. Grand, dans le titre d'un ouvrage de Raymond Lulle. — 7. Végétal. On y voit les choses de haut. — 8. Point montagneux. Symbole chimique. Devient végétarien par contrainte. — 9. Petite cuvette. Jodie servie à l'enfant grec. Abréviation. — 10. Perdue, il y a bien longtemps, par un amateur de finances (épique). Préfixe. Circulent à Gai. — 11. Enduire un moule de plâtre d'une certaine substance. — 12. Sigle. Cas.



Solutions données dans ce numéro.

GUY BROUTY



## Le P.S. dénonce l'« agression » contre le secteur public

M. Michel Charzat, chargé au sein du secrétariat national du P.S. du secteur public, a présenté, jeudi 11 septembre, à la presse, un ouvrage intitulé : « L'agression : l'Etat giscardien contre le secteur public ». Ce document, fruit d'une investigation collective qui présente une « radioscopie » des activités de l'Etat et des grandes entreprises nationalisées, doit servir de support à une campagne d'action lancée par les socialistes sur le thème de la défense du secteur public. Dans la préface, M. François Mitterrand souligne notamment que « le retour au capitalisme sauvage et à l'individualisme bourgeois se traduit, dans la politique gouvernementale, par la réduction du rôle protecteur et redistributeur de l'Etat ».

La description du dépeissement de l'Etat républicain et son remplacement par un Etat « insatiable » de la bourgeoisie d'affaires et l'acteur d'inégalités », selon l'expression du premier secrétaire du parti socialiste, constituent l'essentiel de l'ouvrage présenté par M. Michel Charzat. Il s'agit, en effet, en analysant toutes les fonctions du secteur public (l'administration proprement dite des collectivités locales ou des entreprises publiques), de montrer que M. Giscard d'Estaing a rompu avec la tradition républicaine et avec l'Etat-providence instauré par la Libération. Dans ce contexte, écrit notamment M. Charzat, « la justification d'un secteur public distinct de l'économie privée apparaît chaque jour moins nécessaire aux stratégies du redéploiement ». La secrétaire nationale au secteur public note également que l'adaptation à la compétition mondiale est « le prétexte le plus souvent invoqué pour refuser la prise en compte de la rentabilité sociale au profit d'une rentabilité exclusivement financière et commerciale. Tel qu'il est, cet ouvrage, exclusivement critique, présente d'abord l'histoire de l'expansion du secteur public, avant d'analyser son

reflux et les méthodes de privatisation utilisées par le pouvoir. Il s'achève par un examen des conséquences du « démantèlement » de l'administration et des grands services publics. Il ne fait aucun doute que, dans l'esprit de ses promoteurs, ce document doit servir à la campagne du candidat socialiste.

Celle-ci devrait être centrée, en partie, sur la défense des acquis et des conquêtes sociales des trente dernières années, gravement menacées, selon les socialistes, par l'actuel gouvernement. Le thème de la sécurité devrait, en effet, devenir dominant, la sécurité économique et sociale étant considérée comme au moins aussi importante que celle qui concerne les services du ministère de l'Intérieur. Pour ne pas encourir le risque d'être taxés de conservatisme par opposition à un pouvoir qui serait, lui, moderniste, les socialistes affirment que cette défense du secteur public ne sera « ni périlleuse », ni corporatiste, mais qu'elle sera replacée dans la perspective des conquêtes du socialisme des années 50. Des propositions concrètes de réforme suivront donc, dans le courant de l'automne, la campagne contre « le démantèlement » du secteur public. Cette démarche doit, également, aux yeux du P.S., avoir valeur d'avertissement. Il s'agit d'informer l'opinion des conséquences d'une réduction de M. Giscard d'Estaing. Parmi celles-ci figure, notamment, la mise en place d'une société « duale », c'est-à-dire une société où coexisteraient un secteur compétitif intégré au marché mondial et un secteur assisté, plus archaïque et éventuellement plus « corporatiste ». « Un tel système déboucherait, écrit M. Charzat, sur une assistance minimale et obligatoire pour tous, laissant aux seules couches sociales privilégiées la possibilité d'accéder à une vie sociale normale, tout en ouvrant aux institutions financières privées de nouveaux espaces de profit ». Le P.S. entend au contraire réaffirmer qu'une telle croissance des activités de la collectivité doit passer sous le contrôle public.

● M. Georges Doherty, vice-président de l'U.D.F. et président délégué du Mouvement démocrate-socialiste (que dirige M. Max Lejeune), a publié mardi 9 septembre une déclaration dans laquelle il affirme notamment : « M. François Mitterrand demeure le prince de l'illusion et de l'incohérence (...). Il fuge l'impossible conciliation entre un régime marxiste-léniniste et un régime garantissant les libertés institutionnelles. On peut être particulièrement inquiet à l'idée de ce qu'une telle alliance P.S.-P.C. pourrait donner comme résultat de gouvernement (...). Le premier secrétaire du P.S. nous conforte dans la certitude que nous avons qu'il est inapte à conduire les affaires de la France ».

● M. Georges Doherty, vice-président de l'U.D.F. et président délégué du Mouvement démocrate-socialiste (que dirige M. Max Lejeune), a publié mardi 9 septembre une déclaration dans laquelle il affirme notamment : « M. François Mitterrand demeure le prince de l'illusion et de l'incohérence (...). Il fuge l'impossible conciliation entre un régime marxiste-léniniste et un régime garantissant les libertés institutionnelles. On peut être particulièrement inquiet à l'idée de ce qu'une telle alliance P.S.-P.C. pourrait donner comme résultat de gouvernement (...). Le premier secrétaire du P.S. nous conforte dans la certitude que nous avons qu'il est inapte à conduire les affaires de la France ».

(Publicité)

SOCIALISTES - GAULLISTES - JOBERTYSTES

## PAS D'ERREUR

On peut gagner contre Giscard !

Chantons la dissidence

Changeons la présidence

Comité National pour la Non-Réélection de V. Giscard d'Estaing à la présidence de la République (C.N.R.G.E.), B.P. 45, 75622 PARIS CEDEX 13.

## FRACTURES AU P.C.F.

Des communistes parlent

par Michel BARAK, préface de G. LABICA

Des centaines de communistes parlent publiquement de la crise du P.C.F.

272 pages - Prix en nos magasins : 54 F. (+ port : 10 F.)

En coédition - vient de paraître

EDISUD, La Calade, route nationale n° 7, 13080 - Aix-en-Provence.

Tél. (42) 21-61-44.

KANTHALA, 22-24, boulevard Arago, 75013-Paris. Tél. : 331-15-08.

aujourd'hui l'écologie



- Maîtriser le progrès technique
- Protéger la nature
- Combattre les inégalités
- Résoudre la crise énergétique
- Affirmer les régions
- Impulser de nouvelles façons de vivre dans le monde moderne

## C'EST LE DÉFI POLITIQUE DE LA CANDIDATURE BRICE LALONDE.

Pour réaliser ce pari nous avons besoin de votre soutien financier.

Chèques à l'ordre d'Aujourd'hui l'écologie et adressés à cette association : 72, rue du Château d'Eau, 75010 PARIS.

M

Don de soutien à la campagne Brice Lalonde de F

Date \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

## M. Pisani estime que M. Mitterrand s'apprête à « passer la main »

« Nous ne pouvons pas imaginer que le P.C.F. puisse partir à l'assaut du candidat conservateur ».

### LE BUREAU EXÉCUTIF DU P.S. : irresponsable.

Le bureau exécutif du parti socialiste, réuni mercredi soir, a vivement réagi aux déclarations de M. Pisani. « La direction du parti socialiste, déclare le bureau, avait obtenu que, dans un souci de rassemblement, dans le respect des procédures et dans l'attente des élections prévues, le parti socialiste offre un visage uni. Elle s'est réjouie avec les militants des efforts faits en ce sens. Malheureusement, elle a dû constater à plusieurs reprises qu'Edgard Pisani, s'exprimant d'ailleurs sans aucun mandat du parti, porte atteinte, par ses déclarations, à son unité ».

La direction du parti reproche d'abord à M. Pisani d'avoir déclaré qu'il comptait sur l'appui des socialistes de « détenir l'Etat » projet pour la France, « comme, remarque-t-elle, s'il n'existait pas un projet socialiste adopté par l'Assemblée nationale ». « Le bureau exécutif ajoute : « Quant à dire, comme il l'a fait, que « l'heure de passer la main est venue » pour François Mitterrand, ce genre de propos n'est pas seulement irresponsable, il porte aussi un coup à tous les socialistes. Le bureau exécutif souhaite de la façon la plus nette que François Mitterrand puisse continuer à exercer longtemps le rôle qu'il assume pour le socialisme et pour la France ».

M. Gaston Defferre, membre du bureau exécutif, interrogé, jeudi 11 septembre, sur Europe 1, a déclaré : « François Mitterrand n'a pas l'intention de passer la main et, s'il en manifestait la volonté, nous serions de nombreux militants socialistes à lui demander de ne pas le faire, mais il ne le fera pas ». Le maire de Marseille, partisan de la candidature du premier secrétaire, a ajouté : « M. Mitterrand sait à quel point il est aimé par le peuple. Ses conditions de travail sont épuisantes et il devra être ou ne pas être candidat. (...) Moi, je le sais aussi. M. Defferre a précisé que les conditions de travail des socialistes ne sont les mêmes que celles qui décideront pour nous ».

### La candidature de M. Debré à l'élection présidentielle

M. LABBÉ (R.P.R.) : soutenir un fonceur plutôt qu'un porteur de message.

M. Claude Labbé, président du groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale, estime, dans une déclaration à Paris-Match du 19 septembre :

« Michel Debré a déclaré sa candidature. C'est son droit, mais cela a créé une situation équivoque. Cette décision prématurée fait qu'aujourd'hui nul ne sait à qui cette candidature peut profiter, qui la soutiendra, comment elle se déroulera, si elle prendra l'allure d'une fausse-couche pour l'actuel président ou, au contraire, si elle empêchera sa réélection. (...) »

« Je crois que Jacques Chirac n'est pas un homme de conviction, son dynamisme et ses qualités de rassembleur, le seul homme capable de conduire cette politique (d'alternative au sein de la majorité). Il n'y a pas d'un côté les gaullistes, d'autre les chiraquistes, comme on a tenté de le faire croire. Les gaullistes se retrouveront malgré toutes les manœuvres de son camp. Je ferai tout pour cette unité. Je souhaite soutenir un « fonceur » et non observer les tours de piste d'un porteur de message ».

Apprendre une langue, c'est d'abord la vivre.

DEUTSCH

Köln/Zürich

ENGLISH

London/Bournemouth/Brighton/Cambridge/Dublin/Edinburgh/Glasgow/Leeds

ESPANOL

Madrid/Barcelona

FRANCAIS

Paris/Luxembourg/Neuchâtel/Cap d'Antibes

ITALIANO

Cours intensifs de 1 à 3 mois pendant toute l'année. Cours de civilisation et langues de spécialité.

Sages de perfectionnement pour l'enseignement des langues.

Programme culturel, visites, excursions, hébergement en famille.

EUROCENTRES

FONDATION SAINT BUT LUCIAT

Renseignements et inscriptions : Bureau central de Paris, 10, rue de la Harpe, 75005 Paris, tél. 325-61-40 - 13 6

## Dissolution du conseil municipal de Brignoles (Var)

De notre correspondant

Toulon. — Après avoir eu un maire invalidé et un autre démissionnaire, Brignoles (Var) n'a plus de municipalité. Mercredi 10 septembre, le conseil des maires a prononcé la dissolution.

Cette décision était attendue. Depuis juillet, les échos ne pouvaient plus s'écarter, faute de quorum. Douze conseillers (sept socialistes, cinq modérés) bouclaient les réunions. Le 16 mai, le budget primitif avait été repoussé.

Comment en est-on arrivé là ? Aux élections de mars 1977, l'union de la gauche était entrée en force à l'hôtel de ville (direction siège sur vingt-neuf). Mais le maire socialiste, M. Noël Rosé, avait été élu au barreau de Draguignan, n'allait pas tarder à démissionner. Les divergences qui se manifestaient entre le P.S. et le P.C. étaient devenues insurmontables. Le 20 novembre 1978, la démission du premier magistrat municipal.

Le 13 décembre, les élus brignoles tentaient de se donner à nouveau un maire. Au premier tour, M. Rosé, seul candidat, recueillait huit voix et l'on comptait quinze bulletins blancs. Nul ne s'avisait alors de constater que M. Rosé était bel et bien élu... On continua de voter !

Un second puis un troisième tour entraînèrent l'élection de M. Raymond Thirard, dissident socialiste soutenu par le P.C.

(Il voit contre 8 à M. Rosé). Cette « révolution de palais » provoquée par une méconnaissance de la loi accentua la malaise et donna le signal d'une longue procédure. Tout à tour le tribunal administratif de Nice (fin janvier) et le Conseil d'Etat (7 mars) affirmèrent la validité de l'élection de M. Rosé. Ce dernier, pourtant, ne tenait plus à son échec. Il déclarait : « Les conditions qui ont amené ma démission en novembre 1978, à savoir l'impossibilité de gérer la ville avec les communistes, n'ont pas évolué ».

Un des trois dissidents du P.S., M. Martin, ayant donné sa démission, on procéda à une élection municipale partielle le 20 avril. Elle vit le succès de M. Jacques Mouton, candidat proche de M. Rosé, conseiller municipal et leader du groupe des élus modérés (cinq dissidents).

La majorité, dès lors, rassemblée, dans les scrutins, le maire ne pouvait plus compter que sur onze voix (neuf communistes, deux ex-socialistes : M. Thirard et son premier adjoint, M. Patrick Chazard).

La dissolution devenait inévitable. On murmure que le P.S. dans la perspective du prochain scrutin, pourrait faire appel pour conduire sa liste à M. Maurice Janetti, sénateur du Var. Mais ce n'est qu'une rumeur. — C. G.

### A Marseille

## M. Defferre accuse les communistes de racisme

Une vive polémique oppose le maire de Marseille, M. Gaston Defferre, député (P.S.) des Bouches-du-Rhône, aux communistes marseillais, à propos du logement temporaire d'une vingtaine de familles de travailleurs immigrés. A plusieurs reprises, au cours de l'été, les élus communistes de Marseille s'étaient associés à la protestation des habitants d'un groupe d'I.L.M. qui se plaignaient de l'installation de ces familles d'immigrés dans une caserne désaffectée, située dans leur quartier. Dans un éditorial du *Provençal*, le 9 septembre, le maire de Marseille avait dénoncé « la démagogie raciste éhoulée » des élus municipaux communistes et il avait stigmatisé « le racisme et l'antidémocratie des communistes ».

« Les élus communistes, ajoutait M. Defferre, spéculent sur des réactions raciales qu'il est trop facile d'exploiter. » La *Marseillaise*, quotidien

communiste, a répliqué vivement, mercredi 10 septembre, à l'article du maire, en soutenant que les accusations de M. Defferre sont portées « dans un but électoral ».

« Nous ne sommes pas, écrivait la *Marseillaise*, des racistes, et nous n'espérons pas la cruauté de comparer la nôtre attitude durant la guerre d'Algérie à ce que fut celle d'Algerie communiste ».

Evocant cette affaire, François Mitterrand a affirmé mercredi que les communistes de Marseille « n'ont pas raison ». L'ancien de M. Defferre, qui a été assailli par plus d'un million de la répression algérienne contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance, et qui voudrait se débarrasser de son rôle de premier secrétaire de la Fédération nationale des maires de France, s'engage dans la course sénatoriale pour défendre les maires des petites communes rurales. Son maintien éventuel au second tour serait sans doute préjudiciable à la majorité. — (Interim.)

## LES ÉLECTIONS SÉNATORIALES

### AIN : le M.R.G. compte conserver le siège de M. Billiemaz

De notre correspondant

pour son poulain, M. Jannet fait liste commune avec M. Louis Lamoignon, conseiller général et maire de Chalon-sur-Saône.

Les candidats du P.S. (MM. Paul Combar et Jean Chabert) et ceux du P.C. (MM. Guy Chavanne et Marcel Benoit) n'ont guère de chances d'être élus, et ils le savent.

Restent quatre candidats « isolés », dont MM. Alain Perrier, candidat non avoué de l'extrême droite et Maurice Barlet, qui se dit « apolitique ». Le président de M. Alexandre Robin, conseiller général, sympathisant giscardien,

est plus surprenant : les voix qu'il rassemblera sur son nom seront enlevées à ses amis, MM. Ruet et de la Verpillière. Un désistement en leur faveur au second tour pourrait en outre leur permettre de compenser le risque que au premier tour.

M. François Pavy, enfin, pourfendeur des grands partis et du cumul des mandats, dynamique maire de la petite commune de Saint-Bernard, près de Trévoux, secrétaire général de la Fédération nationale des maires de France, s'engage dans la course sénatoriale pour défendre les maires des petites communes rurales. Son maintien éventuel au second tour serait sans doute préjudiciable à la majorité. — (Interim.)

### EN BRIEF

● M. Valéry Giscard d'Estaing fera un voyage officiel dans la région Nord-Pas-de-Calais les 9 et 10 octobre. Le chef de l'Etat rendra à Lille et Dunkerque, notamment. Il pourra aussi visiter le site de la centrale nucléaire de Gravelines et se rendre à Cassel.

● M. Antoine Pinay a été reçu, mercredi après-midi 10 septembre, à l'hôtel Maitland, par M. Raymond Barre, auquel il avait demandé audience pour l'entretien des projets des socialistes d'étude et de financement de cette entreprise. Interrogé sur la politique gouvernementale, l'ancien président du conseil a notamment déclaré, au terme de cette entrevue : « Je considère que M. Barre est un excellent premier ministre qui fait de très gros efforts. Il a une tâche très difficile. Il ne s'en tire pas si mal que cela. Son obstination est un élément de son succès. Je suis partisan, dans les périodes comme celle que nous connaissons, de réprimer les dépenses avec beaucoup de vigueur. Ma définition de l'inflation est la suivante : on fait de l'inflation chaque fois que l'on fait des dépenses non rentables avec de l'argent qui n'existe pas ».

● M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a déclaré mercredi 10 septembre, après s'être entretenu avec M. Raymond Barre : « Les militants du P.R. ont la volonté de

participer au soutien actif de la politique suivie par le gouvernement et de ne pas laisser tomber le drapeau de la gauche ».

● M. Valéry Giscard d'Estaing, maître « anti-macabre » de Floppoff. — Le maire de Floppoff (P.S.), M. Jean-Marie Kerloch (P.S.), sénateur-deux ans, annonce qu'il démissionnera de ses fonctions « pour raisons de santé ».

Après une carrière dans la marine nationale, il avait été élu maire en 1974 sur une liste union de la gauche (P.S.-P.C.) et avait depuis longtemps averti ses administrés de son intention « de se retirer des affaires communales ».

● La Couronne (Creuse) : démission de maire. — Le maire, M. Bodin (sans étiqu.), et six conseillers municipaux de la Couronne (Creuse) ont adressé à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, il a néanmoins indiqué qu'il conserverait un siège de conseiller municipal et « continuerait à suivre de très près le combat » contre l'industrialisme. M. Floppoff, franc-tireur nucléaire par E.D.F.

### Une réaction d'équilibre des grands électeurs

L'adversaire le plus redoutable pour le tandem de la majorité semble bien être M. Louis Jannet, conseiller général et maire de Montreuil-en-Bresse, qui, colistier de M. Ruet il y a deux ans, se présente sous l'étiquette du M.R.G. Personnage populaire, passé récemment dans le camp de l'opposition, M. Jannet, qui est médecin, serait sans doute favorisé par une victoire de M. Roland Barre et de son tandem : les grands électeurs auraient plus facilement une réaction d'équilibre assurée avec M. Jannet un successeur à M. Auguste Billiemaz (M.R.G.), sénateur sortant, celui-ci, avec ses quatre-vingt-deux ans, même campagne avec d'anciens

مكتبة المصلح







# SOCIÉTÉ

## MAGIE, SORTILÈGES ET MAUVAIS ŒIL

### La superstition ou l'avenir d'une illusion

La superstition vient du latin *superstitio*, qui signifie « ce qui est au-dessus de la loi ». Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

Elle porte pas plus mal que les cendres, l'irrationnel, l'invincible, l'irréductible.

En toute rigueur de terme, on pourrait distinguer la superstition de la magie, comme on distingue entre religion et foi. Mais, dans la synthèse qui suit, il

était inévitable de mettre sur le même plan les diableries, la magie, les sortilèges, les mauvais sorts, la pratique chiromante, les croyances naïves. Car il y a un dénominateur commun à ces diverses manifestations : le besoin de se rassurer. A peu de frais.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

#### Un mal oreiller

La superstition comme la religion est universellement répandue dans le monde. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

**LENTILLES DE CONTACT**

La 1<sup>re</sup> fabrication mondiale des nouvelles lentilles souples. Les progrès technologiques : encore plus minces et plus perméables à l'oxygène.

Téléphone : 55 55 55 55

Reportez avec vos lentilles le jour même.

**Pour tous les sports 596**

Adaptation par spécialité, 200 F. Remise de vos anciennes lentilles : 100 F.

Bon pour un essai gratuit de lentilles souples à tout âge, pendant une semaine. Coût : 400 F.

Labocontact OSMIS 21 rue de Valenciennes 75011 Paris (1) 55 55 55 55

**SCIENCES PO. Préparations**

Documentation sur demande

Octobre - Juin

• Plein • Partiel

**IPEC** Enseignement supérieur privé 40, rue Saint-Michel, Paris 6<sup>e</sup> Téléphone : 55 55 55 55

La superstition d'abord ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

#### La peur

La superstition est un tranquillisant à la fois. Elle est une croyance subjective, elle tente d'expliquer l'inexplicable, de surmonter les angoisses ou de prévoir l'avenir. La superstition ne se réfère pas à la loi, mais à la superstition elle-même.

**Le Monde**

Abonnements

FRANCE D.O.M. - T.O.M. 331 F 461 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VUE NORMALE 387 F

ÉTRANGER (par mandat) 412 F

SENEGAL - LUXEMBOURG 224 F 396 F 558 F 720 F

IL - SUISSE - TUNISIE 220 F 396 F 558 F 720 F

Par voie aérienne

Les abonnements sont payés par chèque postal ou par chèque à l'ordre du journal.

Chaque commande doit être accompagnée d'un mandat ou d'un chèque postal (à l'ordre du journal) ou d'un chèque à l'ordre du journal.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

### La sorcière aux yeux secs

A parcourir une anthologie de principes superstitieux, on s'aperçoit, contrairement à son attente, que ce méandre devient un marécage — souvent s'aggrave — où l'on s'enfonce et où l'on s'enfonce.

Voici quelques exemples pris dans un petit recueil contemporain : « Les sorcières (1) ».

Abbaye. — La rencontre inopinée d'un prêtre en soutane grise, irrémédiablement la sorcière en soutane grise, la sorcière en soutane grise, la sorcière en soutane grise.

Arrière. — Les Arabes ne croient jamais une sorcière, car une d'entre elles a sauvé Mahomet réfugié dans une grotte que ses ennemis n'ont pas songé à fouiller, une sorcière en soutane grise.

Dindon. — Un homme sexuellement épuisé doit regarder trois dindons gonfler.

Il faut s'enfonce et où l'on s'enfonce.

Voici quelques exemples pris dans un petit recueil contemporain : « Les sorcières (1) ».

Abbaye. — La rencontre inopinée d'un prêtre en soutane grise, irrémédiablement la sorcière en soutane grise, la sorcière en soutane grise, la sorcière en soutane grise.

Arrière. — Les Arabes ne croient jamais une sorcière, car une d'entre elles a sauvé Mahomet réfugié dans une grotte que ses ennemis n'ont pas songé à fouiller, une sorcière en soutane grise.

**LE NOUVEAU SCIPION**

**"L'ARBRE DU MENSONGE"**

**LISEZ UNE BOUFFÉE D'AIR PUR.**

Après "Le clos du Roi", prix des Maisons de la Presse 1978, voici (enfin) le nouveau bouquet des souvenirs de Marcel Scipion, "le berger d'abeilles". Il s'ouvre sur un grand secret : contrairement aux autres petits garçons, l'auteur n'est pas né dans un chou mais au creux d'un vieux saule. Agé de six ans, il grimpa au sommet de cet arbre du mensonge et fit l'apprentissage de la vie.

A l'exemple des conteurs chateaux des veillées d'autrefois, Marcel Scipion aime à plonger la flamme de ses souvenirs et fait jaillir des dizaines d'anecdotes et de personnages savoureux. Un beau livre d'histoires du terroir, écrit dans une langue simple et claire, qui court comme dans la légende. Une vraie bouffée d'air pur en un temps où l'on en a bien besoin.

"L'arbre du mensonge" par Marcel Scipion. Collection "Ménestrel".

**Seghers**

**Contre le froid et le bruit**

**Doublez vos vitrages en glace Planilux Saint-Gobain**

Vous réduirez de près de 50 % les pertes de chaleur et les bruits de la rue d'environ 50 % et vous paierez moins d'impôts.

\* Marque déposée par Saint-Gobain

**Sté Paris Isolation**

55, av. de La Motte-Picquet, 75015 Paris

Tél. 566.65.20 et 783.82.34

Devis gratuit sur demande

Poste : Paris et grande banlieue

Déjà plus de 15 000 survitrages posés

مكتبة من الأصيل



هكذا من الرجل



# C'est dans leurs régions qu'il faut juger nos maisons.

La maison Phénix n'existe pas. Il existe en revanche 300 variantes de maisons Phénix, régionales. Parce que nous sommes décentralisés en 15 exploitations, implantées dans chaque province, nos maisons sont conçues, construites et finies par des hommes attachés à leur pays. Résultat : nos chalets sont savoyards comme nos mas sont provençaux.

**MAISON PHENIX**



**PHENIX : POUR QUE CHACUN AIT SA MAISON.**



re aux yeux

EDUCATION

LISEZ  
BOUFFÉE  
AIR PUR.

Seghers

Donnez vos idées  
de Phénix

Paris Isolation



















# UN MONUMENT POUR NERVAL

Enfin, quarante-trois échelonnées vingt années, jusqu'à la mort. Il y a question tout : du temps, de l'argent (l'apais révélateur lui aussi : l'argent

Comment faire l'inventaire de tant de richesses ? J'aurais aimé feuilleter la flore ésotérique de Christine Alam, après celle

C'est pas le moindre apport de cet ouvrage que le portrait inconnu qui illustre Prédieux, ou qu'il est le seul portrait peint (l'autre est le *maitre sculpté du Doyennage*) que nous ayons de Nerval vers vingt ans. Et précédant et important, sans doute, qu'il s'procure un curieux aperçu de son caractère par la question : par le plume de M. Enckell, dans l'authenticité non de l'œuvre — qui se caractérise de Lebour — mais du monde qui est contestée, mais qu'il est l'unique appose avec un tableau qui appartient à M. Pierre Miquel, porte un caractère unique qui illustre sa position sur exposition au Salon de Lebour, y a été exposé cinq portraits, dont un seul est de Lebour, par lequel il est connu ; c'est pour Lebour, Nerval lui-même signe que se figure.

Un commun, celui-là, le portrait que Gustave Lague, le Nerval quelques années avant sa mort. **René Richer** **Château de la Motte**

Or, cette pose composée par Nerval est la même que celle du portrait de Lebour, mais inversée comme dans un miroir. Vingt et un ans plus tôt, Nerval a donc déjà chiffré le même message. D'où le surcroît d'intérêt du portrait, en dehors du fait qu'il identifie le modèle. En le « signant » le poète entend bien faire

J. C.

\* Gérard de Nerval, PARIS ET ALENTOURS, articles et nouvelles. L'Univers des lettres. Laporte, suivi de « Sur les traces de Nerval », p. 1. Collection « Tourisme littéraire », Editions Encre. Baylen 1988.



● Le portrait de Gervais.

est montré de façon délicate et pourquoi Nerval n'est pas une image, sensible et émue, en biographie, reproduit l'écriture du Penseur de Michel-Ange, c'est-à-dire la figure du Christ en sa sainteté. Avec ce correctif : le bras à angle droit et dessin en L : Laurent, Laurence Laurens (comme en prénom de sa mère-fantôme) et il restera toujours l'enfant-inconnu ! et, son enfance : Laurette (qui a pour

un signe à l'intention de ceux qui  
sont au sein : mais à l'égard des  
autres, quelle ironie prend pour  
mourir la fameuse déclaration ins-  
crite sous l'édifice : « Je suis  
l'autre. » C'est le portrait que  
porte : de son double.

**YVES FLORENNE**

\* L'Herne, 41, rue de Vienne.  
436 pages grand format. Fac-similés  
de manuscrits et documents.  
C. Tachon a donné ses soins  
à ce volume. Environ 140 francs.

## QUATRE CONCURRENTS EN LICE

Trois ~~des~~ ~~autres~~ proposés (Larousse, Hachette, Flammarion-Quillet) sont construits

En sens inverse, les dirigeants du Flammarion-Quillet (un seul volume, du format des *Maîtres*) ne l'interdisent pas non plus : inévitablement moins riche (mais corrélativement moins cher) que ses concurrents, il a sa place sur le même marché avec des ouvrages à peu près égaux.

souvent. Tel est, nous semble-t-il, le sens de la très belle préface que Roland Barthes avait donnée au *Dictionnaire* Hachette. On ne la lira pas sans émotion. Tout ce que l'on peut dire de sage et de vrai sur le *dictionnaire* et *les dictionnaires* est là, en sept lignes.

(...) Enfin, dernière surprise de cet objet pourtant réputé sage, le dictionnaire *Chambard* - *Levasseur* -. Nous croyons qu'il est un outil indispensable de connaissance, c'est vrai ; mais c'est aussi une machine à rêver ; s'engendrant pour nous, elle lui-même, de nouveaux mots, se liant par un processus avec la puissance de l'imagination.

Un relatif, découpage incertain d'informations ~~manque~~ insuffisantes, ~~manque~~ excessives, allègement simpliste des fragments peu ~~adéquats~~ ~~adéquats~~ de ~~la~~ ~~la~~ d'usages ~~très~~ divers, le « ~~l'at-~~ en-un » n'en ~~est~~ pas ~~moins~~ ~~par~~ par l'acheteur, quel que ~~soit~~ son choix, comme « la » référence, et, ~~en~~ fait, ~~l'absence~~ l'absence de savoir.

C'est qu'il faut des mois de pratique patiente d'un dictionnaire, la confrontation méthodique avec d'autres, pour en tirer les lacunes, les erreurs, et aussi les avantages. Concurrents par la loi du marché et la force des choses, les quatre ouvrages dont nous parlons s'approfondissent mieux, complètent : ce qui n'est pas sans l'un à l'autre, chacun se trouvant chez un auteur, et réciproquement, si l'on peut dire.

Il nous permettra donc de nous enrichir d'une multitude d'étioles ou de points. Un tel palmarès est d'ailleurs, dans le cas présent, inévitablement injuste : aucun de ces dictionnaires n'emporte globalement l'indiscutablement sur les autres. Aucun, en plus, ne démerite globalement et indiscutablement. Il n'y a pas de milieu : un dictionnaire qui

franchement me même sens-  
sibilité. Il n'y a pas de qu'at-  
tend le public ne se vendra  
sans doute pas. La marge  
marchande du livre de réduc-  
tion et de réalisation est très  
étroite. En outre, précisément  
parce qu'une même image  
d'écriture (alphabétique, pré-  
sente complet, sur le lui, lui sur  
lui-même) s'impose à tous, tou-  
tes les lectures au même éton-  
nement sont vouées, sinon à se  
recueillir (ce vilain mot !), du  
moins à se reconnaître constam-  
ment.

Une comparaison minutieuse de la *Trilogie* TRO- des quatre *Manuscrits* initiaux (environ cent-vingt ans) nous a permis de saisir dans le sentiment que chacun conservait, à travers ses qualités et ses défauts propres, un « style » dynamique sans marque. Pour trois d'entre eux, ce style est un fait mais le quatrième créateur : encyclopédique et un peu brouillon pour la Larousse, didactique et même « auto-didactique » pour le Flammarion ex-Quillet, linguistique et dilu-

Ouvrez n'a pas  
« l'aise » encyclopédique : ce  
bien mené son intérieur. Sans  
clopédie de la France  
grande qualité ; mais le arti-  
trop, tromper) ont paru  
« légers » à ceux qui  
Chiffres par exemple trop  
vénérables, par exemple sur-  
vété : « l'indispensable éputation  
marion-Quillet est d'une abon-  
dante surprenante pour un  
forme male, plus que les  
rions ou rires des vieillards  
rit : il ne se termine  
exemple à considérer encore  
graves, comme au lieu de  
travail », et grève, « place  
gravier », comme un mot  
même mot, et bureau, un  
recouvre une seule de  
à bloffe, une table de  
on reconnaît une table de

Hachette avait pour sa part un gros handicap à remonter. Pas d'équipe rodée, pas de doctrine établie, peu ou pas de ces ~~matériaux~~ engrangés de longue date et qui permettent, en peu de temps et à peu de frais, de mettre sur le marché

un « nouveau » dictionnaire  
c'était à peu près partir de  
zéro dans ce domaine.

Compte tenu de ces conditions de travail difficiles, le Hachette en un volume est resté, équilibre et attrayant. Les articles de langue sont bons ou très bons, les notes propres et précises, les traductions correctes, les mots dérivés, qui dans le Larousse un volume (qui restait) sont clairs, son concurrent le plus immédiat), les illustrations dans le texte et les marges également plus nombreuses, son bénéfice d'un inventaire complet, et généralement plus culturelle. En revanche, Larousse restait le meilleur pour les illustrations techniques, et sur ce point technique on comparera à l'égard d'Artistic Turner (le peintre) de Hachette à l'art du turboracteur de Larousse.

On ne voit globalement reprocher au Fichier qu'une lacune surprenante : les « œuvres » littéraires et n'y ont pas les mêmes succès relatifs. Les tradition de culture nationale à leur œuvre un peu importante, indépendamment de celle qui est

consacrée à l'auteur, mais  
 cependant bien établie, on m'a  
 par le P.R.2, quand le Moniteur  
 a été mis en chantier. Ces notices  
 sont remarquables dans la  
 Robert des noms propres, conve-  
 nablement à Larousse, som-  
 mairément à la Flammarion  
 (du Moniteur), mais toujours présentées  
 heureusement : l'utilisateur du  
 dictionnaire ne fait pas  
 sagement (et, en fait, ne sait pas  
 souvent), qu'il lui faudra cher-  
 cher « la Traviata » à l'entrée  
 Verdi, et Trois saluts à  
 Flaubert, Moniteur de feu à  
 Strachan, Moniteur, Maisons dange-  
 reuses à Moniteur, etc.

Sous Moniteur, Moniteur, Moniteur, etc.

La compétition reste donc très ouverte, et le succès de l'acheteur sera en fait une affaire de connivence, de rencontre de tempéraments entre lui et le dictionnaire.

Ce qui frappe le plus l'observateur, et qui mérite sans doute d'être qualifié le plus fortement, c'est la qualité matérielle de ces quatre réalisations. Les progrès techniques très rapides de ces dix dernières années (la photo-composition et le mariage photo-composition-ordinateur en particulier), qui ont permis pratiquement sans effort sur la fabrication du livre ordinaire, au même du livre d'art, ont bouleversé dans un sens très favorable celle des dictionnaires. Ceux d'aujourd'hui sont à la fois plus constants, évidemment, que ceux d'il y a une vingt

L'utilisation de l'ordinateur permet aussi de réaliser une typographie à la fois très fine et une parfaite lisibilité sur écran grand format. Dans l'ensemble, à cet égard, nos préférences personnelles tendent plutôt à la rationalité que à la raffinerie, qui est d'une élégance raffinée; mais le Larousse ne lui est pas sensiblement inférieur. Quant à la force des arguments dans leur contenu, leur ordre et dans leur présentation, nos grands dictionnaires contemporains ont des avantages évidents dans leur mode de fabrication.

Alors ? L'emplacement d'un bon

JACQUES CELLARD

**DICIONNAIRE HACHETTE.**  
langue, encyclopédie, noms  
propres; préface de Roland  
Barthes, un volume 21,5 x 29,  
1488 p. Sous la direction de  
Daniel Péchoin (domaine lin-  
guistique) et Hubert Lucot  
(domaine encyclopédique). En-  
viron 100 francs.

**DICIONNAIRE USUEL FLAM-  
MARION,** un volume 11 x 22,  
1118 p + 27 (plans). Sous la  
direction de J.-M. Privat-  
Beaurnin. Quillet-Flammarion.  
Environ 100 francs.

**DICTIONNAIRE - ENCYCLOPE-  
DIQUE LAROUSSE**, un volume  
22,5 x 28, 1 515 p. Sous la direc-  
tion de **J. Dubois**. Envi-  
ron 318 francs.

**LE PETIT ROBERT 1** (nom  
français) = 2 (noms pro-  
pres), deux volumes, 15 x 22,5.  
2 172 p. et 1 174 p., 1977.  
Les deux environ 171 francs =  
220 francs.



# CHATEAUX ET GUERRIERS

de la France au moyen âge

Après les extraordinaires inventaire et répertoire que représentent « l'Atlas des châteaux forts en France » et le « Dictionnaire des châteaux et des fortifications du moyen âge en France » parus à nos Editions, voici le complément indispensable à tous ceux qui aiment les châteaux forts :

Une collection thématique sans précédent, consacrée à l'étude du château médiéval.

comprenant 4 magnifiques ouvrages

- 1 - Reconstitutions de l'époque romantique à nos jours, par Jacques TEALDI  
Le romantisme archéologique des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. Réhabilitation monuments du moyen âge ■■■ le Second Empire. Restitutions et reconstructions des châteaux forts par les architectes du XIX<sup>e</sup> siècle. ■■ monuments reconstitués en 1980 par Jacques Téaldi avec plans, photos actuelles, etc...

Il est bien entendu que vous recevrez chaque livre après paiement de ■ mensualités.

## PRIX DE SOUSCRIPTION

Chaque volume au prix de **360 Frs**  
+ frais d'envoi en recommandé.  
Prix total de la collection **1440 Frs**  
+ frais d'envoi.

## PAIEMENT ECHELONNÉ

**120 F** par mois + 8 Frs (pour participation aux frais d'envoi en recommandé pendant 12 mois consécutifs)

## CADEAU

Si votre commande nous parvient dans les 15 jours, vous recevrez en cadeau très original :  
**8 très belles reconstitutions** au format **220 x 290 mm**, imprimées sur papier couché de luxe qui accompagnera le premier livre.

NOUS GARANTISSONS  
CE PRIX PREFERENTIEL  
POUR TOUTE LA  
COLLECTION MALGRE LES  
HAUSSES DE MATERIAUX  
QUI NE MANQUERONT PAS  
D'INTERVENIR.



Reconstitution du château de Gençay (Vienne) par Jacques TEALDI en 1980.

- 2 - Evolution architecturale et essai d'une typologie, par André CHATELAIN  
Typologie des ■■■ : Régions de plaine et faible relief (de ■ Lorraine au Béarn) ; Régions de montagne (des Vosges au Pyrénées) - Typologie des architectures : Châteaux ■■■ (enceintes et mottes) ; Châteaux ■■■ maçonneries - Evolution architecturale : Les enceintes de terre ■ mottes : Les châteaux X - XI<sup>e</sup> siècles, à grandes surfaces et enceintes maçonnées ; Les donjons romans quadrangulaires ; Les donjons romans cylindriques ■ assimilés ; Les châteaux à plan régulier du XIII<sup>e</sup> siècle ; Les châteaux anciens remis à neuf au début de ■ guerre de Cent Ans ; Les nouveaux châteaux 1350-1450.

- 3 - Grandes figures de la chevalerie et chevaliers brigands, par Thierry RIBALDONE  
Chevalerie ■ chevaliers : Naissance de ■ chevalerie (époque, lieu, etc...) ; L'institution chevaleresque (recrutement, apprentissage, etc...) ; La chevalerie dans la société féodale (son rôle, grands chevaliers, chevaliers brigands, les ordres de chevalerie, les croisades, etc...) ; Déclin et mort de la chevalerie (époque, causes) - Grandes figures de la chevalerie et chevaliers brigands : biographies.

- 4 - Le château, expression du monde féodal, par Jacques GARDELLES :  
Nécessités et concepts auxquels correspond la construction castrale : milieu historique, nécessités défensives, valeur symbolique, etc...

Parmi les meilleurs spécialistes actuels, les auteurs sont archéologues, architectes, historiens.

Chaque ouvrage de ■■ pages, grand format 225 x 290 mm, est richement illustré de ■■ documents dont 50 en ■■■ : photos aériennes ■■ sol, gravures, reconstitutions, plans, coupes, élévations, etc... et présenté sous une très belle reliure ■■ skivertex gravé à l'or sur les deux plats et le dos, ■■■ tranchefile et signet.

1200 illustrations pour l'ensemble de la collection.

Le premier livre paraîtra ■■ octobre-novembre 1980, les suivants s'échelonnant tous les 3 mois (février 81, mai 81, août-septembre 81).

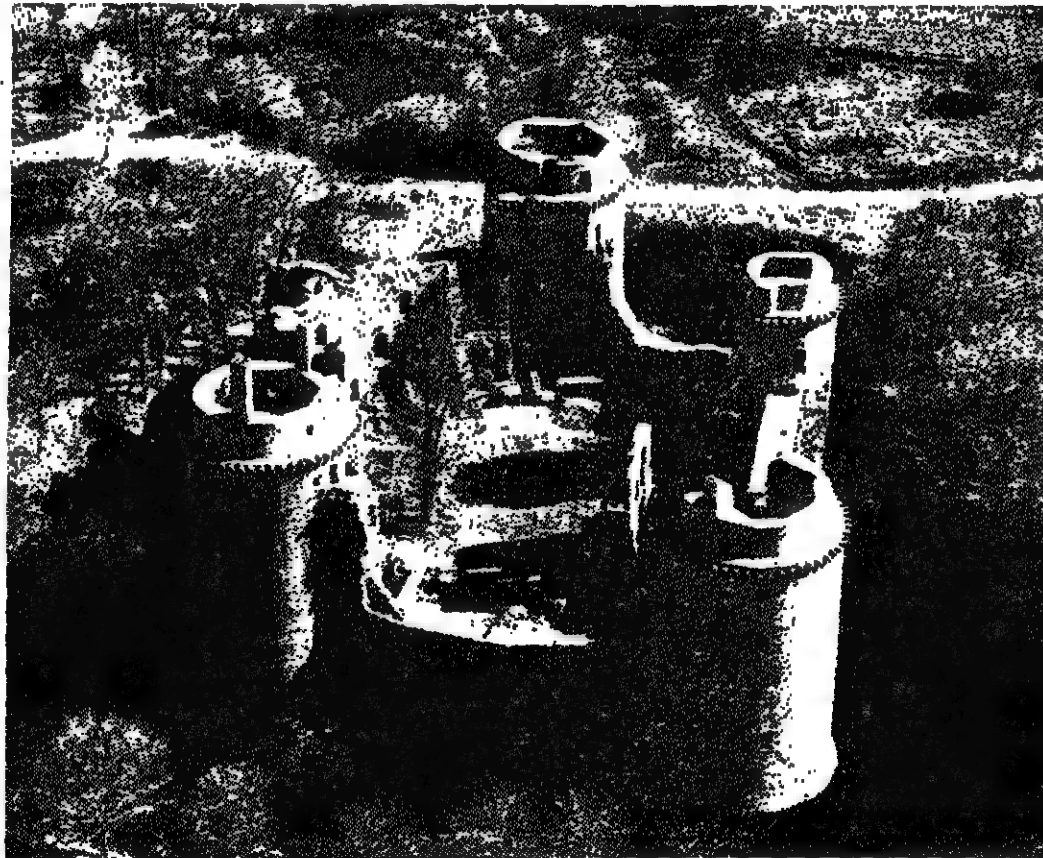
Une édition de luxe, strictement limitée à 200 exemplaires numérotés, reliée pleine peau gravée à froid à la main sur les deux plats et le dos, présentée sous fourreau, est disponible au prix de 800 Frs l'ouvrage + frais d'envoi en recommandé.

Le 1er ouvrage paraîtra fin octobre 1980.

Pour pouvoir bénéficier de ■■ offre, nous ■■■ demandons de ■■■ régler le premier livre au moment de votre souscription ■ la collection. Une facture correspondante tenant lieu d'accusé de réception vous sera envoyée. Vous réglerez le deuxième volume à réception du premier livre, le troisième volume à réception du deuxième, etc...

**EDITIONS PUBLITOTAL S.A.**

14, rue Adolphe Seyboth - 67000 Strasbourg - Tél. (88) 32.63.25 (lignes groupées)



Le château de LA HUNAUDAYE (Côtes-du-Nord)

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner ■■■ Editions Publitotal, 14, rue Adolphe Seyboth - 67000 Strasbourg

Je désire bénéficier de votre offre préférentielle et ■■■ commande ci-après la collection CHATEAUX ET GUERRIERS DE LA FRANCE AU MOYEN AGE en 4 volumes à paraître tous les 3 mois ■ partir d'octobre 1980. Je joins le règlement du premier livre à ■■ commande ■■ réglerai le second volume à réception du premier, le troisième à réception du deuxième, ■■ quatrième à réception du troisième. Je recevrai en cadeau ■ magnifiques reconstitutions avec le premier livre.

NOM

PRENOM

Adresse

Code postal

VILLE

au comptant au prix de : ☐ 360 Frs ☐ 800 Frs + 18,60 F pour frais d'envoi en recommandé

paiement échelonné : ☐ 120 F + ■ F pour frais d'envoi = 128 F pendant 12 mois consécutifs.

Ci-joint règlement par : ☐ CCP 3 volets ☐ mandat ☐ chèque bancaire\*

A

le

signature

(\*) frais d'envoi calculés pour chaque livre au tarif FTT en vigueur  
\* cocher ■ case correspondante.





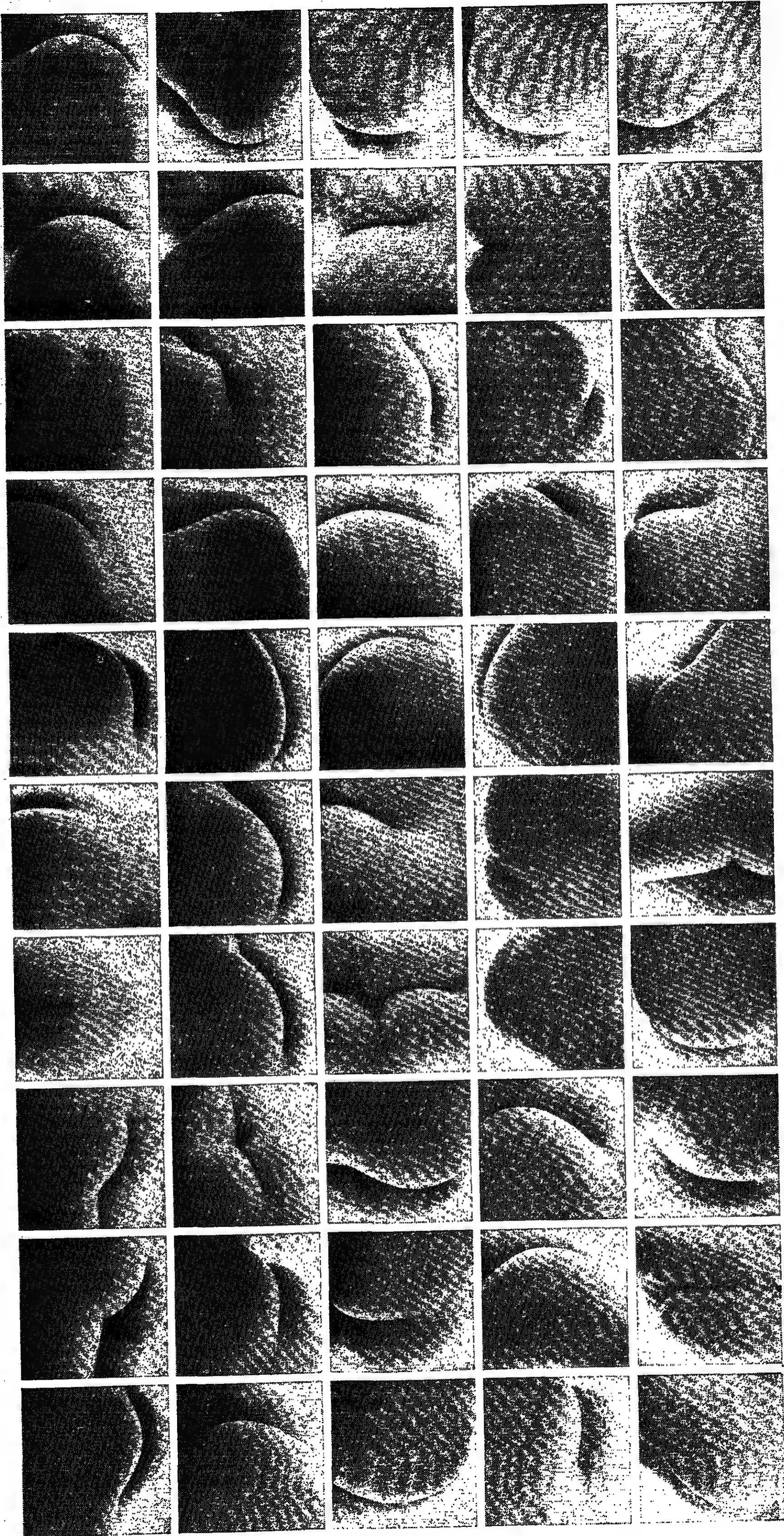












# "Nous revôilà."

sont aussi peu arides que l'est notre philosophie.  
Tout est là.  
C'est bien le Scoob 80.  
Vous jugerez sur pièces.

**airborne**

1100  
P.O. Box 100, 22223-50

\* Albierno fait aujourd'hui partie du Groupe Forges ■ Strasbourg (1 milliard de chiffre d'affaires ■ 1979).

**airborne**  
Paris, Tel.: 222.23.60







































# DE FINANCES POUR 1981

## RECETTES :

# 17.7 % de plus que dans le budget de 1980

Les recettes de l'Etat en 1981 devraient atteindre — selon les prévisions budgétaires — 585,8 milliards de francs. Ce chiffre marque une augmentation de 17,7 % par rapport aux recettes que prévoyait le budget de 1980 (497,8 milliards de francs) lorsque fut voté l'année dernière par le Parlement. C'est un pourcentage sensiblement plus élevé que la progression des dépenses publiques : + 14,6 %, si l'on prend comme référence là encore les dépenses initiales du budget de 1980.

Mais, compte tenu notamment des rentrées fiscales beaucoup plus importantes que prévu en cours d'année — au titre notamment de l'impôt sur les sociétés et, dans une moindre mesure, de la T.V.A. — la progression des recettes de l'Etat inscrites au budget 1981 n'est que de 11,7 % par rapport aux nouvelles prévisions de recettes budgétaires pour 1980.

Les mesures fiscales les plus importantes sont pour l'année prochaine celles qui concernent le barème de l'impôt sur le

revenu — dont les tranches sont à peu près complètement corrigées de l'inflation — l'institution d'une demi-part supplémentaire de quotient familial pour les familles d'au moins trois enfants, la majoration forfaitaire des valeurs locatives pour les impôts fonciers locaux, l'augmentation de 0,5 % des droits sur les alcools et le relèvement du prix des tabacs, enfin, pour les sociétés, l'aménagement du régime fiscal des firmes pétrolières et, surtout, une aide fiscale massive à l'investissement des entreprises.

### Impôt sur le revenu : allègement de 1 milliard de francs pour 840 000 familles nombreuses

Le barème de l'impôt sur le revenu, que nous avons publié dans nos éditions datées du 10 septembre, est à peu près corrigé de l'inflation. La pression fiscale — qui est le rapport entre l'impôt payé et le revenu brut disponible après paiement des cotisations de Sécurité sociale — reste pratiquement stable. Elle n'augmente légèrement que pour les revenus importants : 450 000 F de revenu brut pour un salarié marié sans enfant, 550 000 F pour un couple avec deux enfants (dans les deux cas, la majoration de pression fiscale est de 0,3 point).

Toutes les limites d'exonération, d'abattement, de réduction, sont relevées de 13,3 % pour tenir compte également des effets de l'inflation sur les revenus.

Au total, 5,2 millions de contribuables (soit 35,9 % d'entre eux) ont un revenu inférieur à la limite de la quatrième tranche du barème (24 540 F à 38 820 F pour deux parts de quotient familial) ne subissent aucun accroissement de pression fiscale (relèvement de 13,3 % des limites des tranches) : 2,2 millions de contribuables (soit 63,4 % du total) dont le revenu n'excède pas la limite de la deuxième tranche du barème (237 320 F à

270 000 F pour deux parts) seront concernés par le relèvement de 12 % des tranches du barème. Celui-ci — légèrement inférieur à la hausse prévue des prix de détail en 1980 — annulerait nos augmentations moyennes d'impôt de 57 F.

Enfin, le relèvement de 8 % de la dernière tranche du barème à partir de 270 000 F ne toucherait que 100 000 contribuables environ (soit 0,70 % du total). Il se traduirait en moyenne pour cette catégorie de contribuables par une augmentation d'impôt de 820 F.

Coût total pour l'Etat du relèvement des tranches : 11,7 milliards de francs.

Les familles d'au moins trois enfants bénéficieront d'une demi-part supplémentaire de quotient familial. La mesure s'appliquera à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1981, c'est-à-dire sur les revenus de l'année 1981. Elle de conséquence que les impôts payés en 1982, soit quarante mille familles seront concernées, contre seulement 60 000 avec la législation actuelle, qui accorde une demi-part de quotient familial supplémentaire pour les familles d'au moins cinq enfants.

### Impôt sur les sociétés : 5 milliards de francs par an d'aide fiscale à l'investissement pendant cinq ans

L'aménagement du régime fiscal des sociétés pétrolières, que nous avons décrit dans nos éditions du 7-8 septembre et, dans une moindre mesure, de la T.V.A. — la progression des recettes de l'Etat inscrites au budget 1981 n'est que de 11,7 % par rapport aux nouvelles prévisions de recettes budgétaires pour 1980.

L'investissement fiscal à l'investissement, qui prendra la forme d'une déduction de 10 % calculée sur le bénéfice imposable des sommes consacrées aux achats de biens d'équipement neufs, coûtera 5 milliards de francs par an (francs constants) jusqu'en 1985 (le Monde daté 7-8 septembre).

### Taxes sur les tabacs et les alcools : 2 milliards de francs supplémentaires

Les droits indirects sur les alcools budgétaires sont relevés de 8,5 %. Cette mesure fait suite à un relèvement de 20 % décidé en 1979. De même, les droits de circulation sont relevés de 50 % sur le vin et de 10 % sur le droit spécifique sur les bières.

Est relevé de 50 % également. Ces mesures rapporteront à l'Etat 1,4 milliard de francs.

Les prix du tabac seront relevés de 20 %, ce qui rapportera 550 millions de francs à l'Etat.

### Relèvement de 10 à 11 % des valeurs locatives

Enfin, les valeurs locatives foncières (taxes sur les propriétés bâties et non bâties) vont être relevées de 10 % en 1981 et de 11 % en 1982 pour les propriétés bâties et de 9 % en 1981 et encore en 1982 pour les propriétés non bâties.

### IMPOT A ACQUITTER PAR UN SALARIÉ

A. - Sans enfant (deux parts)									
Revenu brut en 1979	Impôt en 1980	Pression fiscale en 1980	Revenu brut en 1980*	Impôt en 1981	Pression fiscale en 1981	Revenu brut en 1981*	Impôt en 1982	Pression fiscale en 1982	Variations de pression fiscale en 1981**
20 000	0	0 %	20 000	0	0 %	20 000	0	0 %	=
25 000	33	0,11 %	25 000	31	0,11 %	25 000	31	0,11 %	=
30 000	375	1,25 %	30 000	428	1,42 %	30 000	428	1,42 %	=
35 000	912	2,61 %	35 000	1 033	2,95 %	35 000	1 033	2,95 %	=
40 000	1 932	4,83 %	40 000	2 258	5,64 %	40 000	2 258	5,64 %	+ 0,81 %
45 000	4 892	10,89 %	45 000	5 569	12,37 %	45 000	5 569	12,37 %	+ 0,48 %
50 000	8 832	17,66 %	50 000	11 391	22,78 %	50 000	11 391	22,78 %	+ 0,46 %
55 000	12 852	23,36 %	55 000	15 363	27,93 %	55 000	15 363	27,93 %	+ 0,42 %
60 000	16 892	28,15 %	60 000	19 361	32,26 %	60 000	19 361	32,26 %	+ 0,45 %
65 000	20 932	32,20 %	65 000	23 360	35,94 %	65 000	23 360	35,94 %	+ 0,33 %
70 000	24 972	35,68 %	70 000	27 359	39,22 %	70 000	27 359	39,22 %	+ 0,34 %
75 000	28 972	38,76 %	75 000	31 358	41,81 %	75 000	31 358	41,81 %	+ 0,28 %
80 000	32 972	41,23 %	80 000	35 357	44,31 %	80 000	35 357	44,31 %	+ 0,24 %
85 000	36 972	43,05 %	85 000	39 356	45,95 %	85 000	39 356	45,95 %	+ 0,17 %
90 000	40 972	45,28 %	90 000	43 355	48,28 %	90 000	43 355	48,28 %	+ 0,14 %
95 000	44 972	47,44 %	95 000	47 354	50,04 %	95 000	47 354	50,04 %	+ 0,26 %
100 000	48 972	49,54 %	100 000	51 353	51,35 %	100 000	51 353	51,35 %	+ 0,22 %

B. - Ayant deux enfants (trois parts)									
Revenu brut en 1979	Impôt en 1980	Pression fiscale en 1980	Revenu brut en 1980*	Impôt en 1981	Pression fiscale en 1981	Revenu brut en 1981*	Impôt en 1982	Pression fiscale en 1982	Variations de pression fiscale en 1981**
20 000	0	0 %	20 000	0	0 %	20 000	0	0 %	=
25 000	0	0 %	25 000	0	0 %	25 000	0	0 %	=
30 000	0	0 %	30 000	0	0 %	30 000	0	0 %	=
35 000	0	0 %	35 000	0	0 %	35 000	0	0 %	=
40 000	562	1,40 %	40 000	636	1,59 %	40 000	636	1,59 %	=
45 000	1 124	2,50 %	45 000	1 272	2,82 %	45 000	1 272	2,82 %	+ 0,32 %
50 000	1 686	3,37 %	50 000	1 864	3,73 %	50 000	1 864	3,73 %	+ 0,36 %
55 000	2 248	4,07 %	55 000	2 500	4,54 %	55 000	2 500	4,54 %	+ 0,47 %
60 000	2 810	4,68 %	60 000	3 136	5,24 %	60 000	3 136	5,24 %	+ 0,56 %
65 000	3 372	5,18 %	65 000	3 772	5,80 %	65 000	3 772	5,80 %	+ 0,62 %
70 000	3 934	5,62 %	70 000	4 408	6,29 %	70 000	4 408	6,29 %	+ 0,67 %
75 000	4 496	6,00 %	75 000	5 044	6,72 %	75 000	5 044	6,72 %	+ 0,72 %
80 000	5 058	6,34 %	80 000	5 680	7,10 %	80 000	5 680	7,10 %	+ 0,76 %
85 000	5 620	6,61 %	85 000	6 316	7,43 %	85 000	6 316	7,43 %	+ 0,81 %
90 000	6 182	6,85 %	90 000	6 952	7,76 %	90 000	6 952	7,76 %	+ 0,91 %
95 000	6 744	7,07 %	95 000	7 588	8,08 %	95 000	7 588	8,08 %	+ 0,96 %
100 000	7 306	7,26 %	100 000	8 224	8,22 %	100 000	8 224	8,22 %	+ 0,96 %

\* Par hypothèse, suppose de 13,3 % à celui de 1979 (sans volée de point de la hausse des prix). \*\* Le signe = signifie : « inférieur à 0,004 % en valeur absolue ».

### COMMENT VARIERONT LES DIVERS IMPOTS (en millions de francs)

CATEGORIES DE RECETTES	BUDGET 1980			PROJET DE BUDGET 1981				
	Loi de finances initiale	Situation actuelle (en millions)	Augmentation par rapport à 1979 (%) (en %)	Evolution attendue	Moins fiscales	Evaluations du projet de loi de finances	Augmentations du projet de loi par rapport à 1980 (2)	
							(en millions)	(en %)
— RECETTES FISCALES :								
Impôts sur le revenu .....	115 839	118 510	+ 2,3	+ 30 280	— 12 510	136 280	+ 17 770	+ 15,0
Impôts sur les sociétés .....	51 275	61 600	+ 17,6	+ 1 700	+ 1 380	64 680	+ 3 080	+ 5,0
Autres impôts directs .....	44 708	46 380	+ 24,0	+ 8 320	—	52 710	+ 6 320	+ 13,6
Taxe sur la valeur ajoutée .....	253 007	264 500	+ 18,1	+ 33 900	+ 510	268 910	+ 34 410	+ 13,0
Droits de douane et taxes sur produits pétroliers .....	49 463	48 900	+ 2,7	+ 1 300	—	50 200	+ 1 300	+ 2,7
Droits sur les tabacs et autres impôts indirects .....	18 184	17 900	+ 17,5	+ 1 900	+ 1 740	21 440	+ 3 540	+ 19,8
Impôts sur la fortune (enregistrement timbre) .....	35 224	36 100	+ 16,8	+ 4 710	—	40 810	+ 4 710	+ 13,0
TOTAL .....	587 711	593 900	+ 16,6	+ 80 010	— 8 900	665 010	+ 71 110	+ 12,0
— RECETTES NON FISCALES :								
Domaine, exploit. industr. ....	27 788	30 380	+ 18,3	+ 4 131	+ 632	35 143	+ 4 783	+ 15,6
— PRELEVEMENT AU PROFIT DES COLLECTIVITES LOCALES ..								
— 38 263	— 38 815	+ 20,7	— 5 492	—	— 45 307	— 5 492	+ 13,8	
— PRELEVEMENT AU PROFIT DE LA C.R.E. ....								
— 17 536	— 17 800	+ 7,2	— 5 500	—	— 23 300	— 5 500	+ 30,9	
Total brut (A + B + C + D) ....	539 701	566 645	+ 16,8	+ 73 149	— 8 248	631 546	+ 64 901	+ 11,5
— REMBOURSEMENT ET DEGREVEMENT .....								
— 41 850	— 41 850	+ 13,1	— 3 750	—	— 45 600	— 3 750	+ 9,0	
Total net (total brut. — remb.) ..	497 851	524 795	+ 17,1	+ 69 399	— 8 248	585 946	+ 61 151	+ 11,7

(1) Par rapport aux résultats constatés en 1979.  
(2) Par rapport au budget de 1980 en exp. état actuel.

BRUNO DETHOMAS.

### L'AIDE FISCALE A L'INVESTISSEMENT

### Pour cinq ans, alors que le plan de 1975 ne durait que sept mois

La possibilité ouverte aux entreprises de déduire de leurs bénéfices imposables, pendant cinq ans, 10 % de tous leurs investissements produits industriels et commerciaux est lourde de signification. En effet, ouvriront droit à déduction non seulement les créations et acquisitions de biens d'équipement amortissables suivant un régime d'amortissement dégressif (machines, installations industrielles, véhicules utilitaires, etc.), mais aussi, grande nouveauté, les agencements et installations de locaux commerciaux ouverts à la clientèle, c'est-à-dire les travaux immobiliers d'aménagement intérieur, à l'exception des murs et des meubles.

En cela, le projet du gouvernement va bien au-delà du plan Fourcade de relance, mis en place en mai 1975, qui limitait à sept mois la possibilité de déduire des bénéfices imposables 10 % du montant des investissements industriels, au coût de 2,8 milliards de francs. A noter, enfin, que seront écartés du champ d'application de la mesure les investissements de l'agriculture, mais aussi ceux des banques et des compagnies d'assurances, en raison de leur « caractère administratif », ainsi que ceux des sociétés qui interviennent dans le secteur immobilier.

Le coût de cette mesure, qui ne sera supporté par le budget qu'à partir de 1982, est évalué à 5 milliards de francs par an (25 milliards de francs en cinq ans). C'est le plus gros et le plus durable effort qu'un gouvernement ait jamais consenti en faveur de l'investissement industriel. Il est consenti, certes, pour stimuler les investissements, au risque d'un coût budgétaire considérable et celui-ci se gonfle brusquement dans deux ou trois ans, mais aussi, et surtout, pour contenir les prix industriels et commerciaux, qui dérapent dangereusement à l'heure actuelle, et enrayer la dégradation de l'emploi. — F. R.

Le nouveau régime, qui correspond à une subvention de 5 % sur les investissements réalisés, compte tenu d'un taux de 50 % pour l'impôt sur les sociétés, a été préféré au régime actuel pour trois raisons : la première, parce qu'il est plus incitatif, tant au point de vue psychologique qu'au point de vue technique ; la

### LA VIGNETTE AUTO AUGMENTE EN DECEMBRE

Les tarifs de la vignette automobile ne sont pas augmentés dans le projet de budget pour 1981. C'est dire que le prix de la vignette payable le 1<sup>er</sup> décembre 1981 restera inchangé.

En revanche, le budget de 1980, voté à la fin de l'année dernière, prévoyait un relèvement du tarif de la vignette en novembre de cette année (payable au plus tard le 1<sup>er</sup> décembre). Les tarifs qui avaient été fixés et qui s'appliquent donc dans deux mois et demi sont les suivants : 140 F pour les moins de 5 CV au lieu de 120 F, soit + 16,7 % ; 240 F pour les 5 à 7 CV au lieu de 200 F, soit + 20 % ; 560 F pour les 8-9 CV au lieu de 480 F, soit + 16,7 % ; 640 F pour les 10-11 CV au lieu de 480 F, soit + 33,3 % ; 1 100 F pour les 12 à 16 CV au lieu de 840 F, soit + 30 %. Enfin, pour les très grosses voitures (au-dessus de 19 CV), la taxe spéciale va passer de 1 800 F à 5 000 F pour les véhicules ayant moins de cinq ans d'âge.

### La réforme de la fiscalité pétrolière

#### Davantage de justice et de clarté

Le rapport sur la fiscalité des compagnies pétrolières, qui aurait dû être remis au premier ministre le 1<sup>er</sup> avril dernier, est venu seulement d'être connu, constitue un avertissement de la réforme à bien évaluer. Elle est destinée à éliminer les avantages de la fiscalité pétrolière qui introduit plus de justice et plus de clarté sans pour autant porter atteinte à une politique pétrolière, dont l'un des objectifs est de relancer l'exploration dans l'Hexagone. Les compagnies pétrolières sont, on le sait, soumises à une combinaison de quatre dispositions fiscales :

« l'impôt de droit », ou windfall profits, taxes outre-Atlantique, mais aussi en République fédérale d'Allemagne, où la redevance minière est passée de 10 % à 15 % le 1<sup>er</sup> juillet 1979 et de 17 % le 1<sup>er</sup> janvier 1980, et où elle pourrait atteindre jusqu'à 40 % prochainement.

Le relèvement de la redevance minière, qui varie en fonction des quantités extraites jusqu'à un pourcentage maximum de 20 % pour le pétrole et le gaz, le retour de Lacc, qui bénéficiait d'une dérogation depuis 1942, au droit commun minier, la suppression du cumul de la provision pour reconstitution de gisements et de l'amortissement des investissements réalisés en emploi de cette provision (ce qui amenait les compagnies à déduire de l'impôt, deux fois les mêmes sommes), la réduction de cinq à un an du délai d'expiration de cette P.R.G., le calcul forfaitaire des crédits d'impôt obtenus par les compagnies en France du fait de leurs versements fiscaux à l'étranger (ce qui évitait les querelles, qui ne manquaient pas d'intervenir entre compagnies et administrations, sur la qualification des versements aux pays producteurs depuis la suppression des crédits de concession), sont autant de mesures dont nul ne pourra dire qu'elles ne sont pas plus simples et plus justes.

Avec des objectifs initiaux aussi peu convergents, le paradoxe est de trouver, dans les vingt-neuf pages du rapport des ministres du budget et de l'industrie, une réforme de la fiscalité pétrolière qui introduit plus de justice et plus de clarté sans pour autant porter atteinte à une politique pétrolière, dont l'un des objectifs est de relancer l'exploration dans l'Hexagone. Les compagnies pétrolières sont, on le sait, soumises à une combinaison de quatre dispositions fiscales :

Et comme il n'est pas question de freiner par ces dispositions une exploration qui est coûteuse en France (les coûts de découverte y sont en moyenne de 3 dollars par baril produit et les coûts d'exploitation du gisement de Pécide de 10 dollars par baril), les taxes actuelles de la redevance minière seront maintenues pour les puits mis en production après le 1<sup>er</sup> janvier 1980 ainsi que pour le pétrole récupéré par des techniques complexes.

Quant à la réintégration des amortissements dans les résultats imposables, elle se fera progressivement et différemment selon qu'elle touchera des investissements de recherche en France ou à l'étranger.

On se gardera bien de citer les sommes qui, selon le gouvernement, devraient découler de cette réforme. Qui ne se souvient que, lors de la révision de la provision pour reconstitution de gisements en 1976, les pouvoirs publics avaient déclaré devoir recevoir 1 milliard de francs d'une modification qui en fait n'a pas rapporté un seul centime au Trésor. On ne soutiendra pas non plus que ces choix d'équité favorisent les groupes français ; l'Etat pétrolier contribue pour près des deux tiers à cette facture fiscale supplémentaire, réduisant ainsi sa compétitivité à l'égard des « majors ».

L'avenir dira si cette réforme, excellente dans son principe, n'était qu'un exemple du masochisme français. Il s'agit bien là de profits

On se gardera bien de citer les sommes qui, selon le gouvernement, devraient découler de cette réforme. Qui ne se souvient que, lors de la révision de la provision pour reconstitution de gisements en 1976, les pouvoirs publics avaient déclaré devoir recevoir 1 milliard de francs d'une modification qui en fait n'a pas rapporté un seul centime au Trésor. On ne soutiendra pas non plus que ces choix d'équité favorisent les groupes français ; l'Etat pétrolier contribue pour près des deux tiers à cette facture fiscale supplémentaire, réduisant ainsi sa compétitivité à l'égard des « majors ».



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. LE MONDE MÉDITERRANÉEN EN PERIL : « La grande menace : la méditerranéité », par Paul-Marc Henry ; « Les monstres aux yeux verts », par Jean-Paul Aron.

### ÉTRANGER

3. EUROPE

5. AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

— Les combats à la frontière irano-irakienne.

6. AMÉRIQUES

BOLIVIE : le représentant du gouvernement clandestin de M. Siles Zúñiga estime que le processus d'isolement des militaires est en bonne voie.

7. DIPLOMATIE

— AFGHANISTAN : « Les mille résistances afghanes » (II), par Philippe Roger.

JAPON : Tokyo s'appuie à opposer l'embargo économique à l'égard de l'U.R.S.S.

### POLITIQUE

10. M. Plassi estime que M. Mitterrand s'apprête à « passer la main ».

— Les élections sénatoriales.

— Als : la M.R.G. compte conserver le siège de M. Billiet.

### SOCIÉTÉ

11. JUSTICE : l'entrée des homosexuels aux États-Unis sera moins sévèrement contrôlée.

12. Magie, sorcellerie et mauvais œil.

14. ÉDUCATION : chronique scolaire de Sébastien : « Faut-il cultiver la musique et le chant ».

22. INFORMATIONS - « SERVICES » : documentation : au sommaire des revues.

### LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech : le Meurtre-Vrai, d'Argon.

16. ALPHONSE BARRAUD et ses affines.

16. LA VIE LITTÉRAIRE.

17. ROMANS : le désastre d'une jeune fille.

18. HISTOIRE LITTÉRAIRE : un monument pour Nerval.

20. LETTRES ÉTRANGÈRES : la politique du spectacle.

21. ESSAIS : pour découvrir le karamisme.

### CULTURE

24. MUSIQUE : le concours des jeunes chefs d'orchestre à Besançon.

CINÉMA : les films américains à Desvillie : Fama.

DANSE : Balanchine au Festival d'automne.

### ÉQUIPEMENT

30. TOURISME : croissance zéro pour les vacances 1980.

### ÉCONOMIE

31 à 33. Le projet de budget pour 1981.

34. AFFAIRES : les difficultés de Maifrance.

RADIO-TELEVISION (27)

— Annonces classées (28-29) ; Carnet (27) ; Journal officiel (28) ; Loterie nationale, loto (29) ; Programmes spectacles (25-26) ; Météorologie (22) ; Mots croisés (22) ; Bourse (33).

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT

PRIX EXCEPTIONNELS

avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES

MESURE

A partir de 998 F dans un choix de 3.000 draperies

Fabrication traditionnelle

ROBES et TAILLEURS

SUR MESURE

Prêt-à-porter homme

Boutique femme

LEGRAND Tailleur

27, rue de la République, PARIS (105)

Tél. : 742.70.51

De lundi au samedi

de 10 h. à 18 h.

A B C D E F G

## UN CONTRAT DE 14 MILLIARDS DE FRANCS

### La France livrera à l'Arabie Saoudite des armes navales

D'un montant de 14 milliards de francs, le contrat entre l'Arabie Saoudite et la France, pour la fourniture d'armes navales, serait définitivement signé. En outre, la société Dassault et l'Arabie Saoudite seraient parvenues à un accord de principe pour le financement des hélicoptères Mirage 4000.

Le principe du contrat naval franco-saoudien avait été acquis au mois de mai, lors de la visite à Riyad de M. Yvon Bourges, ministre français de la Défense. Toutefois, à l'époque, on ne parlait que d'un montant de 7 milliards de francs et bien des points restaient à régler. De plus, la concurrence américaine ne « désarmait » pas.

Le montant du contrat atteindrait finalement 14 milliards de francs.

### Le financement du Mirage 4000

D'autre part, les négociations engagées, voilà plusieurs mois, entre le groupe Dassault et l'Arabie Saoudite pour le financement du hélicoptère Mirage 4000 auraient notamment avancé. Les intéressés seraient parvenus à un accord de principe au sujet du gouvernement français, au plus haut niveau, aurait donné son aval. L'Arabie Saoudite apporterait, dans une première étape, une part non négligeable — on parle de 4 milliards de francs — du financement nécessaire à la mise au point définitive et à l'industrialisation de l'appareil. Actuellement, il n'existe qu'un

prototypage du Mirage 4000 qui a été développé par Dassault aux États-Unis. Or ni la firme ni les pouvoirs publics français n'avaient la possibilité de financer le développement de l'appareil, estimé au total à 8 milliards de francs. L'armée de l'air qui a commandé la version monoréacteur de l'avion, le Mirage 2000, n'a plus de ce fait, la capacité budgétaire suffisante.

Pour ne pas perdre de temps et conserver l'avantage que le Mirage 4000 détient sur ses concurrents américains, Dassault avait cherché d'autres sources de financement. L'Arabie Saoudite n'a jamais caché que cet avion pouvait éventuellement l'intéresser. Le renforcement des liens entre Paris et Riyad, au moment où la politique américaine donne quelques inquiétudes à la fois le Golfe, a incontestablement favorisé les choses.

Il s'agit donc, dans un premier temps, d'aller de l'avant, de « mettre en place les outils industriels pour produire en série le Mirage 4000 ». C'est ce qui serait aujourd'hui acquis. Riyad n'ayant pris cependant aucun engagement pour l'achat des futurs Mirage 4000. — J. M. Q.

LAFARGE ET LE GROUPE AMÉRICAIN NATIONAL GYPSUM ÉLARGISSENT LEUR COOPÉRATION DANS LE SECTEUR DU PLÂTRE.

Lafarge et le groupe américain National Gypsum, qui figure parmi les premiers producteurs mondiaux de plâtre, ont décidé d'élargir leur coopération dans ce secteur. Les deux firmes sont déjà associées dans la société Gypsum (Lafarge 60 %, National Gypsum 40 %) société mère de Freypan, le plus grand producteur français de plâtre de plâtre.

Sous réserve de l'accord du ministre de l'Économie, Lafarge se propose d'apporter à Freypan sa participation de 35 % dans le capital de la société des Plâtres de France. En contrepartie, National Gypsum, pour maintenir à 40 % sa participation dans Freypan, investira 25 millions de dollars environ (105 millions de francs).

38, RUE VANEAU (7<sup>e</sup>)

En souscription - Prix ferme

DU ST. AU 4 P.

Sur place de 11 h. à 19 h.

550-21-26 - 743-96-96

NEVEU et Cie

## ON PEUT SE GARER À L'ÉLYSÉES.

Qui a dit que l'Elysées était difficile d'accès? A l'Elysées Rond-Point, la nouvelle galerie du Rond-Point des Champs Élysées, il y a même un parking pour les visiteurs. Laissez-y votre voiture en toute tranquillité. Par l'ascenseur, vous arrivez directement dans la galerie. Vous y trouverez des boutiques de mode sélectionnées, des cadeaux, un grand coiffeur. Si vous n'avez pas de voiture mais que vous désirez en louer une, c'est également possible. Avouez que l'Elysées Rond-Point ce n'est pas une galerie comme les autres. Vous pouvez y venir de 10 h à 22 h.



Galerie Elysées Rond-Point  
12-14 Rond-Point des Champs Élysées Paris.

Adam's, Alain Mamoukian, Avis, Baby Charles, Le Bar de la Machine, Beylerian, La Bottega, Carrel, La Cartier, La Cave d'Hédier, Destray Opticiens, Dune, Hervé Monsigny, Kate's, Léonard Cadeaux, Lucie Saint-Clair, Minelli, Neuhaus Catalin, Oner, La Roue, Saint Laurent Rive Gauche, Sylviane's, Tobaccos, Valentissimo, Vera Rubert.

## Alors que F.U.C. appelle à boycotter la viande de veau

### Deux producteurs portent plainte pour administration dans leur élevage de médicaments interdits

Deux producteurs de veaux ont décidé de porter plainte contre X... pour administration dans leur élevage de médicaments interdits. Le mouvement Paysans-Travailleurs, l'un des syndicats de la gauche agricole, se constitue partie civile, avec le soutien de la Confédération syndicale des cadres de vie, la Confédération syndicale des familles et le Syndicat de la médecine générale.

De son côté, l'Union fédérale des consommateurs vient de lancer un mot d'ordre de boycott de la viande de veau, « produit de médiocre qualité, potentiellement dangereux pour le consommateur et source de gaspillage énergétique ». Selon l'U.F.C., encore, les trafics de veaux aux hormones ne sont pas des données mais des pratiques généralisées qu'il convient de dénoncer.

M. Michel Debattiste, secrétaire d'État aux industries agro-alimentaires, a déclaré pour sa part que « l'on ne pouvait pas porter d'accusations aussi graves et attaquer une corporation, celle des éleveurs, qui est déjà en difficulté et dont la majorité des membres respectent la loi ».

M. Jacques Clergeau, installé sur 35 hectares à Rougé (Loire-Atlantique), élève des veaux dans un atelier de trois cent cinquante places. Accablé de dettes, après la perte d'un nombre considérable d'animaux, il ne travaille plus depuis un an. Il vient de porter plainte contre X... parce que coopérative qui lui fournissait les aliments et les médicaments, a fait administrer à son élevage des hormones interdites. Le vétérinaire du groupement de producteurs prescrivait un produit autorisé... pour les truies.

Louis et Marie Boisselier portent plainte également pour les mêmes raisons. Dans ce procès-verbal du constat dressé par les enquêteurs de la direction des douanes on peut lire : « Le 26 janvier de la C.A.N. (1) faisait lui-même les injections de « pilules »... ». Il s'agit d'un produit blanc liquide tiré d'un flacon en verre blanc sans étiquette, qui est administré à l'animal par le pharmacien sous la dénomination de « néo-mycine ».

En général, les veaux destinés à la consommation humaine sont traités deux ou trois fois au cours de leur croissance. En fait, il y a seulement deux ou trois fois, que cela se fait dans nos élevages.

C'est à l'appui de ces deux plaintes que les Paysans-Travailleurs entendent faire écarter la condamnation du veau en « intégrée » (2) à hauteur de 70 %. Ce fort pourcentage est dû au fait qu'il s'agit d'une production fragile et artificielle : faire consommer des antibiotiques et l'obtention d'un produit parvenant à un niveau minimum et des conditions de travail normales aux éleveurs, ce qui leur permettrait, dans bien des cas, de payer le veau industriel de 15 à 20 % de plus qu'un veau de ferme, ce qui leur permettrait de survivre.

Les anabolisants et les œstrogènes, qui ont des effets anabolisants, ont la propriété de développer les muscles, musculaires, essentiellement par le gonflement en eau des cellules. D'où leur intérêt pour l'éleveur payé au poids du veau, ou d'un régime curatif, que les firmes intégratrices les maîtrisent mieux.

La dégradation du veau de huit jours : d'une part parce que le veau de boucherie provient de plus en plus des troupeaux laitiers, dont l'aptitude à produire de la viande est réduite depuis l'introduction massive de sang hollandais dans la race française, qui représente quatre vaches sur dix en France. D'autre part, parce que le transport entre le lieu de la naissance et le centre d'élevage (division du travail) est préjudiciable à son état sanitaire.

La dégradation de la qualité de l'aliment. Le resserrement des marges consenties aux éleveurs. La démonstration ne s'arrête pas là. Il y a une vingtaine d'années, les veaux de boucherie étaient nourris sur l'exploitation avec le lait de vache de l'exploitation. Aujourd'hui, le progrès et la compétitivité ont imposé une division des tâches dont les différentes étapes méritent d'être suivies.

Traite du lait (qui sort à 37 °) ; refroidissement (à 2 °) pour stocker à la ferme pendant deux à trois jours, transport à l'usine, réchauffement et pasteurisation (à 75 °), écrémage (fournissant la

(1) Coopérative agricole Le Noëlle Anceps. Depuis quelques années, les coopératives laitières ont pris une place dominante dans la fabrication d'aliments d'alimentation et dans l'intégration des producteurs.

(2) En 1978, la production française de viande de veau s'est élevée à 381 500 tonnes et la consommation à 305 000 tonnes. On a donc produit 76 500 tonnes de plus que la consommation de 305 000 tonnes.

(3) Intégration : l'éleveur travaille à façon pour la firme, qui fournit les aliments, les médicaments, les produits vétérinaires et assure normalement la distribution.

(4) Cette loi interdit les contraceptifs naturels et de synthèse, mais non pas l'ensemble des anabolisants.

## En Tchécoslovaquie

### LA POLICE A RETENU ET INTERROGÉ DURANT QUARANTE-DEUX HEURES DES PERSONNALITÉS DU «PRINTemps DE PRAGUE»

Sept personnalités du « Printemps de Prague », dont deux anciens ministres, MM. Jiri Hajek (affaires étrangères) et Vladimir Rudol (éducation) et plusieurs cadres supérieurs du parti de l'époque ont été retenus après avoir subi, durant quarante-deux heures dans les locaux de la police, des interrogatoires à propos d'un message de solidarité qu'ils s'apprêtaient à envoyer au comité inter-entreprises de Gdansk et d'un projet de lettre adressé au moment de leur arrestation. Cette mesure destinée à M. Husak, président de la République, portait sur les droits de l'homme en Europe de l'Est et la tentative de la politique de détente et d'accords « réalistes ». Les auteurs complicités en faire tenir copie aux délégations qui prendront part à la Conférence de Madrid sur les droits de la C.S.C.E.

La police avait aussi tenu des personnes, mardi soir 9 septembre, au domicile de Rudolf Slansky, le fils de l'ancien secrétaire général du parti tchécoslovaque en 1962 après un procès truqué. Outre les deux anciens ministres et le propriétaire de l'appartement, on a été interrogé pendant quarante-deux heures, à l'exception de M. Rudol, président de la République, portait sur les droits de l'homme en Europe de l'Est et la tentative de la politique de détente et d'accords « réalistes ». Les auteurs complicités en faire tenir copie aux délégations qui prendront part à la Conférence de Madrid sur les droits de la C.S.C.E.

M. Slansky, ancien membre du comité central, MM. Zdenek Jizinsky et Lubos Kohout, anciens professeurs à l'université Charles de Prague, M. Milos Hajek, ancien directeur de l'Institut d'études de l'Est et Mme Brumadova, journaliste de la presse « 77 ».

M. Slansky, la police avait aussi tenu des personnes, mardi soir 9 septembre, au domicile de Rudolf Slansky, le fils de l'ancien secrétaire général du parti tchécoslovaque en 1962 après un procès truqué. Outre les deux anciens ministres et le propriétaire de l'appartement, on a été interrogé pendant quarante-deux heures, à l'exception de M. Rudol, président de la République, portait sur les droits de l'homme en Europe de l'Est et la tentative de la politique de détente et d'accords « réalistes ». Les auteurs complicités en faire tenir copie aux délégations qui prendront part à la Conférence de Madrid sur les droits de la C.S.C.E.

### La conférence musulmane internationale de Tachkent

### QUARANTE-SEPT DES SOIXANTE-DIX PAYS INVITÉS EN U.R.S.S. ONT BOYCOTTÉ LA RÉUNION

Tachkent (A.F.P.). — La conférence musulmane internationale organisée du mardi 9 au vendredi 12 septembre par les musulmans soviétiques à Tachkent a été marquée par de nombreuses défections en signe de protestation contre le coup de Kaboul. Des religieux de soixante-dix pays islamiques avaient été invités par le conseil des musulmans d'Asie centrale soviétique, mais seuls les représentants de vingt-trois pays étaient présents à l'ouverture. Parmi les absents : l'Iran, l'Arabie Saoudite et la Malaisie.

Les travaux de la conférence musulmane se sont ouverts aux cris de « Allah Akbar » (Allah est le plus grand). Le représentant du conseil des affaires religieuses d'U.R.S.S. (organisme d'État) a dénoncé d'emblée « le schéma conspiratoire et la propagande américaine antisoviétique sur la question religieuse en U.R.S.S. ».

Les autorités soviétiques sont tentées d'utiliser cette conférence pour reprendre contact avec le monde musulman en une période difficile.

## Le Monde

publiera demain

- « MÉDITERRANÉE ET CIVILISATION DU VINGT ET UNIÈME SIÈCLE », par Léopold Sédar Senghor
- FAUT-IL MAUDIRE LA SCIENCE ? est le thème de la page idées.
- M. SÉGUIY RÉPOND A M. MAIRE sur l'unité d'action

du 12 au 30 septembre

“promotion” d'avant-saison

**NICOLL**

COSTUME 1190 F

Mesure industrielle

avec gilet 1350 F

La tradition anglaise du vêtement

à Paris, 29 rue Tronchet, depuis 1820

مكتبة القرآن







